



20 septembre 2023

(23-6238)

Page: 1/67

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DE L'

UNION DOUANIÈRE D'AFRIQUE AUSTRALE (SACU)

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par la SACU est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la SACU.

Table des Matières

UNION DOUANIÈRE D'AFRIQUE AUSTRALE	6
1 INTRODUCTION	6
1.1 Contexte économique régional	6
1.2 L'union douanière de la SACU	6
1.3 Institutions de la SACU	7
1.4 Politiques communes	8
1.5 Tarif extérieur commun	8
1.6 Dialogue en tant que bloc avec les tierces parties	8
1.7 Le Plan stratégique de la SACU pour 2022-2027	9
BOTSWANA	11
1 INTRODUCTION	11
2 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE DU BOTSWANA	11
2.1 Produit intérieur brut	11
2.2 Politique budgétaire	11
2.3 Politique monétaire	12
2.4 Perspectives économiques	12
3 ÉVOLUTION DES POLITIQUES COMMERCIALES ET LIÉES AU COMMERCE	13
3.1 Politiques et stratégies commerciales	13
3.2 Arrangements commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux	15
3.3 Propriété intellectuelle et droit d'auteur	16
3.4 Marchés publics	16
4 ÉVOLUTION DES POLITIQUES SECTORIELLES	16
4.1 Secteur manufacturier	16
4.2 Secteur agricole	17
4.3 Secteur minier	17
4.4 Énergie	18
5 ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE	18
6 CONCLUSION	18
ESWATINI	19
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL	19
1.1 Environnement économique de l'Eswatini	19
1.2 Évolution du commerce extérieur	19
2 RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES DE L'ESWATINI	20
2.1 Système commercial multilatéral	20
2.2 Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)	20
2.3 Accords commerciaux préférentiels	20
2.4 Accord de partenariat économique entre la SADC et l'Union européenne	20
2.5 Accord de libre-échange entre la SACU et l'AELE	21
2.6 Accord commercial préférentiel entre la SACU et le MERCOSUR	21

2.7 Zone de libre-échange du COMESA	21
2.8 Zone de libre-échange de la SADC	22
2.9 Négociations d'un accord de libre-échange tripartite entre le COMESA, la CAE et la SADC....	22
2.10 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)	23
3 NOUVELLES RÉFORMES COMMERCIALES	23
3.1 Politique de développement industriel	23
3.2 Loi sur les zones économiques spéciales	25
4 ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE	25
5 CONCLUSION	26
LESOTHO.....	27
1 INTRODUCTION	27
2 ÉVOLUTION MACROÉCONOMIQUE	27
2.1 Produit intérieur brut	27
2.2 Politique budgétaire	27
2.3 Politique monétaire.....	29
2.4 Politique fiscale	30
2.5 Perspectives économiques	31
3 APERÇU DES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES	31
3.1 Agriculture et pêche.....	31
3.2 Industries extractives.....	32
3.3 Industries manufacturières	32
3.4 Secteur des services	32
4 COMMERCE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION	32
5 ÉVOLUTION DES POLITIQUES COMMERCIALES ET LIÉES AU COMMERCE.....	33
5.1 Politiques et stratégies commerciales	33
5.1.1 Plan national de développement stratégique II (2018/19-2022/23).....	33
5.1.2 Cadre national de politique commerciale (2021-2025).....	33
5.1.3 Stratégie commerciale nationale.....	34
5.2 Développement de l'infrastructure qualité.....	34
5.3 Politique agricole nationale globale	34
5.3.1 Plan directeur national relatif à l'irrigation	34
5.3.2 Politique relative à l'élevage.....	35
5.4 Facilitation des échanges	35
5.5 Politique industrielle.....	35
5.6 Politique d'investissement.....	35
5.7 Législation sur la concurrence	35
5.8 Droits de propriété intellectuelle	35
5.8.2 Politique et stratégie nationales en matière de propriété intellectuelle	36
5.9 Marchés publics.....	36
5.10 Politique énergétique du Lesotho	36

6 RELATIONS COMMERCIALES RÉGIONALES ET MULTILATÉRALES.....	36
6.1 SACU, SADC, ALE SACU-AELE, ACPr MERCOSUR-SACU	36
6.2 APE SADC-UE, APE SACU/Mozambique-Royaume-Uni.....	36
6.3 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)	37
6.4 Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)	37
6.5 Zone de libre-échange tripartite	38
6.6 Organisation mondiale du commerce	38
7 ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE	38
8 CONCLUSION	39
NAMIBIE	40
1 INTRODUCTION	40
2 ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE.....	41
2.1 Politique monétaire.....	41
2.2 Inflation	41
2.3 Politique budgétaire	41
3 CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉSULTATS SECTORIELS	41
4 BALANCE COMMERCIALE	43
5 RÉFORMES INSTITUTIONNELLES	44
5.1 Création d'organismes autonomes	44
5.1.1 Administration des revenus de la Namibie (NAMRA)	44
5.1.2 Conseil namibien de promotion et de développement des investissements (NIPDB).....	44
5.1.3 Agence namibienne pour le développement industriel (NIDA).....	45
5.1.4 Direction des entreprises et de la propriété intellectuelle (BIPA)	45
5.2 Réformes fiscales	46
5.2.1 Système intégré d'administration des impôts (ITAS)	46
5.2.2 Prélèvement à l'exportation	46
5.2.3 Taxe environnementale	46
5.2.4 Élimination progressive des exonérations fiscales qui érodent la base d'imposition	47
6 CONSEIL NAMIBIEN DU COMMERCE	47
7 COMMERCE DES SERVICES	47
8 FACILITATION DES ÉCHANGES.....	48
8.1 Programme de décisions anticipées.....	48
8.2 Poste frontière à guichet unique avec le Botswana	49
8.3 Environnement de guichet unique national de la Namibie	49
9 CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	49
10 PLAN DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL ET VISION 2030	49
11 ACCORDS COMMERCIAUX.....	50
11.1 Arrangements commerciaux internationaux et régionaux	50
11.2 Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)	50
11.3 Accord tripartite (SADC, CAE, COMESA)	50

11.4	Accord commercial préférentiel entre la Namibie et le Zimbabwe	50
11.5	Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)	50
11.6	Organisation mondiale du commerce.....	50
11.7	APE entre la SACU, le Mozambique et le Royaume-Uni	51
11.8	SACU-AELE	51
11.9	APE entre la SADC et l'UE	51
12	ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC	51
13	CONCLUSION	51
	AFRIQUE DU SUD	52
1	INTRODUCTION	52
2	PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES ET SUD-AFRICAINES	52
3	RÉSULTATS COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD.....	53
4	ÉCHANGES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD AVEC LE RESTE DU MONDE	54
5	ÉCHANGES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD AVEC LE RESTE DE L'AFRIQUE	55
6	PLAN DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL	56
7	ÉLABORATION DES POLITIQUES ET MESURES D'INTERVENTION	56
7.1	Plan de reconstruction et de reprise économique	56
7.2	Stratégie industrielle repensée et approche fondée sur des plans directeurs.....	57
7.3	Cadre de la politique et de la stratégie commerciales	57
7.4	Approche concernant la politique tarifaire	58
8	CONCLUSION	59
	ANNEXE 1 – DÉCLARATION DE POLITIQUE COMMERCIALE DE L'AFRIQUE DU SUD	60

UNION DOUANIÈRE D'AFRIQUE AUSTRALE

1 INTRODUCTION

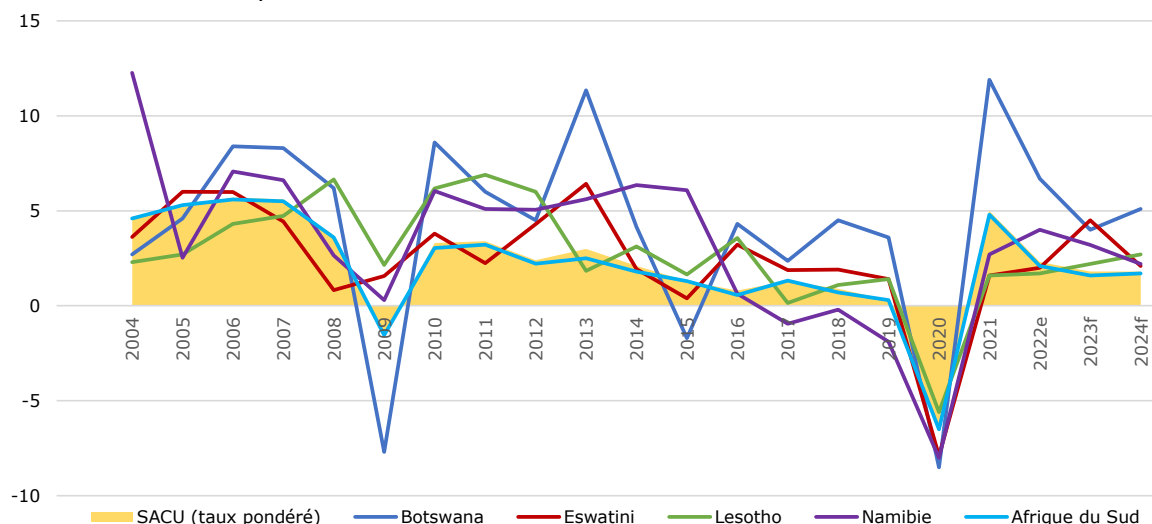
1.1 Contexte économique régional

1.1. Depuis le dernier examen conjoint des politiques commerciales, tenu en novembre 2015, la région de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), comprenant la République du Botswana, le Royaume d'Eswatini, le Royaume du Lesotho, la République de Namibie et la République sud-africaine, a continué de stimuler la croissance et le développement malgré les nombreux défis auxquels elle a été confrontée. Au cours des deux dernières décennies, l'économie mondiale a dû faire face à deux chocs négatifs importants: la crise financière mondiale en 2009 et la pandémie de COVID-19 en 2020-2021. Ces deux chocs ont entraîné une croissance irrégulière et déclenché des récessions mondiales en 2009 et 2020. En outre, ils ont posé des difficultés majeures à la gestion de l'économie, car tous les efforts ont été concentrés sur la gestion de la crise et la reprise, détournant ainsi l'attention et les ressources des besoins de la croissance sur le long terme. L'environnement économique mondial a une incidence décisive sur les actions entreprises par les États membres de la SACU pour accélérer l'industrialisation et la reprise économique.

1.2. La région de la SACU est dotée d'une économie globalement ouverte qui profite de la croissance du commerce mondial, mais elle est également exposée aux chocs extérieurs. Suite aux révisions récentes effectuées par les États membres, on estime ainsi que la croissance pondérée de l'ensemble de la région s'est contractée de 6,5% en 2020, contre une croissance positive de 0,3% en 2019. La croissance a ensuite rebondi pour atteindre un taux estimé à 5,0% en 2021, mais elle est tombée à 2,3% en 2022 et, selon les estimations, elle devrait poursuivre sa chute pour atteindre 1,8% en 2023. La figure 1 ci-après indique les taux de croissance effectifs et prévus pour les États membres.

Graphique 1.1: Taux de croissance économique de la SACU

(Variation annuelle en %)



Source: Budgets des États membres (2023).

1.2 L'union douanière de la SACU

1.3. Le siège de la SACU, de même que son Secrétariat, se trouvent à Windhoek, en Namibie.

1.4. L'Accord de 2002 relatif à la SACU (tel que modifié en 2013) définit un cadre général pour une meilleure intégration des États membres de la SACU, avec un mandat clairement défini, des objectifs, des institutions, des procédures de financement et un processus décisionnel commun. Les États membres forment un territoire douanier commun au sein duquel les droits de douane sur leurs

échanges commerciaux ont été supprimés. Ils appliquent en outre un tarif extérieur commun (TEC) aux marchandises importées sur ce territoire. Une caisse commune a également été mise en place afin de récolter tous les droits de douane, droits d'accise et autres taxes additionnelles perçus dans la Zone douanière commune. Cette caisse est administrée par l'Afrique du Sud au nom des États membres de la SACU.

1.3 Institutions de la SACU

1.5. **Sommet des chefs d'État ou de gouvernement:** Le Sommet a été établi en avril 2010, mais les modifications de l'Accord relatif à la SACU concernant son institution ont été signées en avril 2013 et sont entrées en vigueur le 16 septembre 2016. Il a pour rôle essentiel de donner des orientations politiques et stratégiques à la SACU. Il examine les rapports portant sur les questions stratégiques qui lui sont présentés par le Conseil.

1.6. **Conseil des ministres:** Le Conseil est chargé de prendre les décisions concernant les questions de politique générale au sein de la SACU. Il se réunit tous les trimestres, à moins que les Ministres n'en conviennent autrement.

1.7. **Commission de la SACU:** La Commission est chargée de mettre en œuvre l'Accord relatif à la SACU; elle coordonne l'application des décisions du Conseil et supervise les travaux du Secrétariat.

1.8. **Comités de liaison technique:** Cinq (5) comités de liaison technique ont été créés en application de l'Accord, le Comité de liaison technique financier ayant été mis en place par une décision du Conseil en 2008. Le rôle des comités de liaison technique est d'aider la Commission dans ses travaux en procédant à des analyses techniques sur des sujets qui leur sont assignés.

1.9. **Secrétariat:** Le Secrétariat est responsable de l'administration courante de la SACU, de la mise en œuvre des décisions prises par les institutions de la SACU, de la coordination des négociations commerciales et de la coordination des réunions; et il agit en tant que dépositaire de tous les dossiers de la SACU. Le Secrétariat est constitué de quatre directions, à savoir: le Bureau du secrétaire exécutif; la direction Facilitation des échanges et Gestion des recettes; la direction Élaboration des politiques et recherche, et la direction Services généraux.

1.10. **Conseil du tarif douanier de la SACU:** L'article 11 de l'Accord prévoit la mise en place du Conseil du tarif douanier, dont la tâche consiste à régir l'administration des droits de douane dans la SACU. Le Conseil n'a pas été rendu opérationnel et, de ce fait, les questions tarifaires sont actuellement traitées par la Commission sud-africaine de l'administration du commerce international (ITAC) en tant qu'arrangement provisoire, sur la base d'une décision du Conseil datant de 2006.

1.11. **Organes nationaux:** L'article 14 de l'Accord de 2002 relatif à la SACU dispose que les États membres devront créer des organes nationaux spécialisés et indépendants ou désigner des institutions spécialement mandatées. Les organes nationaux seront chargés de procéder aux enquêtes préliminaires et de recommander au Conseil du tarif douanier les modifications tarifaires qui s'imposent. Tout comme l'Afrique du Sud a mis en place l'ITAC, le Botswana a également créé son organe national, la Commission du commerce du Botswana, tandis que les organes nationaux de l'Eswatini, du Lesotho et de la Namibie en sont quant à eux à différents stades de développement.

1.12. **Tribunal *ad hoc*:** Le Tribunal *ad hoc* est établi aux termes de l'article 13 de l'Accord relatif à la SACU afin de régler tout différend concernant l'interprétation ou l'application de l'Accord, ou tout différend en découlant. Un projet d'annexe relative à ce tribunal a été élaboré pour rendre le Tribunal *ad hoc* opérationnel, mais sa finalisation demeure en attente de la décision du Conseil concernant la compétence du Tribunal. Le projet d'annexe donne des détails, entre autres, sur i) la compétence contentieuse et consultative du Tribunal; ii) les modalités concernant la création et la composition d'une liste de noms en vue de la constitution du Tribunal; iii) la mise en œuvre des décisions du Tribunal; et iv) les procédures nécessaires au fonctionnement d'une telle instance. Le Conseil a reconnu la nécessité de disposer d'un mécanisme de règlement des différends chargé des questions portant sur la fixation des droits de douane au sein de la SACU. Le Conseil déterminera si l'accès au Tribunal devrait être accordé aux opérateurs économiques à mi-parcours de l'examen du Plan stratégique.

1.4 Politiques communes

1.13. L'Accord de 2002 relatif à la SACU reconnaît la nécessité pour les États membres d'élaborer des politiques communes en matière de développement industriel, d'agriculture, de concurrence et de pratiques commerciales déloyales.

1.14. Pour atteindre cet objectif, les États membres sont convenus de se concentrer sur l'industrialisation et le développement des chaînes de valeur industrielles régionales et se sont par conséquent mis d'accord sur les secteurs prioritaires. Les travaux entrepris permettront de tirer parti des progrès réalisés dans le cadre de la SADC, conformément à sa stratégie d'industrialisation.

1.5 Tarif extérieur commun

1.15. En tant qu'union douanière, la SACU maintient un tarif extérieur commun (TEC) pour les importations en provenance de l'extérieur du territoire douanier. Les modifications du TEC sont effectuées par le biais d'un processus consultatif entre les États membres, avec l'Afrique du Sud pour chef de file.

1.6 Dialogue en tant que bloc avec les tierces parties

1.16. Les États membres de la SACU ont mis en place un mécanisme commun de négociation dans le but d'engager des négociations avec des tierces parties. Bien que ce mécanisme ne soit pas encore entré en vigueur, les États membres de la SACU ont suivi une approche des négociations en tant que bloc avec les tierces parties.

1.17. Depuis 2002, les États membres de la SACU ont négocié collectivement plusieurs accords commerciaux avec certains partenaires clés, notamment: i) l'Accord de libre-échange entre la SACU et l'Association européenne de libre-échange (AELE) (dont les membres sont la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Liechtenstein), entré en vigueur en 2008; ii) l'Accord de partenariat économique entre les États de la SADC parties à l'APE et l'UE, entré en vigueur en octobre 2016; iii) l'Accord commercial préférentiel SACU-MERCOSUR, entré en vigueur en avril 2016; iv) l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, entré en vigueur en mai 2019; et v) l'Accord de partenariat économique entre la SACU, le Mozambique et le Royaume-Uni, entré en vigueur en janvier 2021.

1.18. Tous les pays de la SACU sont parties au Protocole commercial de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui est entré en vigueur en 2000. La SACU a présenté une offre commune/uniforme au titre dudit protocole. En outre, en juillet 2008, les États membres de la SACU ont signé un Accord de coopération sur le commerce, l'investissement et le développement (TIDCA) avec les États-Unis. L'Accord de coopération définit le cadre d'interaction formelle entre les deux parties et quatre domaines de coopération ont été identifiés: i) les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); ii) les obstacles techniques au commerce (OTC); iii) la coopération douanière et la facilitation des échanges; et iv) les activités de promotion du commerce et de l'investissement, qui peuvent bénéficier d'une coopération plus approfondie par le biais d'accords bilatéraux ou de mémorandums d'accord.

1.19. Ces accords commerciaux offrent aux États membres des possibilités d'accès aux marchés. Les États membres de la SACU poursuivent toujours leurs négociations commerciales dans le cadre de i) l'Accord commercial préférentiel SACU-Inde; et du ii) réexamen de l'Accord de libre-échange SACU-AELE.

1.20. **Commerce des services:** L'Accord de 2002 relatif à la SACU ne contient pas de disposition concernant le commerce des services. Les États membres de la SACU sont en train de concrétiser leurs visées en matière de commerce des services dans le contexte du Protocole sur les services de la SADC dont ils sont tous signataires. Ils mènent actuellement des négociations dans ce domaine dans le cadre des négociations de l'APE UE-SADC, de l'ALE tripartite et de l'Accord portant création de la ZLECAf.

1.7 Le Plan stratégique de la SACU pour 2022-2027

1.21. Les États membres de la SACU ont adopté un Plan stratégique en 2022, qui s'articule autour de cinq (5) piliers stratégiques principaux soutenus par un sixième pilier se rapportant aux institutions fonctionnelles de la SACU. En outre, les piliers eux-mêmes reposent sur un ensemble de questions transversales comprenant la gouvernance, l'obligation redditionnelle et les dispositions institutionnelles, qui permettront de garantir que les conditions nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique de la région de la SACU sont réunies. Les principaux piliers stratégiques sont: i) la promotion de l'industrialisation, des exportations et de l'investissement; ii) la facilitation des échanges et la logistique commerciale; iii) la mise en œuvre et la mise à profit des possibilités offertes par la ZLECAf; iv) les relations commerciales/le dialogue en tant que bloc avec les tierces parties; et v) le financement et la mobilisation des ressources.

1.22. Pilier **Industrialisation**: La SACU a identifié l'industrialisation comme étant un objectif primordial pour approfondir l'intégration économique régionale au moyen du développement de chaînes de valeur régionales. La vision pour l'industrialisation a été approuvée en septembre 2020 en ces termes: "*Construire une base industrielle diversifiée, compétitive, durable et équitable qui favorise la transformation structurelle et l'intégration économique de la région de la SACU.*" L'attraction de l'investissement et la promotion des exportations ont été identifiées comme des éléments contribuant à atteindre les objectifs en matière d'industrialisation, à renforcer la base industrielle régionale et à positionner la région de façon à mettre à profit les possibilités offertes par la ZLECAf. Le domaine de l'industrialisation est conforme au principe général de la SACU d'aligner les initiatives régionales en la matière sur la Stratégie et la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC pour 2015-2063, afin d'instaurer un cadre global pour les activités économiques, industrielles et commerciales de la région.

1.23. Les secteurs prioritaires de la SACU ont été définis et approuvés en 2020 et 2021. Il s'agit notamment de l'agroalimentaire (fruits et légumes, viande et produits carnés, cuir et articles en cuir), des textiles et vêtements, des produits pharmaceutiques et cosmétiques et des huiles essentielles.

1.24. **Pilier Facilitation des échanges et logistique commerciale**: Le Programme de facilitation des échanges de la SACU a évolué au fil des années et a donné des résultats concrets qui continuent d'améliorer la libre circulation des marchandises au sein de l'Union douanière. Dans le cadre des programmes de travail recentrés, le Programme de facilitation des échanges et de logistique commerciale de la SACU a été adopté en avril 2021 pour soutenir le programme d'industrialisation et de commerce de la SACU. Il détermine six (6) paramètres généraux de coopération et de collaboration pour la facilitation des échanges et la logistique commerciale dans la SACU, à savoir: la coopération douanière; la coordination aux frontières, les questions à l'intérieur des frontières (normes, normes sanitaires et phytosanitaires; obstacles non tarifaires; obstacles techniques au commerce); le transport et la logistique; l'appui aux négociations commerciales et la mise en œuvre des accords commerciaux; et les questions transversales en matière de politique. Le Programme sera également soutenu par un plan de renforcement des capacités et d'intégration des questions de genre et permettra de créer des moyens techniques à l'intention des fonctionnaires et des représentants du secteur privé afin d'améliorer leurs compétences dans leurs domaines d'intérêt respectifs.

1.25. Parallèlement, la SACU continue de mettre en œuvre un Programme de modernisation des douanes assorti de priorités axées sur le Programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) et la connectivité informatique. Ce programme est en cours de restructuration et de rationalisation afin d'être aligné sur le Programme recentré de facilitation des échanges et de logistique commerciale de la SACU. Parmi les résultats concrets découlant de la mise en œuvre du Programme de modernisation des douanes de la SACU figure notamment l'élaboration des outils et cadres suivants: i) la politique douanière de la SACU; ii) l'Annexe de l'Accord de 2022 relatif à la SACU sur l'assistance administrative mutuelle en matière douanière; iii) le manuel relatif au document administratif unique (formulaire de déclaration en douane qui a remplacé les différents formulaires utilisés pour la déclaration); iv) les cadres régionaux sur la connectivité informatique, le Programme d'opérateurs économiques agréés sur la conformité (anciennement programme de négociant privilégié) et le Programme régional d'opérateurs économiques agréés incluant la conformité, la sûreté et la sécurité; v) le cadre bilatéral et régional pour l'échange automatique de renseignements douaniers; vi) les stratégies douanières régionales en matière de gestion des risques et de conformité; vii) l'Arrangement régional entre les États membres de la SACU pour la reconnaissance mutuelle des

programmes d'accréditation douanière, aligné sur le Cadre SAFE de l'OMD et le Programme régional d'OEA de la SACU; viii) la feuille de route pour le passage du Système harmonisé (SH) 2017 au SH2022; ix) le manuel relatif au cadre de suivi et d'évaluation, et l'abonnement à une plate-forme numérique libre de suivi et d'évaluation; x) le manuel relatif au système de gestion des contingents tarifaires au titre de l'APE SADC-EU; et xi) les lignes directrices à l'intention des négociants et des fonctionnaires des douanes visant à simplifier la mise en œuvre de l'ALE entre la SACU et l'AELE.

1.26. En outre, les outils et cadres mis au point au titre du Programme de modernisation des douanes ont été simplifiés et mis en œuvre, ce qui a permis d'obtenir les succès suivants: i) le rattachement des systèmes de gestion douanière respectifs du Botswana, de l'Eswatini, du Lesotho et de la Namibie à celui de l'Afrique du Sud en vue de l'échange automatique des renseignements douaniers; ii) l'établissement et la mise en œuvre par tous les États membres des Programmes nationaux d'OEA sur la conformité, anciennement programmes de négociant privilégié; iii) l'enregistrement par la SACU d'un total de cent soixante-seize (176) opérateurs économiques agréés dans le cadre du Programme d'OEA sur la conformité; iv) le passage simultané de tous les États membres du SH2017 au SH2022; v) l'organisation de formations et d'activités de renforcement des capacités sur divers éléments du Programme de modernisation des douanes, y compris sur les nouvelles technologies, à l'intention de plus de 1 500 fonctionnaires des douanes, organismes publics partenaires et représentants du secteur privé; vi) la fourniture d'une assistance technique sur les questions douanières et la facilitation des échanges en vue des examens des politiques commerciales effectués dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce; et vii) la fourniture d'une assistance technique sur les questions douanières, les règles d'origine et la facilitation des échanges dans le cadre des négociations et de la mise en œuvre de l'Accord portant création de la ZLECAf, de l'APE entre la SADC et l'EU, de l'ALE entre la SACU et l'AELE, de l'ACPr entre la SACU et le MERCOSUR et de l'ALE tripartite (entre le CAE, le COMESA et la SADC).

1.27. **Mécanismes de financement régionaux:** La SACU a reconnu la nécessité de traiter les questions de financement et de mobilisation des ressources afin de soutenir le programme d'industrialisation de la SACU. Des travaux sont en cours à cet égard pour examiner les questions liées au financement de l'industrialisation, en particulier l'identification des ressources financières nécessaires, et pour proposer des solutions afin de financer des projets de chaînes de valeur régionales et le développement des infrastructures dans la SACU.

1.28. **Mise en œuvre de l'Accord portant création de la ZLECAf:** L'Accord portant création de la ZLECAf offre à la SACU la possibilité de diversifier ses exportations de produits manufacturés et de services ainsi que de les intégrer dans les chaînes de valeur continentales. La ZLECAf est une excellente opportunité pour la SACU, celle-ci cherchant à diversifier ses marchés d'exportation et à renforcer sa capacité industrielle. Afin de maximiser les avantages, il a été souligné qu'il était impératif d'élaborer des stratégies de mise en œuvre au niveau national et au niveau de la SACU afin de tirer parti des possibilités offertes par la ZLECAf.

1.29. **Relations commerciales/Dialogue en tant que bloc avec les tierces parties:** Le renforcement des relations commerciales avec les tierces parties joue un rôle important dans la création de possibilités permettant de promouvoir l'industrialisation et la croissance économique régionales grâce à l'expansion et à la diversification des marchés ainsi qu'au développement industriel. L'objectif est d'assurer la participation des États membres de la SACU en tant que bloc à toutes les négociations d'accords commerciaux avec les tierces parties, ainsi qu'à la mise en œuvre de ces accords, afin de préserver la légitimité et l'indépendance de l'Union douanière conformément à l'article 31 de l'Accord relatif à la SACU.

BOTSWANA

1 INTRODUCTION

1.1. Le présent rapport vise à fournir des renseignements sur les politiques commerciales et liées au commerce du Botswana mises en œuvre au cours de la période 2015-2022. Il met en évidence l'évolution de la politique macroéconomique du Botswana et l'évolution de ses politiques commerciales et liées au commerce. Il examine en outre les possibilités commerciales qui permettraient au pays de stimuler sa croissance économique. Le présent rapport est établi à un moment où le Botswana, comme bon nombre d'autres pays, subit les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, ce qui jette un éclairage cru sur les problèmes socioéconomiques comme le chômage élevé et l'incidence de la pauvreté, entre autres choses.

1.2. Les objectifs nationaux en matière de croissance économique et de développement sont définis dans la Vision 2036 et dans le onzième Plan de développement national (NDP 11) dont le thème est "Une croissance inclusive pour la création d'emplois durables et l'éradication de la pauvreté". L'examen à mi-parcours de la NDP 11 a révélé une baisse de la croissance économique, une détérioration de la situation budgétaire et la nécessité de diversifier les exportations et l'économie, en réduisant les incertitudes entourant l'avenir de l'industrie du diamant et le fort taux de chômage.

1.3. La Vision 2036 du Botswana est alignée sur les Objectifs de développement durable de l'Union africaine et de l'ONU afin de faire en sorte que le pays poursuive les aspirations nationales d'une manière qui lui permette d'atteindre les objectifs mondiaux et régionaux.

1.4. En raison des effets de la pandémie de COVID-19, le Botswana a élaboré le Plan de relance et de transformation économiques (ERTP) afin de soutenir le rétablissement de l'activité économique et des revenus, d'accélérer la transformation économique et de renforcer la résilience de l'économie. Il est reconnu que la capacité de production a été sérieusement mise à mal et que cela s'est traduit par des pertes de revenus pour les personnes physiques et morales, en particulier dans les secteurs tels que ceux des industries extractives, de l'agriculture, du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration et les secteurs informels. L'ERTP prévoit donc des mesures en faveur de ces secteurs, et pour les secteurs des TIC, de l'éducation, de la santé et de la création, afin de hisser le Botswana au rang des pays à revenu élevé d'ici à 2036 (objectif fixé dans le cadre de la Vision 2036).

2 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE DU BOTSWANA

2.1 Produit intérieur brut

2.1. D'après le rapport annuel 2022 de la Banque du Botswana, l'économie botswanaise (PIB) a enregistré une hausse de 6,4% au cours de l'exercice se terminant en septembre 2022, soutenue par un rebond de 9,2% du secteur des industries extractives et par une croissance positive générale dans les autres secteurs. Du fait de la reprise du commerce des diamants, la balance des paiements a enregistré un excédent de 8,5 milliards de BWP en 2022, ce qui a eu une incidence positive sur les réserves de change. Les entrées de devises, en particulier, ont été supérieures aux sorties, ce qui s'est traduit par des flux nets de 3,3 milliards de BWP.

2.2 Politique budgétaire

2.2. L'évolution macroéconomique au Botswana est guidée par la Vision 2036, un programme de transformation qui définit les aspirations et objectifs nationaux. Il vise à transformer le Botswana en le faisant passer de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à celle des pays à revenu élevé d'ici à 2036. Le onzième Plan de développement national (NDP 11) a été le premier plan à moyen terme établi en vue de mettre en œuvre la deuxième vision du pays – la [Vision 2036](#). Le NDP 11 a pour thème "Une croissance inclusive pour la création d'emplois durables et l'éradication de la pauvreté". Sa mise en œuvre est articulée autour de six priorités nationales, à savoir: le développement de sources de croissance économique diversifiées; le renforcement du capital humain; le développement social; l'utilisation durable des ressources nationales; la consolidation de la bonne gouvernance et le renforcement de la sécurité nationale; et la mise en œuvre d'un système de suivi et d'évaluation efficace. Le Plan de développement national était aligné

sur des initiatives mondiales, continentales et régionales telles que les Objectifs de développement durable de l'ONU, l'Agenda 2036 de l'Union africaine et le Plan indicatif régional de développement stratégique révisé de la SADC.

2.3. La mise en œuvre du NDP 11 est achevée depuis mars 2023 et le pays met actuellement en œuvre un plan de développement national transitoire de deux (2) ans (2023/24-2024/25) dont l'objectif fondamental est de parvenir à une croissance diversifiée tirée par le secteur privé, faisant fond sur les éléments fondamentaux du NDP 11 pour assurer une croissance inclusive, instaurer un environnement durable et éradiquer la pauvreté. Six (6) priorités nationales étaient identifiées dans le cadre de ce plan: transformation numérique; réforme de l'environnement économique; développement de l'infrastructure; développement de la chaîne de valeur; maintien des moyens de subsistance; et changements climatiques.

2.4. La stratégie budgétaire pour 2023/24 et au-delà continuera d'être renforcée en vue d'atteindre les objectifs consistant à accumuler des excédents et à constituer des réserves. Elle vise à assurer la durabilité à moyen et à long termes. L'accent sera mis sur le renforcement de la prudence et de la discipline financières, sur l'amélioration de la mobilisation de recettes, sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, sur la reconstitution des actifs financiers nets du gouvernement et sur la garantie d'un niveau d'endettement soutenable.

2.3 Politique monétaire

2.5. La Banque du Botswana, qui est la Banque centrale, cherche, par la mise en œuvre de sa politique monétaire, à atteindre un niveau d'inflation faible et soutenable. En 2022, la Banque centrale a mené la politique monétaire dans le contexte d'une inflation élevée projetée associée à un ajustement à la hausse des prix administrés, à une modeste reprise de la demande intérieure résultant de l'assouplissement des mesures de confinement dû au déploiement de vaccins efficaces contre la COVID-19, et à une inflation relativement élevée à l'étranger. Ces conditions ont justifié l'adoption d'une politique d'austérité monétaire pour atteindre l'objectif de stabilité des prix de la Banque autour de 3 à 6%.

2.6. La Banque du Botswana est aussi chargée de mettre en œuvre la politique de taux de change. En 2022, les pondérations du panier de cotation du pula étaient maintenues à 45% et à 55% pour le rand sud-africain (ZAR) et les droits de tirage spéciaux du FMI (DTS), respectivement, reflétant la structure des échanges du Botswana et ses relations financières avec le monde extérieur.

2.7. La Banque a appliqué un taux d'ajustement annuel à la baisse de 2,87% en vue de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale. En 2022, le taux de change effectif nominal du pula, pondéré en fonction des échanges internationaux, s'est déprécié dans la même mesure que le taux d'ajustement du taux de change du pula. Le taux de change effectif réel s'est apprécié de 2,1% au cours de la même période en raison d'un différentiel d'inflation positif entre le Botswana et les partenaires commerciaux plus élevé que le taux d'ajustement à la baisse de 2,87%, ce qui laisse supposer une perte de compétitivité à l'international des entreprises nationales.

2.4 Perspectives économiques

2.8. L'économie botswanaise a fait preuve d'une forte résilience, le pays ayant connu l'une des reprises les plus rapides après la pandémie de COVID-19. L'économie a enregistré une croissance de 11,8% en 2021, soit le taux de croissance le plus élevé en Afrique subsaharienne. Elle a pris un bon départ en 2022, enregistrant une croissance moyenne de 6,5% en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres. Cette croissance est principalement due aux résultats meilleurs que prévus obtenus tant dans les industries extractives que dans d'autres secteurs – en particulier le secteur du négoce de diamants, le secteur manufacturier, le secteur de l'eau et de l'électricité, le secteur des TIC, le secteur de la vente de gros et de détail et l'administration publique.

2.9. En ce qui concerne l'inflation, les prix intérieurs sont restés surévalués, les prix des produits de base et des produits manufacturés ayant fortement augmenté en 2022. L'inflation annuelle avait atteint 14,6% en août 2022, le taux le plus élevé depuis novembre 2008. Il y a eu une réduction temporaire de la TVA, de 14% à 12%, et même une réduction à zéro pour certaines denrées alimentaires, ainsi qu'une réduction des prix mondiaux et intérieur des combustibles.

2.10. Le PIB réel national a augmenté de 11,9% en 2021, après s'être contracté de 8,7% en 2020 en raison des effets de la pandémie de COVID-19. La croissance multisectorielle de 5,8% enregistrée en 2022 était tirée par une reprise du marché du diamant, des politiques publiques favorisant la consommation et une campagne de vaccination efficace (plus de 67% de la population a été vaccinée). L'inflation moyenne de 12,2% enregistrée en 2022, qui était supérieure à l'objectif à moyen terme de 3% à 6% fixé par la Banque du Botswana, était due à la répercussion sur les prix intérieurs des prix mondiaux élevés des produits de base découlant du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Entre le 1^{er} avril 2022 et le 31 mars 2023, le gouvernement a temporairement abaissé de 14% à 12% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et appliqué un taux nul sur l'huile de cuisson et le gaz afin de réduire les coûts de la vie. La Banque du Botswana a relevé le taux directeur à 2,65% en août 2022, contre 1,65% en mai 2022.

2.11. Il y avait un déficit budgétaire de 9,5% du PIB en 2020/21, et un déficit de 1,0% du PIB en 2022/23, financé par des emprunts et par des ponctions sur les réserves. L'excédent courant de 2,2% du PIB enregistré en 2022 était dû à la hausse des ventes de diamants et aux recettes provenant de l'Union douanière d'Afrique australe. Les réserves extérieures s'établissaient à 4,6 milliards d'USD en novembre 2022 (9,7 mois de couverture des importations), contre 4,8 milliards d'USD à la fin de 2021 (9,9 mois). Le ratio de fonds propres du secteur bancaire était de 19,1% en moyenne entre novembre 2021 et novembre 2022, soit plus que l'exigence prudentielle de 12,5%. Le ratio des prêts improductifs est tombé de 4,3% en décembre 2021 à 3,8% en novembre 2022. En 2021, le Botswana avait un faible taux de pauvreté, de 20,8%, mais un taux de chômage élevé, de 25,4%, notamment à cause du taux de chômage de 39,9% chez les jeunes en 2022.

2.12. L'économie botswanaise devrait enregistrer une croissance accrue en raison des bons résultats anticipés du secteur libéralisé de la viande bovine, des prix du diamant plus élevés et d'une intensification de la production de cuivre et de vaccins, entre autres choses.

3 ÉVOLUTION DES POLITIQUES COMMERCIALES ET LIÉES AU COMMERCE

3.1 Politiques et stratégies commerciales

3.1. La politique commerciale nationale du Botswana définit "l'ensemble des lois, règlements, traités internationaux et positions de négociation, ainsi que les directives et déclarations du gouvernement en matière de commerce qui définissent la manière dont le pays fera du commerce avec ses partenaires aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral". La politique commerciale nationale définit la vision du pays dans le but d'offrir aux producteurs et aux consommateurs locaux l'accès au choix le plus large d'intrants, de biens et de services internationaux. La politique, qui est alignée sur les politiques d'appui, contribue à l'instauration d'un environnement propice au développement industriel, à la diversification de l'économie, à la croissance tirée par les exportations et à l'intégration économique.

3.2. La politique de développement industriel du Botswana a été approuvée par l'Assemblée nationale en juillet 2014 dans le but de faciliter l'établissement de branches de production diversifiées, durables et compétitives à l'échelle mondiale. La mise en œuvre de la politique s'articule autour de six (6) axes stratégiques, à savoir: la création et le développement de branches de production; la promotion et la facilitation de l'industrie; l'industrialisation et l'autonomisation économique et des citoyens; le développement de l'infrastructure et des compétences pertinentes pour la branche de production; le développement des capacités du secteur privé; et d'autres aspects fondamentaux (financement de l'industrie, recherche et développement, propriété intellectuelle, environnement, normes en matière de santé et de sécurité).

3.3. La politique industrielle a connu des succès notables dans les domaines de la facilitation de l'industrie, de l'autonomisation économique des citoyens, du développement et de la promotion de petites et moyennes entreprises (PME), du développement des capacités du secteur privé et du financement de l'industrie. Il s'agit notamment de l'élimination de certaines prescriptions en matière de licences, en particulier celles pour les entreprises dont les activités ne présentent pas de risques pour la santé. Malgré ces succès, des difficultés persistent en raison d'une coordination inefficace, de l'absence d'un cadre approprié de suivi et d'évaluation, de l'insuffisance des capacités d'analyse au sein du gouvernement et du secteur privé, de l'insuffisance des financements et de la mobilisation de ressources, et de l'insuffisance des investissements dans la recherche et le développement.

3.4. La politique, qui doit être réexaminée, couvrira les aspects suivants:

- a) développement de secteurs tournés vers l'exportation en vue de surmonter les limitations liées à la petite taille du marché intérieur du Botswana et à sa base industrielle réduite;
- b) établissement d'une feuille de route pour combler l'écart entre le Botswana et les économies de marché émergentes, les nouveaux pays industrialisés et les pays industrialisés – branche par branche, secteur par secteur et entreprise par entreprise;
- c) promotion d'une industrialisation fondée sur les ressources afin d'exploiter et d'utiliser de façon optimale les ressources naturelles abondantes du pays;
- d) promotion d'une industrialisation tirée par les services afin de surmonter les difficultés du Botswana liées à sa situation de pays enclavé;
- e) création de possibilités commerciales pour le secteur privé;
- f) promotion du développement de branches de production stratégiques au niveau régional et recherche de créneau dans les chaînes de valeur régionales;
- g) promotion du développement de branches de production rurales stratégiques en fonction des avantages comparatifs et compétitifs de chaque région;
- h) encouragement de la participation des citoyens à toutes les possibilités offertes par le développement industriel; et
- i) promotion d'une coordination et d'une collaboration efficaces entre les parties prenantes.

3.5. La Stratégie de diversification économique révisée du Botswana (2023-2028) a été élaborée dans le but de renforcer la compétitivité du Botswana dans l'espace économique mondial. Elle doit permettre de réduire les coûts de production, de supprimer les effets de distorsion économiques et de faciliter les échanges, l'investissement et l'innovation dans les secteurs identifiés. Elle prévoit une multiplication par deux du volume d'investissement tel que mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF) et l'investissement intérieur d'ici à 2030, et une augmentation de 50% des investissements de portefeuille au cours de la même période. Les objectifs stratégiques sont les suivants:

- a) accroître la contribution du secteur privé et de l'investissement privé à l'économie du Botswana;
- b) soutenir le développement des secteurs stratégiques, en mettant l'accent sur la diversification de l'économie et la compétitivité extérieure;
- c) moderniser l'écosystème d'investissement grâce, entre autres, à un nouveau financement durable et innovant de l'investissement, et améliorer les moyens de subsistance dans l'ensemble du pays; et
- d) élargir et moderniser l'infrastructure matérielle du pays et élargir l'accès à la connectivité à Internet à haut débit.

3.6. Le système d'évaluation de l'impact réglementaire (EIR) pour le Botswana a été approuvé par Directive présidentielle en novembre 2019 aux fins d'une phase pilote de trois ans axée sur les questions qui affectent l'environnement des affaires. Il est mis en œuvre avec l'assistance technique du PNUD. Pendant la phase pilote, le gouvernement devait produire trois (3) projets d'EIR tous les six (6) mois. Toutefois, en raison de l'apparition de la pandémie de COVID-19, la mise en œuvre a été fortement compromise et le PNUD a continué de fournir un soutien technique au-delà de la phase pilote de trois ans. Le Ministère du commerce et de l'industrie a aussi élaboré la Stratégie d'amélioration de la réglementation qui vise à éliminer les obstacles réglementaires auxquels sont confrontées les entreprises et à réduire le coût de l'activité commerciale dans le pays.

3.7. Depuis la mise en œuvre de l'EIR, seuls trois (3) projets ont été entrepris; deux d'entre eux ont été menés à bien et un doit encore être achevé. Le Ministère du commerce et de l'industrie a toutefois pris la décision d'entreprendre des EIR concernant le réexamen des quatre (4) lois, d'une (1) politique et de deux (2) instruments juridiques.

3.8. La politique commerciale du Botswana est aussi complétée par la Stratégie d'exportation nationale (SEN). Cette stratégie est mise en œuvre par le Centre pour l'investissement et le commerce au Botswana (BITC), entre autres parties prenantes, par le biais du développement du commerce et de la promotion de l'investissement dans les secteurs prioritaires identifiés.

3.9. La Loi sur les zones économiques spéciales a été adoptée en 2015 pour l'établissement, le développement et la gestion de zones économiques spéciales en vue de la création d'un environnement propice à l'investissement national et étranger. À ce jour, six zones économiques ont

été identifiées dans les domaines suivants: centre international pour les diamants; services financiers; viande bovine et cuir; parc de biogaz; valeur ajoutée dans le secteur du charbon; et valorisation des minéraux.

3.10. Plusieurs mesures de facilitation de l'investissement et des échanges sont prises afin de réduire le coût de l'activité commerciale dans le pays. Le Plan directeur des transports a été mis au point pour aider le gouvernement à moderniser l'ensemble de son réseau de transport. Il vise à améliorer l'efficacité du système de transport afin de réduire le coût de l'activité commerciale. Il préconise un financement par le biais d'un mécanisme de partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

3.11. Le Botswana a aussi mis en place le programme SmartBots dont le but est de stimuler l'innovation numérique dans l'ensemble de l'économie, de l'administration publique et de la société. Il devrait notamment permettre d'accroître la connectivité numérique à l'échelle nationale. Des applications logicielles ont été développées pour les agriculteurs, les MPME et les services d'enseignement primaire afin d'accroître leur efficacité.

3.12. Le Botswana vient tout juste de commencer le développement d'un système automatisé de gestion du transit. Ce système va permettre de simplifier, d'harmoniser et de rationaliser les procédures de passage des frontières. Il devrait soutenir la mise en place d'un guichet unique national, qui en est à ses balbutiements. L'OMD aura un rôle à jouer dans l'évaluation de la volonté des institutions pertinentes à mettre en œuvre le guichet unique.

3.13. Le système de gestion douanière du Service de recouvrement unifié (BURS) et le système de traitement des demandes de permis de l'Office de normalisation du Botswana (BOBS) ont été intégrés afin d'améliorer l'efficacité des procédures pour leurs clients. En outre, le Ministère des finances a mis en place des postes-frontières à guichet unique afin d'assurer une gestion efficace des frontières. Cela a permis de réduire les délais de dédouanement aux frontières. Le poste frontière à guichet unique du pont de Kazungula (à la frontière avec la Zambie) est opérationnel, tandis que ceux de Mamuno et de Tlokweng doivent encore être achevés. Il est également envisagé de mettre en place d'autres postes frontière à guichet unique dans divers ports d'entrée et de sortie situés dans des endroits stratégiques au Botswana. Les postes frontière à guichet unique sont essentiels pour soutenir un système de transit durable.

3.2 Arrangements commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux

3.14. Le Botswana continue de promouvoir le commerce en cherchant à conclure des accords/arrangements de libre-échange avec des partenaires commerciaux stratégiques en vue d'attirer des investissements. À ce jour, le pays est partie aux accords commerciaux ci-après: SACU; Protocole de la SADC sur le commerce des services; Accord commercial préférentiel entre la SACU et le MERCOSUR; Zone de libre-échange entre la SACU et l'AELE; Accord de partenariat économique entre la SACU et le Mozambique, d'une part, et le Royaume-Uni, d'autre part (APE Royaume-Uni-SACU/Mozambique); Accord de partenariat économique entre l'UE et la SADC; et l'OMC. Le Botswana bénéficie également de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA). Il a récemment déposé son instrument de ratification concernant la Zone de libre-échange continentale africaine.

3.15. L'APE Royaume-Uni-SACU/Mozambique est entré en vigueur en janvier 2021. L'accord, qui a été conclu après que le Royaume-Uni ait quitté l'UE, produit le même effet que l'APE entre l'UE et la SADC. Les négociations menées dans le cadre de cet accord devaient permettre d'assurer l'accès au marché régional dont bénéficiait le Royaume-Uni lorsqu'il faisait encore partie de l'UE. Le processus de présentation factuelle de l'OMC concernant l'accord est en cours.

3.16. Le 10 février 2019, le Botswana a également signé l'Accord portant création de la ZLECAf; le 19 février 2023, il a ratifié cet accord qui est maintenant ratifié par tous les membres de la SACU. Afin de soutenir la mise en œuvre de l'accord, le Botswana élabore une stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf en collaboration avec la CEA-ONU. La stratégie permettrait d'identifier les possibilités offertes par l'accord dont le Botswana pourrait tirer parti.

3.17. Le protocole de la SADC sur les services est entré en vigueur en janvier 2022 après la conclusion des négociations sur les services de phase I, à savoir: les communications, le tourisme, la construction, la finance, le transport et l'énergie. Dans la région, les négociations commencent

tout juste en ce qui concerne les services de phase II, à savoir: les entreprises, la distribution, l'environnement, l'enseignement, la santé et les services récréatifs, culturels et sportifs. Au niveau de la ZLECAf, des négociations sur les services sont en cours en ce qui concerne les entreprises, la communication, la finance, le tourisme et le transport.

3.18. La Stratégie nationale en matière de commerce électronique a été élaborée grâce à l'assistance technique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et financée par le mécanisme UE/SADC de soutien au commerce. La stratégie a été lancée le 21 octobre 2021. Il est actuellement procédé à un renforcement des capacités des différentes parties prenantes dans le cadre de la stratégie.

3.3 Propriété intellectuelle et droit d'auteur

3.19. La Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins (Loi n° 6 de 2006) fait l'objet d'un réexamen. Le réexamen a pour but d'aligner la Loi sur le Traité de Marrakech en faveur des déficients visuels et à aborder d'autres questions relatives à la propriété intellectuelle et au droit d'auteur qui ne sont pas couvertes dans la version actuelle, y compris, mais pas exclusivement, le droit de revente des artistes et les expressions du folklore.

3.20. En février 2022, le Parlement du Botswana a approuvé la Politique botswanaise en matière de propriété intellectuelle. Le principal objectif de la politique est de permettre au Botswana de tirer parti de son potentiel en matière de propriété intellectuelle (PI) afin de mettre en place une économie fondée sur la connaissance et de diversifier l'économie en vue de créer de la prospérité pour tous. La politique prévoit que "le Botswana sera une économie fondée sur la PI d'ici à 2036". La Companies and Intellectual Property Authority (CIPA) a lancé la politique en novembre 2022.

3.4 Marchés publics

3.21. La Loi sur les marchés publics du Botswana a été adoptée par le Parlement en juillet 2021. Elle a donné lieu à l'abrogation de l'ancienne Loi sur les marchés publics et la cession d'actifs publics, ainsi que de la Loi sur la passation de marchés publics et la cession d'actifs publics par les administrations locales. Elle introduit aussi une "Loi unique" régissant tous les marchés publics au Botswana, c'est-à-dire les activités de passation de marchés menées par des entités relevant du gouvernement central, des autorités locales, des entités publiques, des offices fonciers, des ONG, des fiducies et toute autre entité dans laquelle le gouvernement contribue de manière significative. La Loi a également institué l'Office de réglementation des marchés publics (PPRA) qui est opérationnel depuis 2022. Elle vise aussi à:

- a) remplacer l'Office des marchés publics et de la cession d'actifs publics par l'Office de réglementation des marchés publics, en modifiant ses fonctions afin d'améliorer l'efficacité de la réglementation et de la gestion du processus de passation du marché;
- b) supprimer la fonction de cession d'actifs des entités contractantes, celle-ci étant prévue dans la cadre de la Loi sur la gestion des finances publiques;
- c) rendre les entités contractantes pleinement responsables de toutes leurs activités de passation de marchés;
- d) assurer une économie et une efficacité maximales dans la passation des marchés;
- e) promouvoir la participation des citoyens aux marchés publics;
- f) promouvoir la concurrence entre les fournisseurs et les entrepreneurs;
- g) prévoir un traitement juste, égal et équitable pour tous les fournisseurs et entrepreneurs;
- h) promouvoir l'intégrité et l'équité du processus de passation de marchés et la confiance dans ce processus; et
- i) assurer la transparence dans les procédures liées à la passation de marchés.

4 ÉVOLUTION DES POLITIQUES SECTORIELLES

4.1 Secteur manufacturier

4.1. Le secteur manufacturier a été identifié comme un moteur de la création d'emplois et de la diversification de l'économie. En conséquence, un certain nombre d'initiatives ont été menées aux niveaux national et régional pour développer le secteur. Indépendamment de ces initiatives, le secteur manufacturier n'a pas produit les résultats escomptés. Selon des rapports établis par

Statistics Botswana et la Banque mondiale, la contribution du secteur au PIB était de 8,5% en 2010, mais elle est tombée à 5,7% en 2020. En ce qui concerne l'emploi, le secteur manufacturier représentait 7,7% de l'emploi formel en 2020 selon la nouvelle enquête trimestrielle portant sur divers sujets menée auprès des ménages.

4.2 Secteur agricole

4.2. Si l'agriculture de subsistance est importante, sa contribution au PIB reste négligeable. Au Botswana, le secteur agricole est dominé par les cultures arables et l'élevage. Sur ces deux branches, l'élevage, et en particulier l'élevage bovin, représente un pourcentage plus élevé du PIB agricole. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement s'est résolument employé à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaires et à assurer la fiabilité de la production nationale afin de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance. Afin de développer le secteur agricole et de diversifier l'économie, les agriculteurs ont accès à un financement auprès de la Banque nationale de développement (NDB) et dans le cadre du Régime de garantie des crédits agricoles. En outre, le Programme de soutien intégré au développement de l'agriculture (ISPAAD) a été réexaminé afin de remédier aux problèmes auxquels étaient confrontés les agriculteurs et à la faible productivité du sous-secteur des cultures arables.

4.3 Secteur minier

4.3. En 2022, le Botswana, qui ne disposait pas jusque-là d'une politique concernant les minéraux, a adopté une politique minière dans le but de tirer profit au maximum de l'avantage national lié à la mise en valeur des minéraux, tout en assurant un environnement concurrentiel pour les investisseurs. Le gouvernement veillera au respect de la politique environnementale et des politiques connexes en matière de durabilité conformément aux meilleures pratiques internationales. La politique établit un cadre pour la mise en valeur des minéraux en tenant compte des difficultés suivantes:

- a) la dépendance de l'économie du Botswana à l'égard des minéraux, et plus particulièrement des diamants;
- b) la concurrence accrue, pour les investisseurs, provenant d'autres pays, de plus en plus de régions d'exploitation minière ayant amélioré leurs politiques et leur potentiel minéral;
- c) la nécessité de maximiser et de répartir équitablement les avantages, tels que les recettes, la création d'emplois et l'offre locale de biens et services;
- d) la nécessité de développer des liens pour assurer la participation locale aux activités d'amont et d'aval aux fins de l'obtention de valeur ajoutée dans le cadre de la mise en valeur des minéraux au Botswana; et
- e) la sensibilité des clients aisés aux questions liées aux changements climatiques, à l'environnement et à l'éthique.

4.4. La politique vise à atteindre les objectifs suivants:

- a) obtenir un maximum d'avantages économiques pour la nation, tout en permettant aux investisseurs privés d'obtenir de bons rendements;
- b) un environnement concurrentiel pour stimuler l'investissement du secteur privé dans la mise en valeur des minéraux;
- c) une amélioration des liens avec l'économie en général afin de générer des possibilités d'emploi au niveau local;
- d) une mise en valeur des minéraux durable qui soutient la conservation et la protection de l'environnement;
- e) offrir aux citoyens davantage de possibilités de participer directement au secteur minier, que ce soit par la fourniture de capitaux, de main-d'œuvre, de biens ou de services en veillant, dans toute la mesure du possible, à assurer le maintien des conditions commerciales liées aux investissements dans les minéraux;
- f) une diversification du secteur minier;
- g) une gestion stratégique et responsable des renseignements relatifs aux ressources géologiques et minérales;
- h) la création d'un environnement propice à la participation des femmes au secteur minier;
- i) l'ajout de valeur et la valorisation; et

- j) le renforcement de la possibilité pour des acteurs locaux de participer à la mise en valeur des minéraux.

4.5. La Loi sur les mines et minéraux fait actuellement l'objet d'un réexamen aux fins de l'incorporation de ces objectifs.

4.4 Énergie

4.6. En avril 2021, le Botswana a adopté la politique énergétique nationale (NEP) visant à mettre en place un système énergétique permettant d'assurer de manière fiable la fourniture de services modernes relatifs à l'énergie pour tous les secteurs de l'économie et de réduire considérablement les émissions atmosphériques liées à l'énergie d'ici à 2040. La politique vise à assurer la sécurité énergétique du pays et à améliorer l'accès à un approvisionnement fiable et adéquat à l'énergie afin de faciliter un développement économique durable et sobre en carbone.

4.7. La politique repose sur trois grands principes: le développement économique, l'équité et la responsabilité environnementale. Afin de stimuler le développement économique, la NEP permet d'assurer que des produits et services énergétiques modernes adéquats soient accessibles pour les activités commerciales. L'énergie servira à générer des revenus pour l'économie; elle est un moteur essentiel de la diversification de l'économie en alimentant les activités permettant le développement économique du pays. La politique garantit également une distribution équitable pour tous.

4.8. En 2016, a été approuvée la Loi sur l'Autorité botswanaise de réglementation de l'énergie, qui a institué cet organisme. L'Autorité botswanaise de réglementation de l'énergie a pour mandat de réglementer le secteur de l'énergie. Après son entrée en fonction, l'Autorité a élaboré des règles applicables aux produits relevant de sa compétence. Avant l'existence de la Loi sur l'Autorité botswanaise de réglementation de l'énergie, la plupart des produits étaient partiellement réglementés par la Département de l'énergie et l'accent était mis sur la réglementation des prix. Cette loi exige une licence pour toute entité qui mène des activités commerciales liées aux secteurs du pétrole ou du gaz. Le gouvernement a aussi modifié la Loi sur l'approvisionnement en électricité en 2016 afin de l'aligner sur la Loi sur l'Autorité botswanaise de réglementation de l'énergie.

5 ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE

5.1. L'assistance technique liée au commerce (ATLC) reste très importante pour le Botswana pour lui permettre de renforcer ses capacités en matière de commerce international et tirer ainsi le meilleur parti de sa participation au système commercial international. Les domaines ci-après font partie de ceux dans lesquels une assistance technique est toujours souhaitée:

- a) intégration des questions de genre et des questions liées à la jeunesse dans le commerce;
- b) commerce et développement durable;
- c) commerce des services;
- d) pêche;
- e) formulation de la politique commerciale;
- f) règlements techniques et normes (obstacles techniques au commerce, questions sanitaires et phytosanitaires);
- g) surveillance et évaluation de la mise en œuvre des accords commerciaux;
- h) analyse/interprétation des accords commerciaux;
- i) compétences en matière de négociations commerciales; et
- j) marchés publics.

6 CONCLUSION

6.1. La contribution du Botswana au système commercial multilatéral reste relativement faible. En outre, ses résultats économiques sont médiocres et cette situation a été exacerbée par la COVID-19 et les problèmes géopolitiques. Sa production et son commerce sont toujours associés aux produits primaires, d'où la pertinence de son programme de diversification.

6.2. Le gouvernement reste attaché au système commercial multilatéral et veillera au respect des règles et des disciplines commerciales. Cependant, pour pouvoir participer plus activement et plus efficacement au commerce mondial, le Botswana estime que l'OMC doit lui fournir une assistance technique en continu. En tant que pays en développement sans littoral, savoir comment développer le commerce des services est essentiel pour soutenir le développement économique.

ESWATINI

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL

1.1 Environnement économique de l'Eswatini

1.1. L'Eswatini est un pays sans littoral ayant des frontières communes avec le Mozambique au nord-est et avec l'Afrique du Sud au nord, à l'ouest, au sud et au sud-est. Le principal partenaire commercial du pays est l'Afrique du Sud, puisqu'il absorbe plus de 60% des exportations de l'Eswatini et est à l'origine de plus de 80% de ses importations. À l'instar de l'Afrique du Sud, du Lesotho et de la Namibie, l'Eswatini est membre de la Zone monétaire commune (ZMC), au sein de laquelle le lilangeni (monnaie nationale) est à parité avec le rand sud-africain, qui a également cours légal dans le pays.

1.2. En 2022, le produit intérieur brut (PIB) de l'Eswatini a baissé pour atteindre, selon les estimations, 4,0%, contre 7,9% en 2021, en partie en raison de l'incidence des pressions pesant sur la demande intérieure et des faibles résultats enregistrés dans le domaine agricole. Les piètres résultats obtenus dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie, principalement l'industrie sucrière, dénotent l'incidence de la hausse du coût des intrants, des précipitations inférieures à la moyenne et des incendies criminels. Une croissance positive a été enregistrée dans les secteurs de l'électricité, du tourisme et des services professionnels, administratifs et de soutien.

1.3. Le Royaume d'Eswatini est confronté à un certain nombre de difficultés qui doivent être résolues afin d'assurer la croissance et la stabilité économiques. Au cours de la période 2016-2022 couverte par le présent examen de la politique commerciale, le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 5,5% du PIB pendant l'exercice 2022/23, contre 4,6% du PIB durant l'exercice 2021/22, ce qui s'explique en grande partie par un accroissement de la masse salariale et la baisse des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). L'objectif du gouvernement swazi est de ramener le déficit fiscal et le ratio dette/PIB à des niveaux viables.

1.2 Évolution du commerce extérieur

1.4. Au cours de la période considérée, le solde commercial est devenu positif, les exportations de marchandises ayant affiché un taux de croissance de 17,6%. La balance des services a continué d'enregistrer un déficit, principalement dans le contexte des fermetures découlant des restrictions mises en place pour faire face à la COVID-19 au niveau national, ce qui a freiné la demande de tourisme récepteur, entraînant un déclin des voyages.

1.5. La valeur totale des exportations de marchandises de l'Eswatini a augmenté pour passer de 1 812 millions d'USD en 2015 à 2 060 millions d'USD en 2021.

Tableau 1.1: Commerce total des marchandises

(Millions d'USD)

	2005	2010	2015	2021
Exportations de marchandises	(e) 1 770	(e) 1 800	1 812	2 060
Importations de marchandises	(e) 1 900	(e) 1 960	1 412	1 936
Balance du commerce des marchandises	(e) -130	(e) -160	401	124

Source: CNUCED.

Tableau 1.2: Commerce total des services

(Millions d'USD)

	2005	2010	2015	2021
Exportations de services	203	258	75	(e) 64
Importations de services	403	671	199	(e) 228
Balance du commerce des services	-200	-413	-124	(e) -165

Source: CNUCED.

2 RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES DE L'ESWATINI

2.1 Système commercial multilatéral

2.1. L'Eswatini reste attaché au maintien et au renforcement du système commercial multilatéral, qui constitue la pierre angulaire du commerce international. Depuis le dernier examen de la politique commerciale en 2015, l'Eswatini continue d'œuvrer pleinement à l'amélioration du système commercial mondial dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

2.2. Le 6 décembre 2005, les Membres de l'OMC ont approuvé des modifications de l'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle (Accord sur les ADPIC) afin de donner un caractère permanent à la décision sur les brevets et la santé publique, adoptée à l'origine en 2003. L'amendement a été formellement incorporé dans l'Accord après que les deux tiers des Membres de l'OMC ont accepté le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC. L'amendement a pris effet le 23 janvier 2017, remplaçant, pour les Membres l'ayant accepté, la dérogation de 2003. L'Eswatini a accepté le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC le 25 mai 2022.

2.3. L'Eswatini a également accepté, le 21 novembre 2016, le Protocole d'amendement visant l'insertion de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC dans l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC.

2.2 Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

2.4. L'Accord portant création de la ZLECAf est entré en vigueur le 30 mai 2019 et est devenu opérationnel le 1^{er} janvier 2021, avec pour objectif principal de créer un marché continental libéralisé pour les marchandises et les services, favorisé par la libre circulation des personnes, en vue de mieux intégrer les économies africaines.

2.5. L'Eswatini a ratifié l'Accord et déposé son instrument de ratification en avril 2018 et continue de participer aux négociations commerciales en cours sur le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement, la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, le commerce numérique et la participation des femmes et des jeunes au commerce.

2.3 Accords commerciaux préférentiels

2.6. L'Eswatini bénéficie du schéma SGP, qui lui est notamment accordé par les États-Unis, l'Australie et la Fédération de Russie. Une gamme étendue de produits d'exportation de l'Eswatini bénéficie d'un accès aux marchés dans le cadre de ce régime.

2.4 Accord de partenariat économique entre la SADC et l'Union européenne

2.7. En juin 2016, l'Eswatini et d'autres pays de la SADC, à savoir l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique et la Namibie, ont signé un accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE), en vertu duquel les produits en provenance de l'Eswatini, à l'exception des armes et des munitions, bénéficient d'un accès en franchise de droits et sans contingent au marché de l'UE.

2.8. Toutefois, la capacité de l'Eswatini à exploiter les avantages offerts dans le cadre de l'APE est limitée par plusieurs facteurs, tels que des capacités de production insuffisantes, une base d'exportation étroite et un manque de compétitivité, des renseignements limités au sujet du marché de l'UE, ainsi que des infrastructures et des technologies inadéquates et inappropriées en termes de qualité et de normes, entre autres. L'utilisation de l'Accord de partenariat économique a également été entravée par le coût élevé des services essentiels tels que l'énergie, les communications et les transports, un environnement économique laissant à désirer, le mauvais classement en matière de compétitivité qui rebute les nouveaux investissements nationaux et/ou étrangers, les retards et les frais liés au transit transfrontières, ainsi que l'incapacité des MPME à respecter les normes de qualité et à fournir les quantités requises.

2.5 Accord de libre-échange entre la SACU et l'AELE

2.9. En tant que membre de la SACU, l'Eswatini est également signataire de l'Accord conclu entre la SACU et l'AELE. L'Accord de libre-échange entre la SACU et les États de l'Association européenne de libre-échange (AELE), à savoir l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse, a été signé le 26 juin 2006. Les négociations ont débuté en mai 2003 et l'Accord est entré en vigueur le 1^{er} mai 2008. Il était prévu que cet accord soit mis en œuvre de manière échelonnée sur une période de 10 ans, qui s'est achevée en 2018. L'Accord porte sur le commerce des marchandises et jette les bases de futures collaborations entre les parties dans les domaines de la propriété intellectuelle, des investissements, du commerce des services et des marchés publics. Un comité mixte a été établi en juillet 2011, qui est chargé de superviser et d'administrer l'Accord, lequel contient également des dispositions relatives aux consultations et aux procédures de règlement des différends.

2.6 Accord commercial préférentiel entre la SACU et le MERCOSUR

2.10. Le Marché commun du Sud (MERCOSUR) comprend le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Les négociations en vue de conclure l'Accord commercial préférentiel ont débuté en décembre 2002. L'Accord entre la SACU et le MERCOSUR a ensuite été signé en décembre 2008, devenant le premier accord signé par la SACU conformément aux dispositions de l'Accord de 2002 relatif à la SACU. Il a également constitué le premier accord conclu par la SACU avec un autre partenaire commercial régional en développement. L'Accord établit un cadre régissant les relations commerciales formelles et comprend un programme incorporé visant à achever le processus de négociation au sujet d'un certain nombre de questions en suspens, telles que la coopération douanière, l'industrie automobile, les questions sanitaires et phytosanitaires et les règles d'origine.

2.11. L'Accord commercial préférentiel entre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) a été signé le 15 décembre 2008 à Salvador (Brésil) et le 3 avril 2009 à Maseru (Lesotho). Après avoir été ratifié par toutes les parties signataires, l'Accord commercial préférentiel entre le MERCOSUR et la SACU est entré en vigueur le 1^{er} avril 2016.

2.7 Zone de libre-échange du COMESA

2.12. Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a été établi en 1994 et vise à promouvoir l'intégration régionale et à stimuler le développement économique par l'intermédiaire de diverses stratégies et initiatives. Fort de 21 États membres, dont l'Eswatini qui en est l'un des membres fondateurs, le COMESA joue un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques commerciales, économiques et d'investissement dans la région.

2.13. L'Eswatini bénéficie toujours d'une dérogation pour commercer, qui a été liée à la conclusion des négociations menées au titre de l'Accord de libre-échange tripartite (TFTA). Il a ratifié l'Accord et déposé son instrument de ratification à cet égard. En devenant signataire, l'Eswatini a pu bénéficier d'un large éventail d'avantages qui ont eu des effets positifs sur l'économie. Certains des principaux avantages sont les suivants:

- a) Élargissement des possibilités commerciales: L'Eswatini bénéficie d'un accès élargi aux marchés, grâce à l'abaissement des obstacles au commerce. Les entreprises basées en Eswatini ont ainsi pu étendre leur rayon d'action dans les États membres, en touchant un bassin de clientèle composé de plus de 500 millions de personnes.
- b) Facilitation des échanges: Le COMESA encourage la rationalisation des processus et des procédures pour le commerce transfrontières, ce qui permet à l'Eswatini d'importer et d'exporter des biens et des services plus facilement et plus efficacement. L'incidence a été positive sur les activités commerciales de l'Eswatini, ce qui a favorisé la croissance économique et la stabilité.
- c) Promotion de l'investissement: Le COMESA encourage les investissements étrangers directs (IED) en créant un environnement propice aux activités commerciales. L'Eswatini a enregistré une hausse des entrées d'IED, les investisseurs ayant pris conscience du potentiel du pays et des avantages que présentait l'exercice d'activités au sein d'un marché régional plus vaste.

- d) Diversification économique: L'adhésion au COMESA a encouragé l'Eswatini à diversifier son économie, en réduisant sa dépendance à l'égard d'un petit nombre de secteurs et en stimulant la croissance dans des secteurs présentant un potentiel inexploité. Cela a entraîné la création d'emplois et l'accroissement des sources de recettes pour le pays.
- e) Renforcement des capacités et assistance technique: Le COMESA propose divers programmes de formation, des initiatives de renforcement des capacités et de l'assistance technique. L'Eswatini a mobilisé ces ressources en vue de renforcer ses cadres institutionnels et réglementaires, ce qui a contribué à améliorer la gouvernance et le développement économique.

2.8 Zone de libre-échange de la SADC

2.14. L'Eswatini est membre de la SADC et a ratifié le Protocole de la SADC sur le commerce. L'appartenance de l'Eswatini à la SADC présente de nombreux avantages, dont les principaux sont les suivants:

- a) intégration économique: La SADC encourage l'intégration économique régionale, qui est susceptible d'entraîner un accroissement des possibilités d'échanges et d'investissements pour l'Eswatini. Elle offre à l'Eswatini une plate-forme pour la négociation et l'établissement d'accords commerciaux avec d'autres États membres, permettant ainsi d'améliorer l'accès au marché et de stimuler la croissance économique;
- b) développement des infrastructures: La SADC met l'accent sur le développement des infrastructures, y compris les transports, l'énergie et les télécommunications. Cela facilite la connectivité de l'Eswatini avec les pays voisins et soutient l'élaboration de projets d'infrastructures transfrontières, renforçant ainsi les échanges et la connectivité régionale;
- c) partage des ressources: Les membres de la SADC bénéficient d'un partage de ressources, de données d'expérience et de connaissances. L'Eswatini continue de tirer profit de l'expérience des autres pays de la région pour développer ses propres secteurs, améliorer la productivité et renforcer la compétitivité; et
- d) santé et protection sociale: La SADC collabore à diverses initiatives en matière de santé et de protection sociale et l'Eswatini bénéficie de cette collaboration dans des domaines tels que les soins de santé, l'éducation et le développement social.

2.9 Négociations d'un accord de libre-échange tripartite entre le COMESA, la CAE et la SADC

2.15. La zone de libre-échange COMESA-CAE-SADC a été inaugurée en juin 2015. Un certain nombre de pays, y compris l'Eswatini, ont signé l'Accord. Comme membre de la SADC, l'Eswatini est censé avoir accès à une zone de libre-échange tripartite d'environ 600 millions de consommateurs, affichant un produit intérieur brut combiné de 1 300 milliards d'USD. Cette initiative fournira aux hommes et femmes d'affaires et aux exportateurs de marchandises swazis l'occasion d'accéder à un marché africain libre présentant des possibilités de croissance et de création d'emplois. D'importants efforts devront être déployés pour bénéficier de cette intégration économique. Maintenant plus que jamais, l'élargissement de la base industrielle de l'Eswatini devrait devenir un objectif politique important qui reposera sur les relations au sein du partenariat entre le secteur public et le secteur privé, compte tenu de la politique industrielle adoptée par le pays.

2.16. En tant que membre de la SADC, l'Eswatini a signé l'Accord de libre-échange tripartite COMESA-CAE-SADC et déposé son instrument de ratification le 17 novembre 2022. Cet accord devrait permettre aux exportations swazies d'accéder à des marchés diversifiés et à de nouvelles sources compétitives d'approvisionnement en intrants industriels. La zone de libre-échange tripartite représente un marché intégré de 26 pays, pour une population combinée de plus de 600 millions de consommateurs et un produit intérieur brut combiné de 1 300 milliards d'USD.

2.10 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)

2.17. L'Eswatini fait également partie des bénéficiaires de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), qui a été promulguée le 18 mai 2000 en tant que Public Law n° 106 par le 200^{ème} Congrès des États-Unis. L'AGOA portait à l'origine sur une période de huit ans (allant d'octobre 2000 à septembre 2008), mais a été prorogée jusqu'en 2015 en vertu de modifications législatives promulguées en juillet 2004 par le Président américain George W. Bush. Le 29 juin 2015, au terme de sa période de validité initiale de 15 ans, l'AGOA a été reconduite pour une nouvelle période de 10 ans, soit jusqu'en 2025, par l'adoption de la Loi sur la prorogation et le renforcement des dispositions de l'AGOA (AEEA).

2.18. Cette loi vise principalement à améliorer l'accès au marché des États-Unis pour les pays d'Afrique subsaharienne admissibles, en offrant des incitations aux pays africains afin de leur permettre de poursuivre leurs efforts en matière d'ouverture de leur économie et de mise en place de marchés libres. L'AGOA est non réciproque et octroie aux pays de l'Afrique subsaharienne admissibles un accès en franchise de droits au marché des États-Unis. Au titre de cette loi, le nombre de produits commercialisables, qui s'élève à plus de 6 400, est supérieur à celui prévu dans le cadre du Système généralisé de préférences, qui est fixé à 4 600. En vertu de la prorogation actuelle de l'AGOA pour une période de 10 ans, allant de 2015 à septembre 2025, il est préconisé que chaque pays bénéficiaire élabore une stratégie d'application de l'AGOA afin de tirer pleinement profit des exportations et des investissements des entreprises américaines.

2.19. L'Eswatini compte parmi les bénéficiaires de l'AGOA depuis 2001, mais le pays a été retiré du programme en 2015 avant d'être réintégré en 2017. En janvier 2018, l'Eswatini a été entièrement réhabilité à bénéficier de l'AGOA. En conséquence, le Ministère du commerce et de l'industrie (MCIT), dans l'esprit d'un partenariat entre les secteurs privé et public, a entrepris l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action relatifs à l'application de l'AGOA, qui ont finalement été mis en œuvre en février 2021.

3 NOUVELLES RÉFORMES COMMERCIALES

3.1 Politique de développement industriel

3.1. L'Eswatini a mis la dernière main à sa Politique de développement industriel pour la période 2015-2022, qui définit les résultats que le pays entend obtenir dans le domaine du développement industriel et commercial (vision, mission, objectifs, interventions politiques et stratégies). Il convient de noter que l'Eswatini ne disposait d'aucune politique industrielle auparavant et qu'au cours de la dernière décennie, la croissance économique, les investissements et les exportations ont ralenti, tandis que les conditions de l'activité des entreprises sont au mieux restées identiques, que le chômage a augmenté et que la production et les exportations ne se sont pas diversifiées.

3.2. Les objectifs de la Politique de développement industriel sont les suivants:

- a) renforcer la contribution du secteur manufacturier et du secteur des services au PIB pour qu'elle devienne supérieure à 50% et augmenter les exportations de produits manufacturés de 5%;
- b) promouvoir la diversification des activités industrielles du pays et accroître le taux d'emploi dans le secteur manufacturier de 5% par an;
- c) augmenter de 50% l'utilisation et la valorisation des matières premières locales et régionales dans la production de biens destinés au marché intérieur et à l'exportation; et
- d) promouvoir un processus d'industrialisation à grande échelle en augmentant de 10% la participation des MPME au secteur manufacturier.

3.3. La Politique de développement industriel porte sur un large éventail de domaines stratégiques définis dans le cadre de consultations des parties prenantes, de consultations sectorielles, d'études de référence et du cadre politique.

Création de valeur ajoutée et transformation des produits primaires (industrialisation fondée sur les ressources)

3.4. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini encouragera la création de valeur ajoutée et la transformation des produits primaires locaux en produits transformés à haute valeur ajoutée, ainsi que le développement de chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales dans des secteurs clés.

Renforcement des capacités humaines et des compétences

3.5. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini accroîtra et renforcera les capacités humaines et le développement des compétences au service de l'industrialisation.

Normes, règlements techniques, cadre réglementaire et infrastructure qualité (normes, métrologie, assurance qualité, accréditation et règlements techniques)

3.6. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini fournira un appui à l'industrie dans les domaines du cadre réglementaire et de l'infrastructure qualité, notamment en matière de normalisation, de métrologie, d'assurance qualité, d'accréditation et de règlements techniques en vue d'assurer un développement industriel compétitif.

Promotion de la modernisation industrielle au moyen de l'innovation, du transfert de technologies et de la recherche-développement

3.7. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini encouragera la recherche et le développement ainsi que l'innovation afin d'accroître la base manufacturière.

Libéralisation du commerce des services en vue d'accélérer l'industrialisation

3.8. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini libéralisera le commerce dans le secteur des services aux fins de la transformation économique.

Établissement d'un parc industriel

3.9. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini procédera à une industrialisation fondée sur le regroupement et portée par les secteurs, par l'intermédiaire de la concentration d'activités de production interconnectées.

Financement industriel

3.10. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini élargira les possibilités d'accès au financement pour les investisseurs nationaux dans le secteur industriel.

Programme de développement des infrastructures industrielles

3.11. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini poursuivra le développement d'une infrastructure de qualité pour soutenir l'industrialisation.

Promotion des investissements

3.12. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini améliorera le climat de l'investissement afin de promouvoir l'investissement intérieur et étranger.

Développement des micro, petites et moyennes entreprises et croissance inclusive

3.13. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini créera un environnement propice au développement des micro, petites et moyennes entreprises.

Développement industriel inclusif

3.14. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini créera un environnement propice à la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

Développement industriel durable

3.15. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini créera un environnement durable favorable à l'industrialisation.

Concurrence

3.16. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini encouragera la concurrence loyale afin d'améliorer à la fois l'efficacité et la rentabilité de la commercialisation.

Commerce au service de l'industrialisation

3.17. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini favorisera la libéralisation des marchandises et des services.

3.18. Pour que le développement industriel soit couronné de succès, le gouvernement est conscient qu'il importe d'harmoniser les politiques en alignant la politique industrielle et en l'intégrant dans d'autres programmes sectoriels, nationaux et régionaux.

3.2 Loi sur les zones économiques spéciales

3.19. En 2018, le gouvernement du Royaume d'Eswatini a promulgué une loi prévoyant la création de zones économiques spéciales, d'un comité chargé des zones économiques spéciales et d'un tribunal pour les zones économiques spéciales et autres questions connexes.

3.20. Au titre de la Loi de 2018 sur les zones économiques spéciales, le Parc scientifique et technologique royal et l'aéroport international King Mswati III ont tous deux été désignés comme zones économiques spéciales à compter d'octobre 2022.

4 ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE

4.1. L'Eswatini a bénéficié de plusieurs initiatives d'assistance technique et de renforcement des capacités menées par l'OMC. Au cours de la période considérée, deux fonctionnaires ont bénéficié du Programme franco-irlandais de stages pour les missions et un fonctionnaire a participé au cours avancé de politique commerciale. L'Eswatini a également bénéficié du Programme pour les jeunes professionnels mis en place par l'OMC. Plusieurs autres programmes et séminaires de formation de courte durée ont en outre été organisés à l'intention de la mission de l'Eswatini à Genève et des fonctionnaires en poste dans la capitale.

4.2. L'Eswatini se joint à d'autres pays en développement et pays les moins avancés pour encourager les pays développés à continuer de fournir une assistance technique en vue de renforcer les capacités de nos pays. Il souhaite en outre demander une assistance technique accrue pour la mise en œuvre de ses engagements de la catégorie "C" au titre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

4.3. L'Eswatini est également en train de revoir sa stratégie d'exportation nationale, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement. Cette stratégie vise à atteindre les objectifs de politique générale suivants:

- a) développer et diversifier la base d'exportation, afin de moins dépendre de l'industrie sucrière comme source principale de devises;
- b) consolider les liens existants avec les marchés actuels pour faire en sorte que l'Eswatini tire pleinement avantage des préférences accordées sur ces marchés;
- c) accroître l'accès aux marchés pour les exportations swazies en améliorant l'image de marque et la qualité des produits;

- d) améliorer la facilitation des échanges par l'établissement de solides partenariats public-privé; et
- e) faciliter les innovations technologiques qui renforceront la compétitivité des exportations swazies en permettant l'utilisation de méthodes de production peu coûteuses qui ne remettent pas en cause l'objectif national de création d'emplois.

5 CONCLUSION

5.1. Le gouvernement du Royaume d'Eswatini demeure attaché au maintien du système commercial multilatéral et continuera de veiller au respect des règles et des disciplines commerciales. L'Eswatini estime que le système commercial multilatéral reste la plate-forme mondiale pertinente qui offre des possibilités égales à tous ses Membres dans l'élaboration et l'exécution des règles de l'OMC, quel que soit leur statut économique.

LESOTHO

1 INTRODUCTION

1.1. Le cinquième examen de la politique commerciale décrit l'évolution de la politique commerciale du Lesotho au cours de la période considérée (2016-2022), conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Ce processus se fonde à la fois sur le Plan national de développement stratégique (NSDP) I (2012/13-2016/17) et sur le NSDP II (2018/19-2022/23).

1.2. Le NSDP II sert de cadre à tous les efforts de développement et met l'accent sur le développement du secteur privé. Il s'appuie sur les réalisations et les enseignements tirés de la mise en œuvre du NSDP I. La pandémie de COVID-19 a entravé les progrès vers la réalisation des objectifs du NSDP II. Le Lesotho n'a pas été épargné par les chocs commerciaux extérieurs, notamment les effets de la COVID-19, les tensions géopolitiques persistantes et les pressions inflationnistes qui affectent ses aspirations en matière de développement.

1.3. Le rapport fournit en outre des détails sur les initiatives entreprises pour améliorer le climat du commerce et de l'investissement au Lesotho et sur les mesures prises par le gouvernement à cette fin. Le gouvernement du Lesotho a mis en œuvre diverses stratégies d'atténuation visant notamment à soutenir les secteurs agricole et financier ainsi que le secteur privé. En outre, le Lesotho a mis au point un cadre national de politique commerciale en 2020 en vue de la mise en œuvre du NSDP II.

2 ÉVOLUTION MACROÉCONOMIQUE

2.1 Produit intérieur brut

2.1. Suite aux chocs importants de l'offre et de la demande provoqués par la pandémie en 2020, l'activité économique s'est améliorée en 2021/22 puisque la croissance du PIB est remontée à 1,8% après avoir enregistré un taux négatif de 6% en 2020/21. Cette augmentation a été principalement tirée par l'amélioration des dépenses du secteur privé et des ménages à la suite de l'ouverture de l'économie. Parallèlement, la poursuite des dépenses en capital pour des projets d'infrastructure à grande échelle a favorisé l'activité d'investissement. La demande extérieure a également contribué à soutenir les exportations de textiles du Lesotho.

2.2. La reprise économique s'est poursuivie au premier semestre de 2022. Au premier trimestre, la croissance a progressé de 1,4%, grâce à une forte croissance de 52,6% dans le secteur des industries extractives et à une augmentation de 17,3% dans le secteur de la construction. Toutefois, la croissance a été contrebalancée par les mauvaises performances du secteur agricole, qui a enregistré une baisse de 11,9%. La croissance au deuxième trimestre a ralenti pour s'établir à 0,4% en raison de mauvais résultats économiques.

2.2 Politique budgétaire

2.3. Pendant la période considérée, le Lesotho n'a pas été en mesure de se développer de manière adéquate pour concrétiser la création d'emplois et la réduction de la pauvreté escomptées. La croissance a toujours été volatile, mais elle a néanmoins été marquée par une injection importante de capitaux dans l'économie pour soutenir des projets de grande envergure qui ont une durée de vie spécifique et qui, une fois achevés, risquent de provoquer un ralentissement de la croissance économique. La tendance à la baisse des dépenses publiques s'accroît avec l'augmentation des transferts de la SACU, mais ne faiblit pas lorsque ceux-ci diminuent. Une réduction des recettes entraîne généralement un ajustement budgétaire et une diminution de l'absorption intérieure, ce qui ralentit la croissance économique à court terme, détériore les soldes budgétaire et extérieur tout en augmentant la dette publique et en réduisant les réserves internationales.

2.4. Des restrictions budgétaires ont été appliquées pendant la période considérée, ce qui a permis d'enrayer la tendance à la hausse des dépenses globales et de rétablir la viabilité budgétaire, ne serait-ce que temporairement. Les dépenses salariales restent la composante la plus importante des dépenses globales et ont connu une tendance à la hausse au fil du temps. De 2016/17 à 2019/20, les opérations des pouvoirs publics ont enregistré des déficits globaux allant de 1,3 à 7,6% du PIB. Ces déficits étaient imputables à la volatilité persistante des recettes provenant de la SACU et au ralentissement de la croissance du PIB nominal pendant la période de référence.

2.5. Les recettes totales, y compris les dons et les recettes provenant de la SACU, ont légèrement augmenté à un taux moyen de 1,7% par an entre 2016/17 et 2019/20. La faible croissance des recettes totales s'explique par les mauvais résultats du côté des recettes fiscales, qui ont augmenté à un rythme plus lent que le taux de croissance du PIB nominal et de l'IPC, sauf en 2018/19 où elles ont augmenté de 20,6%.

2.6. Les dépenses ont continué d'être tirées par une masse salariale élevée, qui représentait en moyenne 17,1% du PIB et 32,9% des dépenses totales entre 2016/17 et 2019/20.

Tableau 2.1: Lesotho: Croissance et opérations budgétaires 2016/17-2021/22

	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22
Comptes nationaux (économie réelle)	Valeurs réelles	Valeurs réelles	Valeurs réelles	Valeurs réelles	Valeurs réelles	Valeurs réelles
PIB nominal aux prix du marché	31 010,4	31 508,2	34 171,1	35 111,6	34 911,0	33 123,6
Croissance du PIB nominal	2,2	1,6	8,5	2,8	-0,6	-5,1
PIB réel aux prix du marché	22 331,4	21 720,9	21 437,8	21 015,2	20 195,3	20 519,0
Croissance du PIB réel (%)	1,9	-2,7	-1,3	-2,0	-3,9	1,6
Déflateur du PIB (variation en %)	0,3	4,5	9,9	4,8	3,5	-6,6
Inflation (moyenne annuelle) (%)	6,2	5,8	4,7	4,9	5,4	5,7
Comptes de l'État						
Recettes	14 051,7	14 914,4	16 013,7	16 257,6	18 632,8	17 569,4
% du PIB	45,3	47,3	46,9	46,3	53,4	53,0
Recettes hors SACU	9 532,7	8 760,2	10 471,4	10 031,4	9 652,2	1 1561,4
% du PIB	30,7	27,8	30,6	28,6	27,6	34,9
Impôts et taxes	6 397,4	6 314,3	7 616,8	7 346,5	6 778,6	7 756,5
% du PIB	20,6	20,0	22,3	20,9	19,4	23,4
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 726,5	3 487,3	4 313,1	4 052,1	3 722,1	4 087,9
% du PIB	12,0	11,1	12,6	11,5	10,7	12,3
Impôts sur les marchandises et les services	2 669,0	2 826,2	3 299,6	3 294,4	3 056,4	3 668,5
% du PIB	8,6	9,0	9,7	9,4	8,8	11,1
Droits d'accise	388,0	406,8	393,2	372,6	420,1	596,7
% du PIB	1,3	1,3	1,2	1,1	1,2	1,8
Dons	1 229,0	822,1	1 076,8	1 255,9	1 049,0	1 756,6
% du PIB	4,0	2,6	3,2	3,6	3,0	5,3
Recettes non fiscales	1 906,3	1 623,8	1 777,8	1 429,0	1 824,7	2 048,3
% du PIB	6,1	5,2	5,2	4,1	5,2	6,2
Recettes provenant de la SACU	4 519,0	6 154,2	5 542,2	6 226,2	8 980,5	6 008,0
% du PIB	14,6	19,5	16,2	17,7	25,7	18,1
Dépenses	16 780,7	15 566,5	17 629,2	18 935,1	16 749,7	19 171,5
% du PIB	54,1	49,4	51,6	53,9	48,0	57,9
Dépenses	12 622,7	12 113,0	13 102,7	13 521,0	12 835,7	13 583,8
% du PIB	40,7	38,4	38,3	38,5	36,8	41,0
Rémunération des salariés	5 277,4	5 436,1	5 994,7	5 890,6	6 029,7	6 130,2
% du PIB	17,0	17,3	17,5	16,8	17,3	18,5
Utilisation des biens et services	3 465,8	2 667,3	3 112,5	3 161,1	2 330,5	2 152,5
% du PIB	11,2	8,5	9,1	9,0	6,7	6,5

Source: Ministère des finances et de la planification du développement.

2.7. En 2020/21, la politique budgétaire du Lesotho a été axée sur la reprogrammation des dépenses publiques et la mobilisation de ressources extérieures supplémentaires pour contenir la pandémie de COVID-19 tout en atténuant le choc économique négatif associé aux mesures d'endiguement de la pandémie. Le gouvernement a également soutenu la population et les diverses activités économiques en apportant un appui aux secteurs agricole et financier ainsi qu'au secteur privé. En outre, des mesures de protection sociale, une politique monétaire plus souple et des exonérations fiscales définitives ou temporaires ont été mises en œuvre. Les résultats budgétaires de 2020/21 ont été meilleurs que prévu en raison des économies réalisées grâce à la suspension d'autres activités des pouvoirs publics en 2020/21.

2.8. Néanmoins, le Lesotho continuera à surveiller les différents risques économiques et à gérer efficacement tout choc externe susceptible d'affecter le bien-être de la nation. La priorité à moyen terme est de mettre en œuvre des réformes structurelles, notamment en favorisant une croissance économique inclusive et durable, en créant des emplois dans le secteur privé, en renforçant le capital humain et en améliorant la transparence et la responsabilité des institutions publiques, en

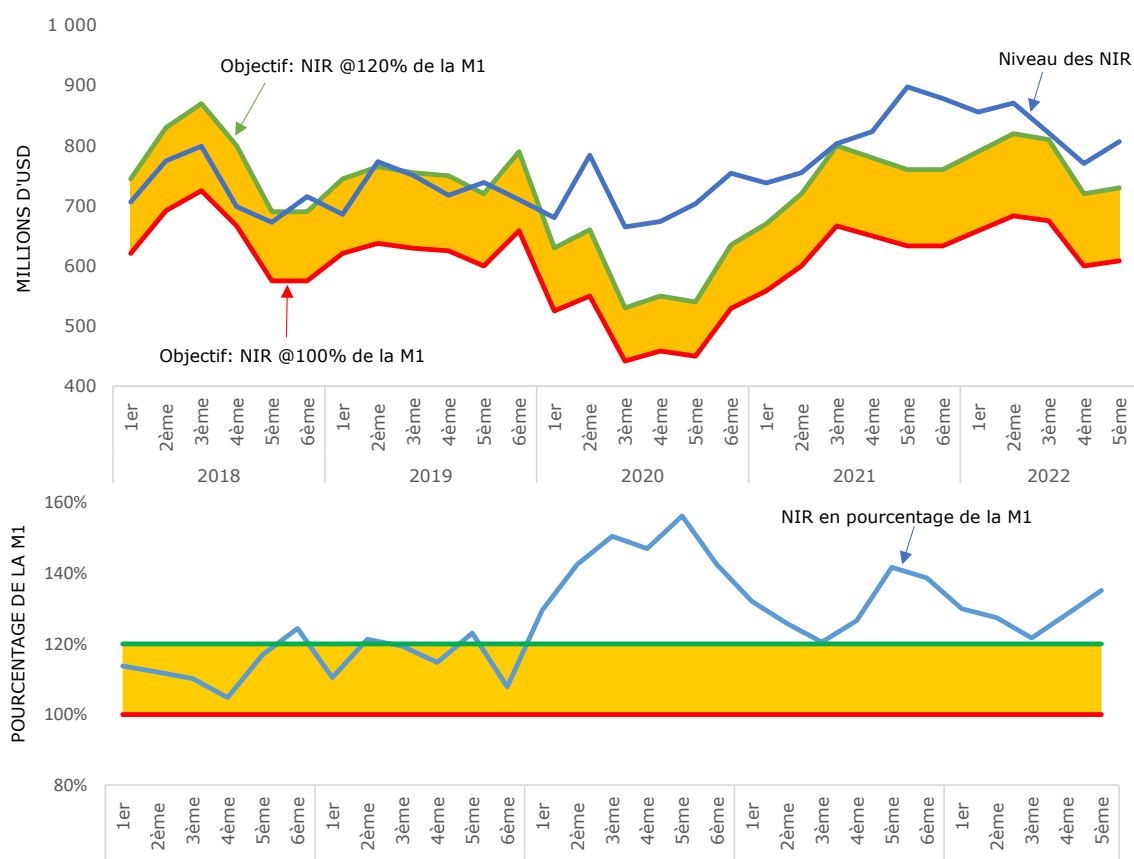
promouvant la collaboration régionale afin de garantir la résilience du développement des infrastructures et de l'approvisionnement en énergie.

2.3 Politique monétaire

2.9. La Banque centrale du Lesotho met en œuvre et supervise la politique monétaire du pays. Elle a pour mission de maintenir la stabilité des prix. Pour atteindre cet objectif, les réserves nettes en devises (NIR) sont maintenues à un niveau compatible avec la politique de change du pays, c'est-à-dire la parité entre le loti et le rand sud-africain. Le plancher cible des NIR (exprimé en dollars EU) correspond au niveau qui couvre 120,0% de la masse monétaire au sens étroit (M1). Ce niveau permet de couvrir intégralement les engagements au titre de la M1 et de disposer d'une marge supplémentaire de 20,0% par rapport aux 100% pour faire face aux chocs inattendus.

2.10. Les NIR ont oscillé entre 100,0 et 120,0% de la M1 en 2018 et 2019. En termes nominaux, elles se sont établies en moyenne à environ 730 millions d'USD. En 2018, le gouvernement a engagé des dépenses considérables pour l'achat de services, ce qui a entraîné une baisse significative des NIR. Les effets de ces dépenses se sont fait sentir en 2019, lorsque les NIR ont eu du mal à se reconstituer, malgré une croissance de 6,3% des recettes provenant de la SACU. À partir de 2020, les NIR sont restées au-dessus des 120% de la M1, grâce principalement à une augmentation de 36,9% des recettes provenant de la SACU en 2020, à une aide d'urgence fournie par le FMI dans le cadre de la Facilité de crédit rapide et de l'Instrument de financement rapide, et à une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) en 2021. Les NIR ont augmenté de 9,1% entre 2018 et la fin de la période à l'examen, pour s'établir en moyenne à 770 millions d'USD, soit 128% de la M1.

Graphique 2.1: NIR en pourcentage de la M1



Note: Figure 1: NIR en pourcentage de la M1.

Source: Banque centrale du Lesotho.

2.11. La Banque met en œuvre la décision relative à la politique monétaire en menant des opérations d'open market, qui influencent le taux d'escompte des bons du Trésor (objectif intermédiaire) en fonction de l'évolution de la situation dans la Zone monétaire commune (ZMC), en particulier en Afrique du Sud. Au niveau régional, la compétitivité des taux d'escompte devrait renforcer l'attrait des titres du gouvernement du Lesotho par rapport aux titres étrangers et, parallèlement, freinent, dans la mesure du possible, les sorties de capitaux.

2.12. Dans l'ensemble, les taux d'escompte des bons du Trésor nationaux sont restés dans la fourchette souhaitée par rapport aux taux de la contrepartie sud-africaine. En 2020 et 2021, ces taux d'escompte ont enregistré une baisse substantielle, car la Banque centrale du Lesotho a réduit son taux directeur afin de soutenir l'activité économique à la suite du ralentissement économique induit par la pandémie de COVID-19. En 2022, les taux d'escompte des bons du Trésor ont augmenté suite aux hausses des taux directeurs à l'échelle mondiale qui visaient à freiner l'inflation galopante résultant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Néanmoins, les ventes aux enchères réalisées au cours de la période considérée se sont déroulées avec succès et ont fait l'objet d'une sursouscription. Ces sursouscriptions témoignent de l'excédent structurel de liquidités auquel est confronté le Lesotho, compte tenu des possibilités limitées d'investissement.

2.13. **Réglementation du secteur financier:** En tant qu'organisme de réglementation du secteur financier, la Banque réexamine en permanence les lois existantes et en propose de nouvelles afin de répondre à l'évolution des besoins du secteur. Les textes législatifs ci-après ont été publiés au Journal officiel pendant la période considérée:

- la Loi relative aux sûretés mobilières a été promulguée et les règlements d'application ont été publiés en 2020. La loi et les règlements établissent, en substance, un cadre juridique destiné à permettre l'enregistrement des biens mobiliers comme garantie pour les prêts. Cela améliorera l'accès au financement pour les ménages et les entreprises et, par conséquent, pourrait véritablement permettre de réduire les coûts d'emprunt;
- la Loi sur les fonds de pension a été promulguée en 2019 et le Règlement sur les fonds de pension a été promulgué en vue de la mise en œuvre de la Loi en 2020. La loi et le règlement visent à protéger les intérêts des personnes qui versent des cotisations dans le but de constituer un fonds dans lequel elles puiseront lorsqu'elles atteindront l'âge de la retraite et à développer le marché national des capitaux en exigeant qu'une partie des cotisations au fonds de pension soit investie au Lesotho;
- Règlement de 2021 sur les assurances (prescriptions concernant l'enregistrement et l'agrément des assureurs). Ce règlement décrit la procédure de demande et les prescriptions relatives à l'obtention d'un agrément permettant d'exercer des activités d'assurance ou de réassurance au Lesotho en vertu de la Loi de 2014 sur les assurances;
- Lignes directrices de 2021 pour les institutions financières (connaissance de la clientèle). Ces lignes directrices remplacent les Lignes directrices de 2007 pour les institutions financières (connaissance de la clientèle);
- le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes sont désormais régis par un régime plus moderne, composé de la Loi de 2008 sur le blanchiment de capitaux et les produits du crime, telle qu'amendée en 2016, et du Règlement de 2019 sur le blanchiment de capitaux et les produits du crime; et
- Avis de 2021, Assurances (Prescriptions en matière de qualification pour les intermédiaires). Cette loi énonce les qualifications minimales que doivent posséder les intermédiaires en assurances et les responsables principaux pour pouvoir exercer légalement des activités d'assurance au Lesotho. Elle s'applique aux agents d'assurance, aux courtiers d'assurance et aux responsables principaux.

2.4 Politique fiscale

2.14. L'objectif de la politique fiscale du Lesotho est de collecter les recettes adéquates nécessaires à la mise en œuvre des politiques et des priorités du gouvernement de manière efficace et équitable. Pour ce faire, il convient d'améliorer le processus d'élaboration de la politique fiscale. La politique

fiscale du Lesotho repose sur quatre principes stratégiques: favoriser la croissance économique et le développement; fournir des ressources stables pour le développement; garantir la justice et l'équité sur le plan de la redistribution; et assurer la simplicité, la certitude et la clarté.

2.15. Le service fiscal du Lesotho (RSL), anciennement autorité fiscale du Lesotho (LRA), est chargé au premier chef de la mise en œuvre de la politique fiscale dans le pays. Il a été rebaptisé à la suite de la promulgation de la Loi de 2022 sur le service fiscal du Lesotho dans le but d'améliorer sa réputation et de développer une image de marque axée sur les services, afin de montrer qu'il cherche à s'orienter davantage vers ce type d'activité. Il existe deux grandes catégories de taxes nationales: l'impôt sur le revenu et les bénéfices et la taxe sur la valeur ajoutée.

2.16. Les taxes perçues en vertu de la Loi sur l'impôt sur le revenu sont les suivantes:

- l'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui est actuellement de 25% (10% pour les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'agriculture commerciale);
- l'impôt à la source, dont les taux varient entre 20% et 30%;
- l'impôt anticipé, qui est de 5% pour les résidents et de 10% pour les non-résidents. L'impôt anticipé concerne la fourniture de services et s'applique à la fois aux fournisseurs résidents et aux fournisseurs non-résidents; et
- la taxe sur les indemnités et avantages divers, de 40%, qui s'applique à l'employeur, sur la base du montant imposable des indemnités et avantages divers qu'il accorde à ses employés. Cette taxe doit être acquittée pour chaque trimestre de l'exercice financier.

2.17. La taxe sur la valeur ajoutée, principale taxe sur la consommation au Lesotho, est perçue sur toutes les fournitures imposables au Lesotho et sur tous les biens et services importés. Le taux normal applicable depuis l'exercice 2018/19 est de 15%, mais des taux inférieurs s'appliquent dans certains cas. Il s'agit notamment de certains articles considérés comme des produits de base et qui sont exportés depuis le Lesotho (0%), de l'électricité (10%) et des télécommunications (12%, puis 15% à partir d'avril 2020).

2.5 Perspectives économiques

2.18. Étant donné que la croissance du PIB devrait atteindre 1,9% en 2022/23, les opérations budgétaires globales devraient rester élevées, à 7,7% du PIB, en raison de la diminution de la part des recettes provenant de la SACU, qui ont chuté de 608,5 millions de M par rapport aux 6,01 milliards de M reçus en 2021/22. Toutefois, en 2023/24, les opérations des pouvoirs publics devraient enregistrer un excédent de 2,5% du PIB grâce à l'augmentation de la part des recettes provenant de la SACU. La masse salariale de la fonction publique devrait enregistrer une croissance marginale de 2,9% pour l'exercice 2022/23.

2.19. Les dépenses d'investissement devraient diminuer pour représenter 15,2% du PIB en 2022/23, puis s'établir autour de 14% du PIB en 2023/24 et se maintenir en moyenne à 14% du PIB entre 2024/25 et 2025/26.

2.20. À moyen terme, le gouvernement renforcera un plan de viabilité budgétaire à long terme et mettra en place des mesures de protection contre les chocs intérieurs et extérieurs. Pour ce faire, le Lesotho réduira sa dépendance à l'égard des recettes fluctuantes provenant de la SACU et veillera à ce que les dépenses récurrentes soient couvertes par les recettes fiscales et non fiscales intérieures. La composante développement des recettes provenant de la SACU sera utilisée pour financer les dépenses de développement.

3 APERÇU DES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

3.1 Agriculture et pêche

3.1. L'agriculture est l'un des secteurs qui contribuent le plus au maintien des moyens de subsistance des bassoutos. Des efforts ont été déployés pour accroître la capacité de production du secteur, notamment en augmentant la production de bétail et de produits de l'élevage ainsi que la production alimentaire. L'élevage d'animaux est l'élément qui joue le rôle le plus important dans les résultats du secteur. La contribution du secteur agricole au PIB a diminué pendant la période examinée. Elle était de 4,9% en 2016 et de 4,2% en 2021, avec une contribution moyenne de 4,6% pour la période.

3.2 Industries extractives

3.2. Le secteur des industries extractives du Lesotho a enregistré une croissance minimale et sa contribution au PIB est passée de 4,6% à 5,1% entre 2016 et 2021, aux prix courants. En 2020, le secteur a connu une hausse de 3,3% grâce à l'augmentation des activités extractives, à l'ouverture de l'économie et aux exportations de diamants. Il a cependant enregistré une baisse de 3,4% en 2021. La plupart des activités extractives sont à forte intensité de capital et affichent un faible taux d'emploi. Des initiatives visant à créer de la valeur ajoutée dans le secteur sont en cours d'élaboration.

3.3 Industries manufacturières

3.3. Le secteur manufacturier du Lesotho est l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois dans le pays. Sa contribution au PIB est relativement élevée, mais elle a diminué au cours de la période considérée. Elle est passée de 17,6% en 2016 à 7,7% en 2021. Le secteur manufacturier a enregistré une baisse de 9,1% en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Les marchés d'exportation traditionnels ont été affectés par la fermeture des frontières, ce qui a entraîné d'importantes pertes en termes d'activités et d'emplois. En outre, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées, ce qui a entraîné la fermeture de la quasi-totalité des industries manufacturières car elles ne produisaient pas de biens essentiels. Les industries du textile, du vêtement, de la chaussure et du cuir sont celles qui apportent la plus grande contribution au secteur manufacturier. Le secteur a ensuite enregistré une croissance de 7,7% en 2021, grâce à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et à la reprise des activités manufacturières, ce qui a entraîné une augmentation des exportations.

3.4 Secteur des services

3.4. Le commerce des services a représenté la plus grande part du PIB au cours des 10 dernières années, y compris pendant la période examinée. Le secteur des services a contribué à hauteur de 60% au PIB en 2021. Certains secteurs tels que le tourisme ont souffert en 2020 et ont enregistré une baisse de 42,6% en raison des restrictions de circulation sur les marchés nationaux et internationaux. Les services financiers ont connu une croissance négative entre 2016 et 2021, avec une contribution au PIB comprise entre -9,2% et -3,1%. Le secteur a enregistré des résultats variables: -3,9%, -1,9%, 51,5% et 6,3% en 2017, 2018, 2019 et 2020, respectivement. L'administration publique a représenté une part importante du secteur des services, avec 17,3% en 2016 et 22,3% en 2021. La part des services d'information et de communication a été de 4,1% en moyenne au cours de la période considérée. Les possibilités de croissance du commerce des services sont encore nombreuses et certains secteurs se sont révélés propices à la création d'emplois et à la croissance économique.

4 COMMERCE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

4.1. La valeur totale des exportations a augmenté, bien qu'à un rythme lent, pendant la période considérée; elle s'est établie respectivement à 8,9 milliards de M, 8,7 milliards de M, 10 milliards de M, 13,3 milliards de M, 13,9 milliards de M et 13,8 milliards de M entre 2016 et 2021.

4.2. Par ailleurs, les importations sont restées bien supérieures aux exportations au cours de la même période. Elles se sont chiffrées respectivement à 21,5 milliards de M, 27,5 milliards de M, 20,9 milliards de M, 25,0 milliards de M, 22,7 milliards de M et 26,9 milliards de M entre 2016 et 2021. Par conséquent, le déficit commercial est resté négatif pendant cette période. Les importations ont diminué de 9,3% en 2020 pour atteindre 22,7 milliards de M.

4.3. **Exportations:** les partenaires régionaux jouent un rôle important dans les exportations du Lesotho, de même que l'Amérique du Nord et l'Europe. En 2021, les exportations vers les principaux marchés ont représenté 99,1% du total. Les exportations à destination de l'Afrique du Sud ont représenté 45,4%, suivies par celles vers les États-Unis d'Amérique (32,1%) et vers la Belgique (19%). L'Eswatini, l'Allemagne, le Canada, le Botswana, l'Égypte, le Mexique et le Royaume-Uni ont représenté 3,5% des exportations en 2021. Les principaux produits exportés étaient les suivants: vêtements, chaussures et textiles; diamants; laine, poils fins ou grossiers; eau en vrac; aliments et boissons; machines électriques et pièces détachées.

4.4. **Importations:** les principales sources d'importation du Lesotho sont l'Afrique du Sud et les pays asiatiques. En 2021, les importations en provenance d'Afrique du Sud ont représenté 76,0%, suivies par celles de la Chine (9%) et du Taipei chinois (5,3%). Les principaux produits importés étaient les suivants: produits pétroliers, ouvrages divers, machines et matériel de transport, produits chimiques et produits connexes et produits manufacturés.

5 ÉVOLUTION DES POLITIQUES COMMERCIALES ET LIÉES AU COMMERCE

5.1 Politiques et stratégies commerciales

5.1.1 Plan national de développement stratégique II (2018/19-2022/23)

5.1. Le deuxième Plan national de développement stratégique (NSDP II) (2018/19-2022/23), consacré à la **transformation économique et institutionnelle en vue de la création d'emplois dans le secteur privé et d'une croissance inclusive**, a servi de base à tous les efforts de développement au Lesotho et au cadre national de politique commerciale.

5.2. Le NSDP II est axé sur le développement du secteur privé et donne la priorité au développement centré sur les personnes. Le plan définit quatre objectifs stratégiques clés, appelés domaines prioritaires, afin de favoriser la création d'emplois et la croissance inclusive et de réduire encore la pauvreté:

- favoriser une croissance économique inclusive et durable et la création d'emplois dans le secteur privé;
- renforcer le capital humain;
- mettre en place une infrastructure adéquate; et
- renforcer la gouvernance nationale et la responsabilité.

5.3. Le NSDP II vise une croissance économique de 5% par an basée sur les quatre secteurs productifs: l'agriculture, le secteur manufacturier, le tourisme et les industries créatives, et la technologie et l'innovation.

5.4. La pandémie de COVID-19 a eu un effet négatif sur les projections de croissance: elle a entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets et des pertes d'emplois importantes en raison de la détérioration des perspectives de croissance économique. Le NSDP II sera révisé et prolongé pour les cinq années qui suivent, jusqu'à l'exercice budgétaire 2027/28. La révision prévoira des mesures de résilience aux chocs extérieurs afin de stabiliser la croissance.

5.1.2 Cadre national de politique commerciale (2021-2025)

5.5. Le Lesotho a élaboré un cadre national de politique commerciale complet afin de définir des orientations politiques pour parvenir à une croissance économique durable, comme le prévoit le NSDP II, en misant sur le secteur manufacturier, les services et le développement des infrastructures nécessaires à la création d'emplois et au développement durable. Lancé en décembre 2020, le cadre national de politique commerciale fournit des lignes directrices transparentes pour la mise en œuvre du programme commercial du Lesotho. Ce cadre politique couvre la participation du Lesotho au commerce régional et international.

5.6. La politique commerciale nationale du Lesotho repose sur neuf (9) domaines thématiques:

- infrastructure du marché intérieur et commerce;
- accords commerciaux;
- intégration régionale et compétitivité des exportations;
- commerce des services;
- facilitation des échanges;
- infrastructure nationale de contrôle de la qualité;
- propriété intellectuelle;
- concurrence et protection des consommateurs; et
- commerce et développement durable.

5.1.3 Stratégie commerciale nationale

5.7. La stratégie commerciale nationale, qui fait partie intégrante du cadre national de politique commerciale, vise à favoriser le développement commercial du pays afin de relever les défis et d'identifier les points forts et les possibilités de développement des exportations au Lesotho. La stratégie commerciale vise à améliorer la capacité du secteur privé du Lesotho à être compétitif sur les marchés régionaux et internationaux, à améliorer les écosystèmes commerciaux et à renforcer la capacité du pays à utiliser le commerce comme moteur de croissance. La stratégie identifie trois secteurs prioritaires, à savoir l'horticulture, les textiles et les vêtements, et l'industrie légère.

5.8. La stratégie commerciale, qui a pour thème la **compétitivité des exportations en vue d'une croissance durable** et dont la mise en œuvre est prévue dans un délai de cinq ans, s'articule autour de trois objectifs stratégiques:

- renforcer la compétitivité de l'écosystème commercial et améliorer la facilitation des échanges;
- intensifier les relations commerciales existantes et élargir les débouchés pour les exportations; et
- accroître la capacité de production nationale et diversifier l'éventail des produits exportés.

5.9. La mise en œuvre de cette stratégie permettra au Lesotho d'exploiter tous les marchés régionaux et internationaux préférentiels.

5.2 Développement de l'infrastructure qualité

5.10. L'Organisme de normalisation du Lesotho (LSI) a été établi en 2021 en vertu de l'avis légal n° 131 de 2021. Cet avis légal donne effet à la Loi de 2014 sur l'Organisme de normalisation du Lesotho. Le LSI est chargé de:

- élaborer et publier les normes du Lesotho;
- fournir des services d'évaluation de la conformité (essais, certification et inspection); et
- offrir des services de formation et héberger le point d'information OMC sur les OTC.

5.3 Politique agricole nationale globale

5.11. Le Lesotho est en train d'élaborer une politique agricole nationale globale. Cette politique agricole globale s'inscrit dans le prolongement de deux cadres politiques principaux qui ont guidé le secteur agricole pendant plus de 16 ans, à savoir la Stratégie pour le secteur agricole et le document de 2005 sur la politique de sécurité alimentaire et les lignes directrices stratégiques du Lesotho. Les principaux objectifs de la politique sont les suivants:

- construction d'infrastructures durables pour l'agriculture;
- amélioration de la gestion des terres de parcours;
- renforcement des capacités des agriculteurs;
- amélioration de la production de cultures et de produits de l'élevage à haute valeur ajoutée; et
- développement des chaînes de valeur dans l'agriculture.

5.12. La politique agricole nationale répond à la nécessité d'élaborer une politique globale pour le secteur agricole qui fournira une orientation stratégique pour les sous-secteurs agricoles et tous les programmes liés à l'agriculture. Cette politique permettra en outre de garantir la durabilité de l'agriculture commerciale et la sécurité alimentaire.

5.3.1 Plan directeur national relatif à l'irrigation

5.13. Le développement de l'agriculture irriguée au Lesotho est une priorité absolue pour lutter contre la faim, assurer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et créer des possibilités d'emploi. Le Plan directeur national relatif à l'irrigation au Lesotho vise à développer les infrastructures d'irrigation et à accroître la superficie irriguée entre 2021 et 2050.

5.3.2 Politique relative à l'élevage

5.14. Cette politique repose sur quatre piliers, qui visent essentiellement à garantir l'accès à la production de base d'intrants, à renforcer les capacités institutionnelles et les services de soutien, et à favoriser l'intégration de la dimension de genre et la participation des jeunes. La politique a commencé à être mise en œuvre en 2021 et elle devrait conduire à une modernisation de la législation.

5.4 Facilitation des échanges

5.15. Le Lesotho a présenté son instrument de ratification de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges en janvier 2016. Le Comité national de la facilitation des échanges (NTFC) a été créé en septembre 2017 pour coordonner toutes les activités de facilitation des échanges au Lesotho. Ce comité a contribué à l'élaboration de la feuille de route nationale pour la facilitation des échanges en 2019, qui décrit le programme de facilitation des échanges pour cinq ans.

5.16. Ces derniers temps, le Lesotho a lancé plusieurs initiatives destinées à établir une base solide pour la modernisation des douanes et la facilitation des échanges, notamment avec le déploiement du système ASYCUDA World en 2016, qui a ensuite été mis à jour en 2019. En outre, le Portail d'informations commerciales du Lesotho a été modernisé en 2021. Le système de guichet unique national a commencé à être mis en œuvre en 2021. La première phase, qui associe deux organismes publics, a été lancée en juin 2022.

5.17. La deuxième phase du projet consistera à développer le guichet unique national pour intégrer 10 autres organismes publics et sera mise en œuvre à partir de 2023. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le guichet unique permettra de réduire les coûts de transaction pour les entreprises, d'accélérer le dédouanement et la mainlevée des marchandises, et d'accroître la transparence et la prévisibilité. Le Lesotho met en œuvre un système de gestion coordonnée des frontières.

5.5 Politique industrielle

5.18. La politique industrielle du Lesotho élaborée en 2015 est en cours de révision. La révision portera, entre autres, sur les points suivants:

- développement de l'entrepreneuriat et des liens commerciaux;
- augmentation de la valeur ajoutée;
- diversification des produits d'exportation; et
- amélioration des normes et de l'infrastructure qualité.

5.6 Politique d'investissement

5.19. La politique d'investissement de 2015 est elle aussi en cours de révision. Elle a pour objectif de créer un environnement propice à la promotion et à la facilitation de l'investissement et d'intégrer les investissements étrangers et nationaux dans la transformation économique.

5.7 Législation sur la concurrence

5.20. Au cours de la période considérée, le Lesotho a progressé vers la mise en place d'un organisme chargé de réglementer les questions de concurrence. Le projet de loi sur la concurrence, qui prévoit la promotion et la protection de la concurrence par la création d'une commission de la concurrence, l'interdiction des accords restrictifs et de l'abus de position dominante ainsi que la mise en place d'un système de contrôle des fusions, a été élaboré et approuvé par le Cabinet. La Commission sera chargée de superviser toutes les questions liées à la concurrence et aura le pouvoir de surveiller, de réglementer et de contrôler les actes ou les comportements susceptibles de nuire à la concurrence. Le projet de loi en est aux dernières étapes du processus de promulgation.

5.8 Droits de propriété intellectuelle

5.21. Le Lesotho a accompli un certain nombre de progrès notables en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle. Parmi ceux-ci, l'automatisation du système d'enregistrement de la propriété industrielle (IPAS4.0) en 2022. Ce système automatise le traitement des demandes

d'enregistrement de marques, de brevets et de dessins et modèles industriels, les examens et la publication au Journal officiel. En outre, cinq centres d'appui à la technologie et à l'innovation ont été créés.

5.8.2 Politique et stratégie nationales en matière de propriété intellectuelle

5.22. L'examen des politiques, stratégies et plans de développement nationaux a été entrepris en 2022. Le Lesotho est en train d'élaborer une politique et une stratégie nationales en matière de propriété intellectuelle. Une fois que la politique et la stratégie auront été élaborées, les lois du Lesotho sur la propriété intellectuelle seront révisées et mises à jour car elles sont actuellement obsolètes.

5.9 Marchés publics

5.23. Les marchés publics sont un outil de développement important pour le Lesotho. La politique relative aux marchés publics a été élaborée en 2018, notamment pour améliorer la transparence, l'élaboration des politiques, la législation et les processus de passation des marchés publics. La politique prévoit la création de l'Autorité des marchés publics, qui sera responsable du suivi, de la réglementation des activités de passation de marchés et de l'harmonisation des processus.

5.10 Politique énergétique du Lesotho

5.24. Le Plan directeur pour l'électricité (2018-2028) a été élaboré dans le but d'améliorer le taux d'électrification, conformément à l'Objectif de développement durable n° 7, qui prévoit de rendre l'énergie accessible à tous d'ici à 2030. Le plan prévoit l'utilisation des ressources énergétiques durables, telles que l'hydroélectricité, pour la production d'énergie et l'accélération de l'exploitation de ces ressources. Une politique énergétique pour 2015-2025 a également été élaborée en vue de réformer le secteur de l'énergie. Dans ce contexte, un projet de loi sur l'énergie a été rédigé, et une fois promulgué, il facilitera la mise en œuvre de la politique et des réformes. Les réformes proposées prévoient la création d'un fonds national de l'énergie, d'une unité de facilitation des investissements dans l'énergie et d'une agence pour l'énergie rurale.

6 RELATIONS COMMERCIALES RÉGIONALES ET MULTILATÉRALES

6.1 SACU, SADC, ALE SACU-AELE, ACP+ MERCOSUR-SACU

6.1. Le Lesotho cherche constamment à tirer parti des possibilités d'accès aux marchés qui s'offrent à ses produits et services grâce à son adhésion à l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'Accord relatif à la SACU sert de base au dialogue avec les tierces parties. Depuis 2021, la SACU s'est engagée sur la voie de l'industrialisation afin d'améliorer le niveau de développement économique de tous ses États membres et a défini cinq secteurs prioritaires pour atteindre cet objectif. Ces cinq secteurs sont les suivants: produits cosmétiques; cuir et ouvrages en cuir; viande et produits carnés; fruits et légumes; et textiles et vêtements. La SADC met également en œuvre la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC, qui couvrent des chaînes de valeur similaires.

6.2. La priorité est donnée à la mise en place de partenariats et d'une coopération au niveau régional. Le Lesotho développe les chaînes de valeur régionales pour que le secteur privé puisse tirer parti des initiatives lancées par la SACU et la SADC. Les initiatives régionales de promotion du commerce et de l'investissement sont également au cœur de son programme de développement.

6.3. En tant que membre de la SACU, le Lesotho a conclu un certain nombre d'accords commerciaux. L'Accord de libre-échange entre la SACU et l'AELE et l'Accord commercial préférentiel entre la SACU et le MERCOSUR sont des exemples d'accords conclus dans le cadre de la SACU. L'objectif est d'améliorer le commerce avec ces pays en mettant l'accent sur les exportations. La zone de libre-échange entre la SACU et l'AELE fait l'objet d'un réexamen qui a débuté en 2016.

6.2 APE SADC-UE, APE SACU/Mozambique-Royaume-Uni

6.4. L'Accord de partenariat économique (APE) SADC-UE est entré en vigueur en octobre 2016 (pour le commerce des marchandises) après 10 ans de négociations commerciales. Cet accord est axé sur le développement et accorde aux États de la SADC parties à l'APE des conditions asymétriques d'accès aux marchés. En outre, l'UE fournit une assistance technique et financière dans certains

domaines afin d'améliorer le commerce. L'APE offre de nombreuses possibilités aux produits du Lesotho et fait de l'UE l'un des marchés les plus importants pour la diversification de ses exportations. Cet accord permet également d'augmenter les exportations de produits autres que les diamants vers le marché de l'UE et des efforts sont déployés en ce sens. L'Accord fait actuellement l'objet d'un réexamen après cinq ans de mise en œuvre. Les négociations sur le commerce des services sont en suspens; par conséquent, l'Accord ne couvre jusqu'à présent que le commerce des marchandises.

6.5. L'UE a également organisé des formations sur les règles d'origine, en particulier sur l'application du cumul diagonal. Ces ateliers de formation se sont tenus au niveau régional et national et le Lesotho a pu bénéficier d'un renforcement de ses capacités.

6.6. Le Royaume-Uni était également l'un des principaux marchés de l'UE pour la plupart des États de la SADC parties à l'APE, y compris le Lesotho. Suite au Brexit, la SACU et le Mozambique ont conclu un accord commercial visant essentiellement à maintenir les préférences en matière d'accès aux marchés. L'APE SACU/Mozambique-Royaume-Uni est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Les avantages découlant de cet APE sont similaires à ceux offerts par l'UE, étant donné que de l'APE SACU/Mozambique-Royaume-Uni reprend l'APE SADC-UE.

6.3 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)

6.7. La Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) accorde des préférences aux pays africains pour environ 6 400 lignes tarifaires. La loi, qui avait été prorogée par le Congrès des États-Unis en juin 2015, doit arriver à expiration le 30 septembre 2025.

6.8. Le Lesotho a largement bénéficié de la dérogation au titre de l'AGOA, en particulier dans le secteur des textiles et des vêtements. Ce secteur est devenu l'un des plus gros employeurs du Lesotho depuis l'entrée en vigueur de l'AGOA en 2000. Le Lesotho a élaboré une stratégie et un plan d'action nationaux concernant l'AGOA et les a révisés pour la période 2019-25. La stratégie est axée sur la diversification des exportations et vise à accroître la part de marché du pays et à lui permettre de tirer pleinement parti de l'AGOA en réduisant sa dépendance dans le secteur des textiles et des vêtements.

6.9. La mise en œuvre de la stratégie a été affectée par la pandémie de COVID-19 à partir de 2020. Le Lesotho espère que l'AGOA sera prorogée au-delà de 2025 afin de pouvoir mettre en œuvre cette stratégie. À tout le moins, il serait avantageux pour des pays tels que le Lesotho de bénéficier d'un arrangement offrant les mêmes avantages, compte tenu du rôle important que l'AGOA a joué dans le développement économique au fil des ans.

6.4 Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

6.10. L'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est l'un des accords commerciaux les plus importants pour le continent africain et pour le Lesotho. C'est l'un des grands projets prévus dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il a pour but d'accroître le commerce intra-africain et de réduire le taux de chômage élevé sur le continent. La ZLECAf réunit 55 pays du continent africain pour créer un immense marché continental d'environ 1,3 milliard de personnes, avec un PIB combiné de 3 400 milliards d'USD pour les marchandises et les services. L'Accord portant création de ZLECAf est entré en vigueur en mai 2019. La phase opérationnelle de la ZLECAf a été lancée en juillet 2019 et les échanges commerciaux ont commencé en janvier 2021. L'Accord couvre également l'investissement, la concurrence, la propriété intellectuelle et le règlement des différends, domaines qui ont été récemment approuvés lors du sommet tenu en février 2023 à Addis-Abeba.

6.11. Le Lesotho a déposé son instrument de ratification le 27 novembre 2020, marquant ainsi son engagement à mettre en œuvre l'Accord et à participer à toutes les initiatives qui en découlent, y compris les efforts d'industrialisation sur le continent. Pour le Lesotho, la ZLECAf permet d'accéder à de nouveaux marchés pour promouvoir le commerce de la production à valeur ajoutée et l'approvisionnement en intrants sur tout le continent à des conditions libérales. En ce qui concerne le commerce des marchandises, le Lesotho cherche à développer le marché des produits agricoles, des textiles et des vêtements, ainsi que des produits manufacturés d'usage courant.

6.12. Le commerce des services est essentiel pour réaliser les aspirations du Lesotho en matière de développement et la ZLECAf offre une plate-forme pour accroître le nombre de services destinés à l'exportation.

6.5 Zone de libre-échange tripartite

6.13. Le Lesotho fait partie de la Zone de libre-échange tripartite (TFTA). Cette zone offre des possibilités commerciales en termes d'exportations et d'approvisionnement en intrants. La Zone de libre-échange tripartite représente un vaste marché combiné qui regroupe une population d'environ 600 millions d'USD et un PIB de plus de 1,3 milliard d'USD. Cela laisse une certaine latitude pour la diversification des exportations et l'approvisionnement en intrants. Le Lesotho est en train de signer et de ratifier l'Accord sur la Zone de libre-échange tripartite afin de sceller son engagement à faire du commerce avec ses partenaires régionaux.

6.6 Organisation mondiale du commerce

6.14. Le Lesotho est Membre de l'OMC depuis 1995. Il fait partie de différents groupes de pays au sein de l'OMC, lesquels sont établis sur la base du niveau de développement et des intérêts géographiques. Il appartient notamment au Groupe africain, au Groupe des Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et au Groupe des pays les moins avancés (PMA). Le Lesotho adhère au système commercial multilatéral et reconnaît l'importance du commerce pour la transformation économique afin d'assurer la croissance et la prospérité et, en fin de compte, de réduire la pauvreté et de parvenir au développement durable. Les progrès réalisés dans le cadre du Programme de Doha pour le développement (PDD) ont été lents, voire inexistant; de nombreuses questions sont toujours pertinentes et des solutions doivent être trouvées pour mettre tout le monde sur un pied d'égalité dans le cadre du système commercial multilatéral. Ces questions concernent notamment l'agriculture et le développement. Le pilier développement de l'OMC reste essentiel, en particulier en période de grands chocs commerciaux mondiaux comme ceux provoqués par la pandémie de COVID-19 en 2020/21.

6.15. Le système fondé sur des règles s'applique à tous les Membres de l'OMC et l'existence d'un système de règlement des différends fonctionnel permettra d'améliorer les disciplines relatives au commerce au niveau mondial. L'Accord sur la facilitation des échanges est l'une des avancées majeures de l'OMC et il contribue aux grandes réformes en cours au Lesotho.

6.16. L'objectif de l'accession du Lesotho à l'OMC est de sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté et de faire en sorte que le système multilatéral profite à tous les pays pour surmonter les défis socioéconomiques auxquels ils sont actuellement confrontés.

7 ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE

7.1. Le Lesotho a bénéficié d'initiatives d'assistance technique proposées par des partenaires de développement et des organisations internationales au cours de la période considérée. Cette assistance a notamment pris la forme d'ateliers de formation organisés par l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC), les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), la facilitation des échanges et les notifications.

7.2. D'autres organisations internationales, telles que la CNUCED, ont dispensé une formation à la facilitation des échanges au Comité national de la facilitation des échanges sur divers sujets, tels que l'utilisation de l'outil de suivi des réformes ("Reform Tracker").

7.3. Le Lesotho a également bénéficié d'un soutien dans le cadre d'un projet de catégorie 2 du cadre intégré renforcé (CIR). Ce projet a permis de financer l'élaboration de politiques et de stratégies de commercialisation ainsi que des programmes liés aux mesures SPS et aux OTC.

7.4. Le mécanisme de soutien au commerce, qui fournit un financement du Secrétariat de la SADC provenant du 11^{ème} Fonds européen de développement, a soutenu diverses activités telles que la facilitation des échanges, l'amélioration des systèmes SPS et OTC, le soutien à la création de valeur ajoutée dans le secteur horticole, l'élaboration du cadre national de politique commerciale et le renforcement des capacités concernant la politique de la concurrence, le renforcement des normes et de l'infrastructure qualité, et la mise en place d'une administration commerciale et tarifaire.

7.5. Le Projet de diversification économique du secteur privé avait des objectifs spécifiques, tels que l'amélioration des conditions de l'activité des entreprises, le développement des compétences dans le secteur privé, l'amélioration de l'accès au financement, le développement de produits et la diversification des produits d'exportation dans différents secteurs. Le Bureau de l'enregistrement a reçu une formation en ligne et en présentiel sur l'utilisation efficace et efficiente du Système d'automatisation en matière de propriété industrielle (IPAS) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

7.6. Pour assurer une participation efficace au système commercial multilatéral, un soutien supplémentaire doit encore être apporté dans les domaines suivants, entre autres: SPS, OTC, capacité de production, facilitation des échanges et renforcement des capacités institutionnelles.

8 CONCLUSION

8.1. Au cours de la période considérée, le Lesotho a entrepris d'importantes réformes pour améliorer le paysage économique et les moyens de subsistance de la population. Néanmoins, le principal défi consiste à renforcer la capacité de production pour assurer la transformation économique; ce facteur ralentit dans une certaine mesure le rythme de la croissance économique et du développement. En tant que pays sans littoral, le Lesotho est confronté à de nombreuses difficultés qui limitent les avantages qu'il pourrait tirer du commerce. Le coût de l'activité commerciale est relativement élevé pour les pays en développement sans littoral en raison de problèmes tels que les longs délais d'attente à la frontière, la lourdeur des procédures et l'inefficacité des systèmes de transport et de logistique.

8.2. Le Lesotho poursuit son programme de reprise économique en procédant à une planification indispensable et en identifiant les secteurs d'investissement prioritaires. Il atteindra ses objectifs en introduisant les réformes nécessaires pour promouvoir une concurrence saine dans l'écosystème commercial et en facilitant davantage les échanges afin d'attirer de nouveaux investissements tout en conservant ceux existants.

NAMIBIE

1 INTRODUCTION

1.1. La Namibie est stratégiquement située sur la côte sud-ouest de l'Afrique et constitue, grâce au port de Walvis Bay, un passage essentiel pour le commerce de ses pays voisins sans littoral que sont le Botswana, le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe et la République démocratique du Congo avec le reste du monde. D'une superficie de 824 292 kilomètres carrés, elle est l'un des pays les plus faiblement peuplés du monde, avec une population estimée à 2,64 millions d'habitants (données sur la population mondiale des Nations Unies).

1.2. La Namibie est dotée de ressources naturelles éoliennes et solaires et figure parmi les destinations les plus concurrentielles du monde en termes de potentiel de production et d'exportation d'hydrogène vert, considéré un catalyseur de la décarbonation de la planète. À cet égard, un Conseil pour l'hydrogène vert a été créé en novembre 2022 afin d'accélérer le projet d'hydrogène vert. La Namibie possède une infrastructure primaire bien développée et moderne, avec un bon système de transports et la meilleure infrastructure routière d'Afrique, un système de communication efficace, avec des réseaux cellulaires mondiaux et des services de large bande compétitifs au niveau mondial, ainsi qu'un secteur financier très élaboré. L'économie est principalement axée sur les exportations, et les industries extractives, le tourisme, la pêche et l'agriculture représentent les principaux secteurs du pays.

1.3. Dans le secteur du transport et de la logistique, la Namibie se positionne comme une plate-forme logistique internationale.¹ Par comparaison avec les autres ports de la région, le port décongestionné de Walvis Bay permet aux compagnies maritimes de gagner jusqu'à cinq jours de temps de traversée vers l'Europe et les Amériques et offre un tremplin vers le bloc commercial formé par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui donne accès à un marché de 330 millions de consommateurs.

1.4. La Namibie a été un Membre fondateur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, et continue d'œuvrer à la mise en œuvre de politiques compatibles avec les règles du système commercial multilatéral. Conformément au **Préambule de l'Accord de Marrakech** instituant l'OMC, elle attache une très grande importance à la mise en œuvre de toute réforme de l'OMC qui ferait du développement la priorité absolue de tout résultat de négociations et s'engage à accélérer cette mise en œuvre. Elle est l'un des pays les plus stables au monde sur le plan politique, connaît une stabilité démocratique et présente un risque politique faible voire nul. Elle demeure toutefois en proie à de graves difficultés socioéconomique telles que la pauvreté, un taux de chômage élevé et des inégalités de revenus.

1.5. La Namibie est aussi vulnérable aux conditions climatiques, et certaines régions du pays ont par le passé été touchées par de graves sécheresses ou inondations qui ont fortement dégradé l'approvisionnement en produits alimentaires et abîmé les infrastructures ainsi que les pâturages.

1.6. La pandémie de COVID-19, qui est apparue vers la fin de 2019, a placé l'économie et la population namibiennes face à de nouveaux défis. Des interventions et des mesures opportunes ont été mises en œuvre pour contenir la propagation de la maladie, sauver des vies, soutenir les entreprises et limiter tous les impacts socioéconomiques imprévus de cette pandémie. En outre, les mesures de confinement mises en place au niveau national pendant l'état d'urgence, en 2020, ont également eu des conséquences négatives sur les travailleurs namibiens, en particulier dans le secteur informel.

1.7. Au cours de la période considérée, quelques réformes, telles que des réformes institutionnelles et fiscales, ont été engagées afin de formaliser l'économie, d'accroître l'efficacité des secteurs public et privé et d'améliorer la facilité de faire des affaires. Le cinquième examen de la politique commerciale a pour but de mettre en relief l'évolution des politiques commerciales et liées au commerce et de la politique macroéconomique de la Namibie au cours de la période considérée.

¹ Adresse consultée: <https://www.npc.gov.na/wp-content/uploads/2021/11/Logistics-Hub-Master-Plan.pdf>.

2 ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

2.1 Politique monétaire

2.1. Étant donné que le pays fait partie de la zone monétaire commune, la Banque de Namibie, qui est chargée d'élaborer la politique monétaire et d'assurer la stabilité des prix dans l'intérêt d'une croissance économique durable, a réduit le taux des prises en pension de 2,75 points de pourcentage en 2020 pour atténuer les effets négatifs de la COVID-19. Le taux des prises en pension est demeuré inchangé en 2021 et a été augmenté de 300 points de base en 2022, passant de 3,75% à 6,75%. Ce taux de 3,75% a été le plus bas jamais enregistré dans l'histoire de la Namibie depuis son indépendance en 1990. Cette orientation de politique monétaire a été adoptée pour soutenir l'économie en difficulté, tout en préservant le taux de change et le régime de parité entre le dollar namibien et le rand sud-africain.

2.2 Inflation

2.2. En moyenne, l'inflation a été de 4,3% pendant la période considérée (2016-2021). La Namibie dispose d'une marge de manœuvre limitée dans la conduite de la politique monétaire et ne peut donc pas maîtriser l'inflation importée. Son taux d'inflation a atteint 3,6% en 2021, contre 2,6% en 2020. Cela s'explique en grande partie par l'augmentation de l'inflation pour le transport, le logement, les produits alimentaires et les boissons non alcooliques ainsi que par la hausse des prix internationaux du pétrole. Le taux d'inflation le plus élevé (6,7%) a été enregistré en 2016, et le plus faible (2,2%) en 2020.

2.3 Politique budgétaire

2.3. La stabilité politique ainsi qu'une gestion économique saine, associées à un engagement budgétaire soutenu en faveur des programmes sociaux, ont aidé la Namibie à faire face aux activités de développement, mais le contexte économique national difficile a continué de peser sur la politique budgétaire. Au cours des exercices budgétaires 2017/18 et 2018/19, le déficit budgétaire a été maintenu à 5,4%, contre 8,3% pendant l'exercice 2015/16, en raison de l'augmentation des recettes provenant de la SACU et d'un meilleur recouvrement des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. Cela a également permis de réduire le déficit, par rapport au déficit budgétaire de 6,9% enregistré sur l'exercice 2016/17. La révision à la baisse résultait principalement de dispositions budgétaires additionnelles pour le règlement des arriérés et la fourniture de services essentiels.

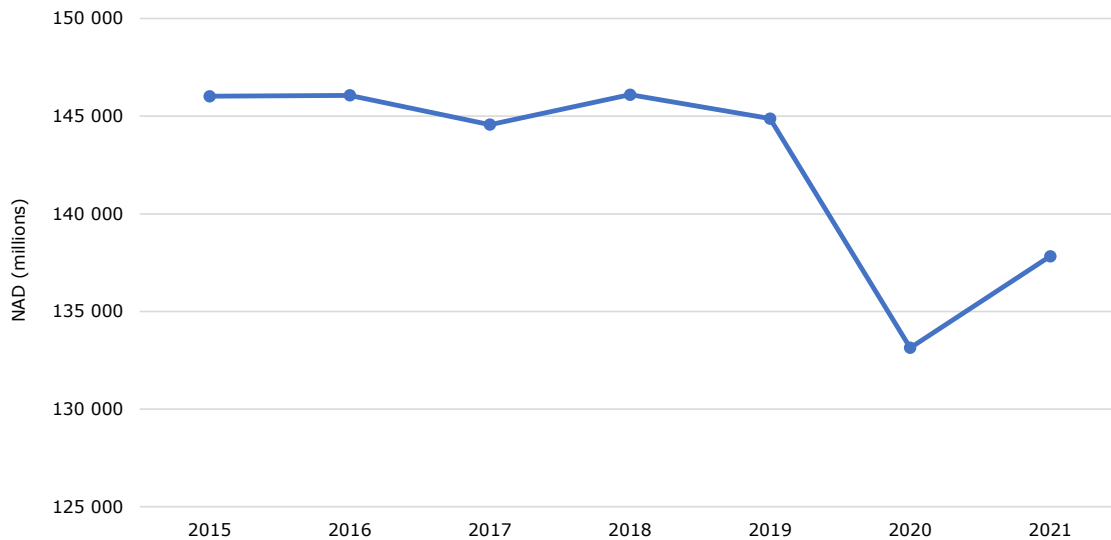
3 CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉSULTATS SECTORIELS

3.1. La COVID-19 a représenté un défi sans précédent pour l'économie namibienne, entraînant un ralentissement de la croissance qui s'est traduit par une contraction de 8% de l'activité économique en 2020, mais la croissance économique a atteint 2,7% en 2021. La croissance négative de 8% correspond à la plus forte contraction jamais enregistrée dans l'histoire du pays. L'économie namibienne a stagné entre 2016 et 2019.

3.2. Le produit intérieur brut (PIB) de la Namibie s'est contracté de 1,6% en 2019, alors qu'il avait augmenté de 1,1% en 2018. Ce ralentissement de l'activité en 2019 s'explique principalement par un recul de 8,9% des industries primaires, sous l'effet notamment d'un fléchissement des résultats dans tous les sous-secteurs, à savoir une baisse de 11% dans les industries extractives et de 5,7% dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

3.3. Le secteur minier a représenté en moyenne 9% du PIB entre 2015 et 2019 et a contribué pour plus de 50% aux recettes de change. En outre, la croissance du PIB en 2021 reposait principalement sur l'amélioration des résultats des industries primaires et tertiaires, du fait de la reprise de la production de diamants et d'uranium, associée à une valeur ajoutée positive en termes réels dans les secteurs du commerce de gros et de détail, de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi que de l'information et de la communication.

3.4. Le secteur tertiaire est resté le principal contributeur au PIB. En moyenne, il a représenté 65% du PIB sur la période 2017-2021, tandis que la contribution au PIB des industries primaire et secondaire s'élevait pour chacune à environ 17%.

Graphique 3.1: Produit intérieur brut (PIB) à prix constants, 2015-2021

Source: Agence de la statistique namibienne, 2023.

3.5. Le secteur agricole est l'un des secteurs les plus importants en Namibie, où environ 70% de la population du pays dépend directement ou indirectement de l'agriculture pour ses revenus et moyens de subsistance, surtout dans le secteur des principales cultures de subsistance. Le secteur agricole est l'un des plus gros employeurs du pays. En 2021, il a connu des difficultés considérables, notamment des invasions de criquets qui ont détruit les pâturages de certaines régions du pays. Au cours de la période considérée, le secteur a connu des fluctuations liées à des catastrophes naturelles, telles que les inondations, la sécheresse et les conflits entre humains et animaux sauvages, en particulier dans les régions septentrionale et occidentale du pays.

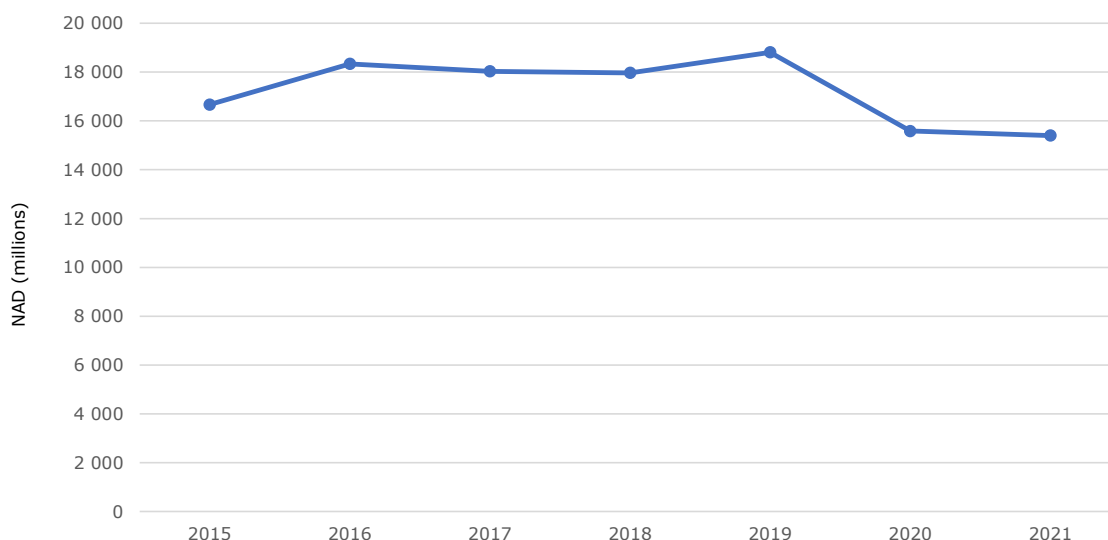
3.6. Le tourisme tient une place importante dans l'économie et l'emploi en Namibie. La pandémie de COVID-19 ainsi que les restrictions en matière de voyages qui en ont découlé ont eu des répercussions négatives considérables sur l'industrie du tourisme et l'économie namibienne dans son ensemble. Le nombre d'arrivées de touristes internationaux en Namibie a chuté de 89%, passant de 1 595 973 en 2019 à 169 565 en 2020. D'après l'Enquête de 2018 sur la population active, le secteur du tourisme employait 83 056 personnes. Or la pandémie de COVID-19 qui a frappé le monde en 2020 s'est traduite par des pertes d'emplois dans plus de 80% des entreprises interrogées, et a entraîné une réduction des effectifs et une baisse des salaires et traitements. Pendant la pandémie, les entreprises du secteur du tourisme ont fait face à des problèmes liés à la baisse de la demande et à leur incapacité à rembourser des prêts. En outre, seulement 24% des entreprises interrogées ont eu accès aux plans gouvernementaux d'aide et de relance. Dans sa Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC, la Namibie n'a inscrit aucune restriction relative à l'accès aux marchés ou au traitement national concernant tout mode de fourniture pour les services d'hôtellerie et de restauration ou les services d'agences de voyages et d'organismes touristiques, et il n'y a pas de restriction à la participation étrangère dans les hôtels et les restaurants en Namibie.

3.7. **Secteur manufacturier** Les fabricants de Namibie ne bénéficient plus des incitations fiscales accordées dans le cadre des ZIE. Cela est dû aux modifications apportées à la Loi de 2020 portant modification de l'impôt sur le revenu qui ont abrogé les dispositions sur les zones industrielles d'exportation qui figuraient dans la Loi n° 24 de 1981 relative à l'impôt sur le revenu. Ces exonérations fiscales qui érodent la base d'imposition sont supprimées progressivement et des zones économiques spéciales durables sont introduites à la place. La Politique nationale relative aux zones économiques spéciales durables vise à instaurer un nouveau cadre régissant l'approche de la Namibie concernant la stratégie de regroupement des activités industrielles et à actualiser et améliorer le régime actuel des zones industrielles d'exportation (ZIE).

3.8. Depuis la création du régime namibien des ZIE, plus de 150 entreprises ont été certifiées en tant qu'entreprises opérant dans les ZIE, et 29 d'entre elles étaient en activité à la fin de 2021. Cependant, en raison d'une conjonction de facteurs défavorables, bon nombre des investissements

approuvés n'ont jamais eu lieu. En 2021, six (6) sociétés ont obtenu le statut de ZIE sans bénéficier d'aucune incitation fiscale par suite des modifications apportées à la Loi relative à l'impôt sur le revenu qui ont abrogé les articles 5, 6 et 7 de la Loi sur les ZIE en décembre 2020. La production des sociétés relevant du régime des ZIE dans les secteurs clés de la transformation, du traitement des minéraux et de l'assemblage des véhicules automobiles est tombée à 1,9 milliard de ZAR en 2021, contre 2,4 milliards de ZAR en 2020, notamment en raison de la pandémie de COVID-19. Le secteur du traitement des minéraux reste le plus gros employeur dans les ZIE, avec 1 454 emplois créés au total. La valeur des exportations en provenance des ZIE a enregistré une légère baisse de 0,24%, passant de 5,48 milliards de NAD en 2020 à 5,46 milliards de NAD en 2021. Par ailleurs, les importations ont augmenté de 1,45% pour atteindre 4,75 milliards de NAD en 2021, contre 4,69 milliards de NAD en 2020.

Graphique 3.2: Total de la valeur ajoutée par le secteur manufacturier 2015-2021

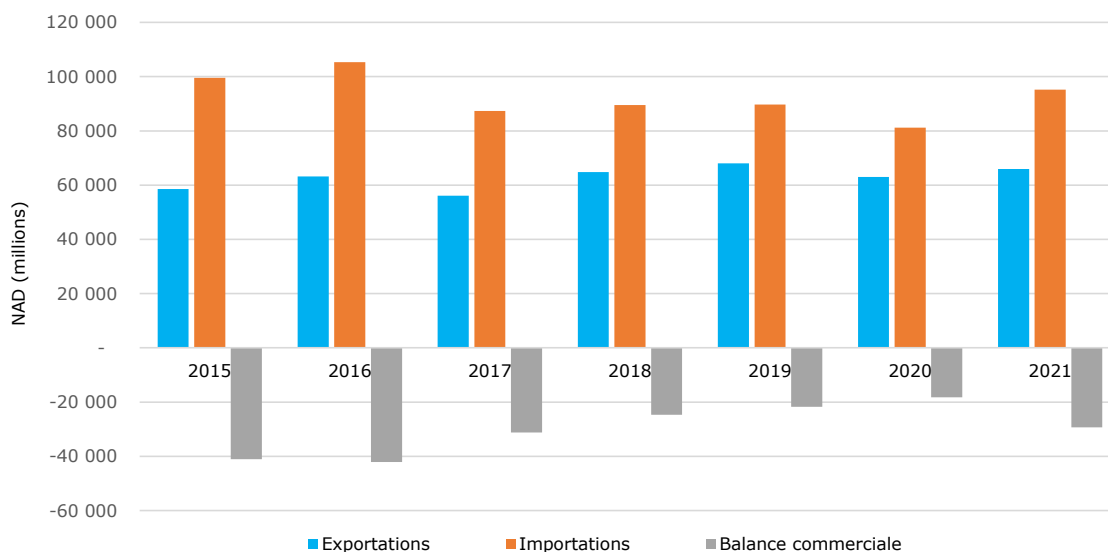


Source: Agence de la statistique namibienne, 2023.

4 BALANCE COMMERCIALE

4.1. Pendant la période considérée, la Namibie est restée un importateur net de marchandises et de services. Elle a ainsi enregistré des déficits commerciaux pour la période 2015-2022, avec un commerce total évalué à 224,7 milliards de NAD en 2022. La valeur de ses importations était de 128,3 milliards d'USD en 2022, soit une augmentation de 34,8% par rapport à l'année précédente où les importations avaient atteint 95,2 milliards de NAD. Par ailleurs, les exportations du pays s'élevaient à 96,4 milliards de NAD en 2022, ce qui représente une augmentation notable de 46,3% par rapport à la valeur enregistrée en 2021 qui était de 65,9 milliards de NAD.

4.2. En 2021, les principales destinations des exportations étaient l'Afrique du Sud (20,1%), la Chine (17,9%), le Botswana (12,6%), la Zambie (7,3%) et l'Espagne (6,3%). Les produits achetés par la Namibie étaient originaires d'Afrique du Sud (49,1%), de Chine (7%), d'Inde (4,7%), du Pérou (3,7%) et des États-Unis (2,6%). Les huiles de pétrole importées en Namibie figuraient au premier rang des produits achetés par le pays au reste du monde en 2021, soit 12,7% des importations totales, suivies par les minerais de cuivre et leurs concentrés (5,4%), les véhicules automobiles pour le transport de marchandises (3,1%), les perles et les pierres précieuses (diamants) (2,8%) et les navires (2,4%).

Graphique 4.1: Statistiques du commerce total 2015-2021

Source: Agence de la statistique namibienne.

4.3. La représentation graphique ci-dessus montre clairement les fluctuations des statistiques du commerce entre la Namibie et le reste du monde. Il est également évident que la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur l'ensemble des statistiques commerciales du pays par rapport aux années précédentes. En outre, on peut observer que le commerce entre la Namibie et le reste du monde a commencé à redresser après 2021.

5 RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

5.1 Création d'organismes autonomes

5.1. Les réformes structurelles ci-après visaient à formaliser les activités économiques, à renforcer l'efficacité des secteurs public et privé ainsi qu'à apporter certaines améliorations à la facilité de faire des affaires.

5.1.1 Administration des revenus de la Namibie (NAMRA)

5.2. L'Administration des revenus de la Namibie (NAMRA) a été établie en vertu de la Loi de 2017 sur le revenu (Loi n° 12 de 2017). Le Ministère des finances a fusionné le Département de l'administration fiscale et la Direction des douanes et de l'accise en une institution semi-autonome appelée Administration des revenus de la Namibie. Depuis sa création, la NAMRA est l'administration de l'État qui est chargée de l'évaluation et du recouvrement des recettes de l'État. En outre, son mandat inclut également la fourniture de services en matière de douanes et d'accises qui permettent de faciliter les échanges, de maximiser le recouvrement des recettes et de protéger les frontières namubiennes contre l'importation et l'exportation illégales de marchandises.

5.1.2 Conseil namibien de promotion et de développement des investissements (NIPDB)

5.3. Le Conseil namibien de promotion et de développement des investissements (NIPDB) a été créé en vertu de la section 21 de la Loi n° 28 de 2004 sur les sociétés, comme une entité autonome du Bureau du Président. Le NIPDB a repris certaines des fonctions auparavant assurées par son prédécesseur, le Centre namibien de l'investissement (NIC), une Direction au sein du Ministère de l'industrialisation et du commerce.

5.4. Le NIPDB est le premier point de contact pour tout investisseur potentiel souhaitant opérer en Namibie. L'objectif est de faire en sorte que la Namibie devienne une destination de choix pour les investissements, en améliorant la facilité de faire des affaires en éliminant les lourdeurs administratives et en procédant à des réformes politiques. En outre, le Conseil promeut et favorise les investissements effectués par des investisseurs étrangers et nationaux et facilite les accords de

coentreprise contribuant au développement économique et à la création d'emplois. Le Ministère de l'industrialisation et du commerce (en particulier la Division de l'investissement) continue d'assurer les fonctions d'élaboration des politiques d'investissement. Compte tenu de la création du NIPDB en 2021, ainsi que d'autres facteurs, la Loi sur l'investissement étranger est en cours de révision. Dans l'intervalle, la Namibie a imposé un moratoire sur la négociation et la signature de nouveaux accords bilatéraux d'investissement jusqu'à ce que la révision de la Loi sur l'investissement étranger soit finalisée.

5.1.3 Agence namibienne pour le développement industriel (NIDA)

5.5. En 2018, la fusion entre la Société namibienne de développement (NDC) et la Société de développement du commerce extérieur (ODC) a donné naissance à l'Agence namibienne pour le développement industriel (NIDA), en vertu de la Loi de 2016 sur le développement industriel (Loi n° 16 de 2016). La NIDA a pour mandat d'accélérer le programme d'industrialisation du pays conformément à ses politiques et stratégies de développement. Elle cherche également à promouvoir l'industrialisation menée par le secteur privé en créant un climat propice aux investissements afin de créer davantage d'emplois au niveau national et de possibilités de croissance économique axées sur l'exportation.

5.1.4 Direction des entreprises et de la propriété intellectuelle (BIPA)

5.6. La Direction des entreprises et de la propriété intellectuelle (BIPA), établie en vertu de la section 3 de la Loi de 2016 portant création de la Direction des entreprises et de la propriété intellectuelle (Loi n° 8 de 2016), est devenue l'autorité compétente qui réglemente, administre et effectue l'enregistrement des entreprises et des droits de propriété intellectuelle en Namibie. Depuis sa création en 2017, elle a fait des progrès concertés sur l'élaboration et l'amélioration de ses cadres réglementaires, tant pour les entreprises que pour les droits de propriété intellectuelle.

5.7. L'enregistrement des entreprises en Namibie est régi par deux (2) grands textes législatifs, à savoir la Loi de 2004 sur les sociétés (Loi n° 28 de 2004) et la Loi de 1988 sur les sociétés fermées (Loi n° 26 de 1988). En 2019, le Ministère du commerce, conjointement avec la BIPA, a procédé à leur évaluation et a déclaré que les lois étaient obsolètes et inadaptées à l'environnement économique de la Namibie. Un projet de réforme du droit des sociétés a été lancé, avec l'élaboration d'un document d'orientation, et devrait permettre d'examiner et enfin de réformer le paysage juridique des sociétés en Namibie. Toutefois, en raison de la pandémie de COVID-19 durant la deuxième partie de 2019, le projet a fait peu de progrès jusqu'en 2022. Il en est aujourd'hui à un stade avancé; un projet de loi devrait être soumis au Parlement au début de 2024 et la loi pourrait possiblement être adoptée d'ici à la fin de 2024.

5.8. La BIPA reste un catalyseur pour la conduite des affaires en Namibie. Le Ministère du commerce a transféré les fonctions d'enregistrement des entreprises à la BIPA, mais les systèmes étaient encore manuels et présentaient de multiples difficultés. L'une des plus importantes concernait la contribution de la BIPA à la facilité de faire des affaires, et plus précisément le nombre de jours qu'il lui faut pour créer une entreprise. Dans le rapport de 2020 (et dernier rapport) de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, la Namibie était classée 104 sur 190 économies. Ce classement médiocre, notamment en ce qui concerne la contribution de la BIPA, était dû à l'utilisation de processus manuels pour l'enregistrement des entreprises, en comparaison avec les pays voisins. Depuis 2021, le BIPA a adopté un nouveau Plan stratégique et d'action intégré, dont le principal objectif est l'automatisation et la transformation numérique. Elle reste la seule autorité compétente du pays pour tenir une base de données vérifiées sur les sociétés enregistrées et les types d'entreprises. Le registre des sociétés tenu par la BIPA dépasse les 200 000 personnes morales à ce jour.

5.9. **En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle (DPI)**, la Namibie a fait des progrès importants au cours de la période considérée. La principale loi namibienne régissant la propriété intellectuelle, à savoir la Loi de 2012 sur la propriété industrielle (Loi n° 1 de 2012), a été adoptée en 2012 mais n'est entrée en vigueur que le 1^{er} août 2018, lorsque la réglementation a été publiée au Journal officiel par le Ministre du commerce. Un bulletin mensuel sur la propriété intellectuelle a vu le jour et publie tous les droits proposés à l'enregistrement auquel il est possible de s'opposer. La Loi a également instauré un organe quasi judiciaire, à savoir le Tribunal de la propriété intellectuelle, qui a été officiellement mis en service en avril 2022.

5.10. Outre la Loi de 2012 sur la propriété industrielle, qui prévoit l'enregistrement et l'octroi de droits de propriété intellectuelle dans les domaines des marques, des modèles d'utilité, des brevets ainsi que des dessins et modèles industriels, la BIPA administre également la Loi de 1994 sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes (Loi n° 6 de 1994). Cette loi est également réputée obsolète et, à ce titre, fait l'objet d'un processus de révision engagé en 2019. La modification de la Loi sur le droit d'auteur en est à un stade avancé puisqu'elle fait actuellement l'objet d'un examen constitutionnel avant sa présentation au Parlement namibien.

5.11. La Namibie a signé un certain nombre d'instruments juridiques internationaux ou y a adhéré. La BIPA a été dûment désignée pour diriger les négociations dans les cycles actuels de négociations du protocole relatif à la propriété intellectuelle dans le cadre de la ZLECAf.

5.2 Réformes fiscales

5.12. La Namibie a mis en œuvre certaines réformes fiscales en vue de renforcer la résilience en matière de mobilisation des recettes nationales et de promouvoir les investissements et les revenus afin de favoriser la bonne mise en œuvre du programme de consolidation budgétaire ainsi qu'une croissance plus forte et inclusive. Les réformes fiscales mises en œuvre au cours de la période visée par l'examen de politique commerciale sont indiquées ci-après.

5.2.1 Système intégré d'administration des impôts (ITAS)

5.13. Le Système intégré d'administration des impôts (ITAS) a été mis en place en 2020 et vise d'une manière générale à améliorer la fourniture de services aux contribuables. Il offre de nombreux services en ligne, comme un accès au compte fiscal des contribuables en temps réel 24/7, un système de libre-service pour les contribuables, la présentation de documents et de déclarations fiscales en ligne, la possibilité d'avoir un aperçu de l'ensemble du compte du contribuable ainsi que le traitement accéléré des formulaires fiscaux avec notification en temps réel du résultat. Le système est pratique, facile à utiliser et efficient du point de vue des coûts.

5.2.2 Prélèvement à l'exportation

5.14. La Namibie a mis en œuvre un prélèvement à l'exportation, en imposant une taxe sur les exportations de certaines marchandises afin d'accroître sa part en valeur dans sa base de ressources, d'encourager d'autres transformations ou valorisations de ces marchandises, ou d'augmenter la valeur ajoutée de ces dernières, de soutenir le développement industriel national ou régional, de promouvoir le développement de chaînes de valeur régionales pour générer des recettes et de répondre à certaines questions connexes.

5.15. Le prélèvement à l'exportation frappe les exportations de minéraux, de produits forestiers, de produits de la pêche, de plantes indigènes, de cuirs et peaux, d'animaux vivants et de produits d'origine animale. Les taux de droits sont prévus et énumérés dans la Loi de 2016 relative à la taxe sur les exportations.

5.16. Le champ d'application du prélèvement à l'exportation a été élargi pour inclure certains autres produits agricoles, forestiers et de la chasse ainsi que d'autres produits miniers qui ne relevaient pas de ce régime de prélèvement. À ce titre, la taxe sur les exportations de pierres de taille a été portée de 2% à 15%, et une taxe sur les exportations de bois d'œuvre de 15% a été introduite.

5.2.3 Taxe environnementale

5.17. La Namibie a introduit la taxe environnementale en 2016 pour réorienter le pays vers une économie verte et une exploitation durable de ses ressources naturelles mais aussi pour accroître les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources naturelles au profit de la population et préserver l'environnement. À terme, l'objectif est de faire en sorte que la Namibie gère durablement son environnement et puisse en même temps en tirer des revenus raisonnables.

5.18. L'introduction de taxes en rapport avec l'environnement constitue un axe stratégique important, conformément à la mise en œuvre du cinquième Plan de développement national de la Namibie.

5.19. Les recettes générées par les taxes en rapport avec l'environnement sont destinées à la gestion des déchets au niveau national, au recyclage, à la biodiversité et à la gestion des écosystèmes, et, en fin de compte, à la réduction des émissions de carbone de l'industrie et des automobiles dans l'atmosphère. La taxe environnementale s'applique à l'importation des sacs en plastique, des batteries jetables, des batteries d'automobiles et de camions, des lampes électriques à incandescence, des pneumatiques neufs, usagés ou rechapés et des véhicules d'occasion.

5.20. En vertu de l'annexe 1 de la Loi de 1998 sur les droits de douane et d'accise (Loi n° 20 de 1998), de nouvelles taxes en rapport avec l'environnement ont été introduites concernant l'importation des huiles lubrifiantes, des sacs en plastique et des batteries jetables, y compris les batteries pour automobiles/camions, notamment les suivantes:

- a) une taxe sur les huiles lubrifiantes de 1,80 NAD par litre; et
- b) une taxe environnementale correspondant à 5% du coût des piles.

5.2.4 Élimination progressive des exonérations fiscales qui érodent la base d'imposition

5.21. En vertu des modifications apportées à la Loi n° 24 de 1981 relative à l'impôt sur le revenu, les dispositions relatives aux avantages accordés aux ZIE ont été supprimées aux fins de l'élimination progressive des incitations fiscales existantes pour les fabricants et les exportateurs de produits manufacturés (comme cela a été expliqué plus haut dans la section "Secteur manufacturier").

6 CONSEIL NAMIBIEN DU COMMERCE

6.1. Dans le dernier rapport sur l'examen des politiques commerciales, il était indiqué que la Namibie était en train de créer son Conseil du commerce. Cependant, en raison de certaines difficultés, la Namibie n'a pas encore réussi à établir le Conseil du commerce (Commission de gestion du commerce). Elle travaille actuellement à l'élaboration d'un projet de loi sur la gestion du commerce qui portera création du Conseil du commerce ainsi qu'à celle du cadre législatif correspondant. Il est prévu que le Conseil namibien du commerce s'occupe de l'administration et de la gestion du commerce international, des enquêtes en matière de droits de douane, de sauvegarde, de droits antidumping ou de droits compensateurs ainsi que des procédures d'importation et d'exportation en rapport avec l'Accord relatif à la SACU et la gestion du commerce international.

7 COMMERCE DES SERVICES

7.1. Le commerce des services et les secteurs de services en général sont des activités économiques importantes pour l'économie namibienne. Ce sont les éléments du produit intérieur brut (PIB) qui ont la croissance la plus forte et la composante la plus importante de l'investissement étranger direct en Namibie. La participation de la Namibie aux négociations commerciales est toujours guidée par les principes de l'OMC (AGCS). En outre, la Namibie a participé aux négociations sur le commerce des services au niveau de la SADC et de la ZLECAf.

7.2. Au niveau de la SADC, la première série de négociations concernait les secteurs de services suivants: communication, construction, énergie, finance, tourisme et transport. Après l'adoption des listes d'engagements des États membres au cours de la première série de négociations, le Comité des Ministres du commerce de la SADC, lors de sa 32^{ème} réunion de juillet 2021, a adopté les lignes directrices pour les négociations et l'établissement des listes aux fins de la deuxième série de négociations. La deuxième série de négociations couvrira tous les secteurs de services restants, à savoir les services fournis aux entreprises, les services de distribution, les services d'éducation, les services environnementaux, les services de santé, les services récréatifs, culturels et sportifs ainsi que d'autres services non compris ailleurs conformément à la Classification sectorielle reproduite dans le document W120.

7.3. Au niveau de la ZLECAf, la Namibie est l'un des États parties dont les Listes d'engagements spécifiques concernant les secteurs prioritaires ont été adoptées. Ces secteurs concernent les services fournis aux entreprises, les services de communication, les services financiers, les services relatifs au tourisme et les services de transport. La Namibie doit à présent se préparer à la réalisation d'échanges commerciaux dans le cadre de l'Initiative pour le commerce guidée par le Secrétariat pour que les entreprises locales puissent bénéficier de cette initiative. La deuxième série de négociations n'a pas encore débuté.

8 FACILITATION DES ÉCHANGES

8.1. Mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

8.2. La Namibie a entamé un processus de revitalisation de son Comité national de la facilitation des échanges (CNFE), établi en 2018 en tant que structure de négociation sur la facilitation des échanges, et travaille ainsi à la révision et à l'adoption du mandat du CNFE. Le mandat révisé du CNFE prévoit la création d'une structure de gouvernance à trois niveaux (secrétariat, technique et pilotage), la révision de la composition du secrétariat du CNFE et l'élaboration d'une stratégie de communication.

8.3. Une fois revitalisé et renforcé, le CNFE sera mieux à même de suivre efficacement l'avancement de la mise en œuvre de la facilitation des échanges dans le cadre de l'OMC grâce à l'outil en ligne "Reform Tracker" mis en place par la CNUCED.

8.4. Actuellement, la présidence et le secrétariat du CNFE sont assurés, respectivement, par l'Administration des revenus de la Namibie et par le Forum commercial de la Namibie, qui relève du Ministère de l'industrialisation et du commerce. À ce jour, le mandat destiné à guider l'action du secrétariat a été élaboré; le document en question a été transmis à la CNUCED pour qu'elle donne des indications.

8.5. En ce qui concerne la notification des engagements des catégories B et C au titre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, la Namibie a présenté des notifications au Comité de la facilitation des échanges de l'OMC en février 2023, conformément à l'article 17 et à l'article 19 dudit accord. Elle a notifié des transferts d'engagements de la catégorie B à la catégorie C.

8.1 Programme de décisions anticipées

8.6. L'Administration des revenus de la Namibie (NAMRA) a fait un pas dans la bonne direction en progressant dans la mise en œuvre de décisions anticipées, ce qu'elle a l'obligation de faire pour que les engagements internationaux souscrits au titre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) soient respectés.

8.7. L'article 3 de l'AFE encourage les États membres à réduire les délais et les coûts associés aux activités commerciales transfrontalières avec tout autre pays dans le cadre du commerce international, tandis que la norme 9.9 de la Convention de Kyoto révisée établit les normes pour la simplification et l'harmonisation des procédures, processus et redevances en matière douanière. Par conséquent, le travail et le mandat de la NAMRA consistent à développer les réformes, à renforcer la qualité des services, à augmenter l'efficacité et à améliorer le recouvrement des recettes ainsi que l'adaptation des processus et du système pour qu'ils répondent mieux aux normes internationales.

8.8. Afin de promouvoir un environnement économique favorable de ce type, et dans le cadre de ses efforts continus pour faciliter les échanges et soutenir les opérateurs économiques, la NAMRA a mis en place un système de décisions anticipées qui peuvent être utilisées par les importateurs, les exportateurs ou toute autre personne intéressée.

8.9. Les décisions anticipées couvrent trois domaines, à savoir la classification douanière, l'évaluation et l'origine: 1) les décisions anticipées en matière de classification fournissent des renseignements sur le code de produits applicable et le taux de droit de douane appliqué aux marchandises importées; 2) les décisions anticipées en matière d'évaluation fournissent des renseignements sur certaines questions relatives à l'évaluation de la valeur en douane des marchandises importées; et 3) les décisions anticipées en matière d'origine fournissent des renseignements sur le point de savoir si des marchandises importées sont originaires d'un pays donné.

8.10. Le système de décisions anticipées est un outil de facilitation des échanges qui a fait ses preuves au niveau international, tant pour les négociants que pour les administrations douanières, et qui renforce la certitude et la prévisibilité des opérations douanières. Les négociants peuvent obtenir des renseignements précis avant d'effectuer une transaction, qu'ils pourront utiliser pour des transactions futures analogues pendant une période spécifiée. Ces renseignements sont publiés sous

la forme d'une décision qui lie l'autorité qui la rend à l'égard du requérant. Cela représente l'approche la plus sûre pour permettre à un négociant de s'assurer que le dédouanement des produits visés par des décisions anticipées est achevé sans retard et de façon prévisible.

8.2 Poste frontière à guichet unique avec le Botswana

8.11. La section 6A de la Loi n° 20 de 1998 sur les droits de douane et d'accise, telle que modifiée, autorise la mise en place d'un poste frontière à guichet unique (OSBP) entre la Namibie et les autres États membres de la SACU situés le long de la frontière. En 2022, la Namibie a signé avec le Botswana un accord relatif à l'OSBP qui, à ce jour, n'a pas encore été mis en œuvre. Une fois que l'OSBP sera opérationnel, tous les dédouanements pourront être effectués soit en Namibie soit au Botswana.

8.3 Environnement de guichet unique national de la Namibie

8.12. La Namibie a entrepris de mettre en place un Guichet unique national pour que les acteurs du commerce et du transport puissent soumettre des informations et documents normalisés en un point d'entrée unique afin de satisfaire à toutes les formalités requises en cas d'importation, d'exportation et de transit. Les efforts déployés pour la mise en place de ce guichet se poursuivent.

9 CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

9.1. La Namibie a commencé à élaborer son cadre national de politique commerciale, qui en est actuellement au stade final. Le cadre de la politique commerciale est élaboré pour orienter les relations commerciales de la Namibie avec le reste du monde, dans le cadre d'engagements concernant le commerce de marchandises et de services au niveau bilatéral, régional et multilatéral. L'établissement de ce cadre national s'inscrit dans le contexte du développement national à long terme du pays, qui aspire à obtenir le statut de pays développé.

9.2. Depuis l'indépendance du pays en 1990, les interactions commerciales de la Namibie avec le reste du monde correspondent à une multitude de lois et réglementations nationales en rapport avec le commerce qui sont administrées par divers ministères et organismes publics; et à des obligations et engagements découlant de son adhésion à l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à d'autres arrangements commerciaux bilatéraux.

9.3. L'objectif général de la politique commerciale de la Namibie est de contribuer à la diversification économique du pays en favorisant et en stimulant la compétitivité du secteur commercial afin d'accroître les exportations de biens et de services.

10 PLAN DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL ET VISION 2030

10.1. La Vision 2030 de la Namibie est conçue comme une vision globale unificatrice servant à piloter les plans quinquennaux de développement du pays, du premier au sixième plan de développement national et, en même temps, à fournir des orientations aux ministères/bureaux et organismes gouvernementaux, au secteur privé, aux ONG, aux organisations de la société civile ainsi qu'aux autorités régionales et locales.

10.2. La Namibie a élaboré en 2016 un plan à court terme intitulé "Harambee Prosperity Plan I" pour compléter les plans de développement nationaux et la Vision 2030. Ce plan reposait sur une approche ciblée afin d'obtenir des résultats significatifs dans certains domaines prioritaires définis.

10.3. À ce jour, la Namibie a élaboré son cinquième plan national de développement, qui a été appliqué à compter de l'exercice 2017/18 jusqu'à l'exercice 2021/22. Il s'agit du cinquième d'une série de six (6) plans nationaux de développement, dont le but est de mettre en œuvre et de réaliser les objectifs et les aspirations portés par l'initiative à long terme Vision 2030 lancée par la Namibie. Au cours de l'exercice 2023/24, des mesures seront prises pour examiner le cinquième plan national de développement (qui a été prolongé de deux ans) et mener à bien ses programmes et projets. L'examen du ce cinquième plan complètera les constatations et recommandations formulées dans le cadre de la révision de la Vision 2030 puisqu'il permettra de documenter ses réalisations, ses difficultés et ses recommandations dans des domaines et secteurs thématiques en vue de leur examen futur.

10.4. Le Cabinet a donné des instructions pour l'élaboration du sixième plan national de développement pour les exercices 2025/26 à 2030/31 et pour accélérer les programmes et projets dans le cadre du plan Harambee Prosperity Plan II.

11 ACCORDS COMMERCIAUX

11.1 Arrangements commerciaux internationaux et régionaux

11.1. La Namibie est une économie ouverte et attache de ce fait une grande importance au commerce, tant régional que mondial, comme moyen de s'assurer des débouchés, de développer les marchés d'exportation et de promouvoir une forte coopération économique internationale et régionale. Elle a signé un certain nombre d'accords commerciaux régionaux et internationaux; à cet égard, il convient notamment de signaler l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Accord entre la SACU et le MERCOSUR, l'APE entre la SADC et l'UE, l'APE entre la SACU, le Mozambique et le Royaume-Uni, l'ALE entre la SACU et l'AELE, etc.

11.2 Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

11.2. Au niveau continental africain, la Namibie a signé l'Accord portant création de la ZLECAf le 2 juillet 2018 et l'a ratifié le 25 janvier 2019. L'instrument de ratification a été déposé auprès de la Commission de l'Union africaine le 1^{er} février 2019. La Namibie s'est engagée à mettre pleinement en œuvre la ZLECAf et, à cet égard, a adopté une stratégie nationale pour la mise en œuvre de la ZLECAf, laquelle lui donne la possibilité d'accroître ses exportations intra-africaines et de renforcer ses capacités en matière de fabrication et de services grâce à ses exportations à travers tout le continent africain.

11.3 Accord tripartite (SADC, CAE, COMESA)

11.3. La Namibie a signé l'Accord de libre-échange tripartite (SADC, CAE, COMESA) le 10 juin 2015 qu'elle a ratifié le 29 octobre 2019. Elle a présenté ses offres en matière de commerce des services dans cinq secteurs de services prioritaires, à savoir les services financiers, les services aux entreprises, les services touristiques, les services de transport et les services de communication.

11.4 Accord commercial préférentiel entre la Namibie et le Zimbabwe

11.4. La Namibie continue de coopérer avec le Zimbabwe dans le cadre d'un accord commercial préférentiel. Cet accord, qui est le seul accord commercial préférentiel conclu par la Namibie au niveau bilatéral, est régi par des règles d'origine et prévoit l'octroi réciproque d'un traitement en franchise de droits avec le Zimbabwe. L'Accord a été notifié à l'OMC conjointement par les Parties en 2021, conformément à l'article XXIV du GATT.

11.5 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)

11.5. La Namibie fait partie des pays d'Afrique subsaharienne admissibles au bénéfice de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique, qui prévoit un accès préférentiel aux marchés des États-Unis d'Amérique dans le cadre d'un arrangement commercial unilatéral. Elle a élaboré et lancé le 10 mai 2021 sa stratégie d'utilisation de l'AGOA, qui vise à accroître les exportations namibiennes vers les États-Unis. Au cours de la période considérée, la Namibie a effectué des échanges commerciaux dans le cadre de l'AGOA et a ainsi exporté des produits comme la viande de bœuf, le charbon de bois, la bière et le marbre granitique vers le marché des États-Unis.

11.6 Organisation mondiale du commerce

11.6. La Namibie est partie à l'Accord sur l'OMC depuis 1995. Sa Mission permanente auprès de l'OMC à Genève continue de coordonner des activités liées aux questions intéressant l'OMC, conjointement avec le Ministère de l'industrialisation et du commerce qui est le point focal national pour les questions relatives à l'OMC.

11.7 APE entre la SACU, le Mozambique et le Royaume-Uni

11.7. Le Brexit a nécessité la négociation de l'Accord de partenariat économique entre la SACU, le Mozambique et le Royaume-Uni. Cet accord, qui est entré en vigueur le 31 décembre 2020, a été transposé à partir de l'APE conclu entre la SADC et l'UE pour éviter de perturber les échanges commerciaux entre les pays de la SACU et le Royaume-Uni.

11.8 SACU-AELE

11.8. L'un des avantages découlant pour la Namibie de sa participation à l'accord entre la SACU et l'AELE est la garantie d'un accès aux marchés pour les produits namibiens, tels que la viande de bœuf, qui bénéficient de droits de douane réduits lorsqu'ils sont exportés vers l'AELE et d'autres destinations. Les marchandises de la Namibie bénéficient d'un traitement différent par rapport aux marchandises provenant de pays qui n'ont pas conclu d'accord de libre-échange avec l'AELE. La pandémie de COVID-19 a également affecté la conclusion du processus d'examen de l'Accord.

11.9 APE entre la SADC et l'UE

11.9. La Namibie est aussi partie à l'Accord de partenariat économique (APE) entre le Groupe APE de la SADC et l'Union européenne (UE). Cet accord est entré en vigueur intégralement le 28 février 2018. La Namibie a bénéficié de cet accord, qui lui a permis d'exporter de la viande de bœuf et du raisin vers l'UE.

11.10. Afin de mettre pleinement en œuvre l'APE entre la SADC et l'UE, la Namibie a lancé, avec le soutien technique de l'UE, le Plan national de mise en œuvre de l'APE en 2022 pour faire en sorte que les avantages potentiels qui pourraient découler de cet instrument soient pleinement utilisés par les bénéficiaires visés, que sont les exportateurs, les importateurs, les consommateurs et l'ensemble du milieu des affaires. En tant que partie à l'Accord, elle participe également au processus d'examen de l'APE entre la SADC et l'UE qui est en cours.

12 ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC

12.1. La Namibie continue de bénéficier des activités d'assistance technique et de formation proposées par l'OMC dans le cadre de formations de courte durée, comme les cours avancés de politique commerciale (CAPC), les cours régionaux de politique commerciale de niveau intermédiaire, les séminaires régionaux, les ateliers et les activités de formation sur plusieurs questions commerciales. Au cours de la période considérée, elle a amélioré les capacités de ses fonctionnaires chargés des questions commerciales pour la conduite d'activités dans ce domaine, notamment en ce qui concerne différents accords de l'OMC, à savoir l'Accord général sur le commerce des services, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, ainsi que d'autres questions liées au commerce.

12.2. Pendant presque 10 ans, à savoir sur la période 2012-2019, la Namibie n'a pas bénéficié du programme de stages de l'OMC d'une durée de 10 mois; or en 2020, elle a commencé à participer à ce programme et quatre fonctionnaires ont ainsi pu en bénéficier entre 2020 et 2023.

13 CONCLUSION

13.1. Le cinquième examen de la politique commerciale de la Namibie se déroule alors que cette dernière doit encore adopter des mesures qui lui permettraient d'accélérer la croissance économique, de renforcer l'investissement direct national et étranger et d'avoir la possibilité d'augmenter la valeur ajoutée des matières premières. Le gouvernement continue d'appliquer une politique budgétaire bien plus expansionniste et une politique monétaire accommodante afin de soutenir des activités économiques axées sur la réduction de la pauvreté.

13.2. La Namibie continue d'entretenir des relations commerciales avec ses partenaires commerciaux et reste déterminée à contribuer à un commerce ouvert et libéralisé dans le cadre du système commercial multilatéral.

AFRIQUE DU SUD

1 INTRODUCTION

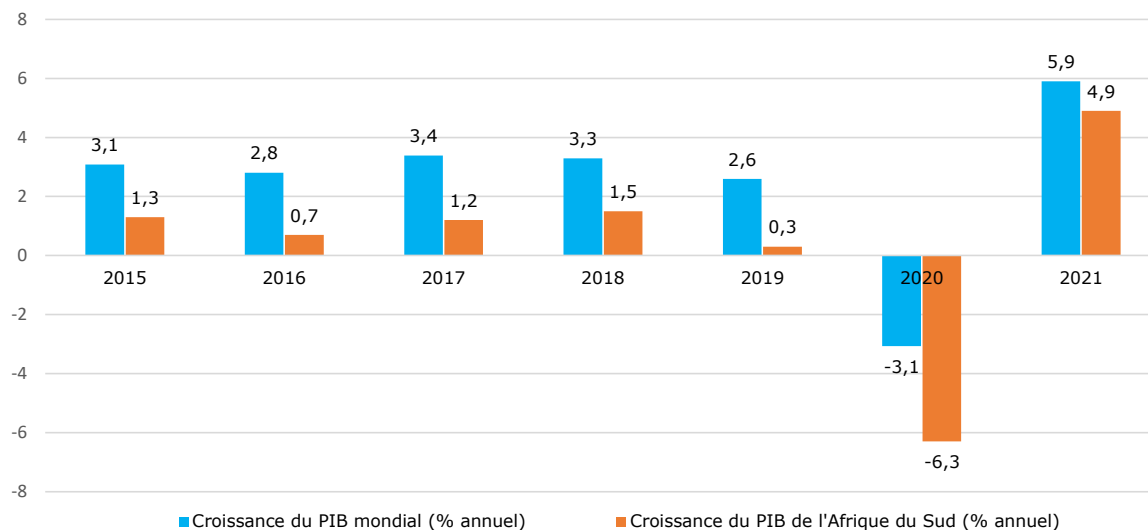
1.1. La période visée par le cinquième examen de la politique commerciale de l'Union douanière d'Afrique australe (2015-2023) a été marquée par de multiples crises, dont un ralentissement économique mondial constant, la pandémie de COVID-19, le conflit entre la Russie et l'Ukraine et l'augmentation des catastrophes liées au changement climatique. Ces évolutions de la conjoncture mondiale ont aggravé les difficultés que posent la pauvreté, le chômage et l'inégalité auxquelles reste confrontée l'Afrique du Sud. Ces difficultés se font voir dans la croissance économique atone, la dépendance persistante à l'égard de marchés mondiaux instables pour la production minière de l'Afrique du Sud et les résultats globalement insatisfaisants, y compris en ce qui concerne la part de la production de valeur ajoutée destinée à l'exportation. Le nouvel environnement global a également été marqué par des mesures commerciales unilatérales de plus en plus manifestes qui ont limité l'accès à des marchés mondiaux d'importance.

1.2. L'examen de la politique commerciale de la SACU est un instrument important pour rendre compte de l'évolution de l'environnement économique. En conséquence, le renforcement de l'intégration régionale s'est traduit par une réduction marquée des obstacles tarifaires et non tarifaires.

1.3. L'Afrique du Sud reste convaincue que les efforts en faveur de l'industrialisation, de la fabrication de produits à valeur ajoutée, de l'augmentation des exportations et de la mise en œuvre de l'industrialisation régionale par le biais de programmes dans le cadre de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sont essentiels pour placer l'économie sud-africaine sur une nouvelle voie menant à la croissance durable. La mission principale consistera donc à garantir la croissance économique inclusive, la transformation et l'augmentation de l'emploi. Ce processus comporte plusieurs dimensions, mais implique, entre autres choses, d'accroître l'impact de la politique industrielle sud-africaine pour que le développement industriel devienne un vecteur clé de l'augmentation de la croissance selon un nouveau plan de croissance qualitativement différent. Dans le cadre de la politique industrielle à grand impact, il est prévu, entre autres, d'étoffer et d'élargir le programme de développement des infrastructures; de réaliser plusieurs projets de valorisation minière; de faire progresser l'intégration active du développement sur le continent africain; et de repositionner le secteur manufacturier sud-africain dans le contexte des efforts d'industrialisation du continent.

2 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES ET SUD-AFRICAINES

2.1. Les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées au cours des 30 dernières années, caractérisées par des améliorations fluctuantes pour des pays en développement comme l'Afrique du Sud.

Graphique 2.1: Perspectives économiques mondiales et sud-africaines, 2015-2022

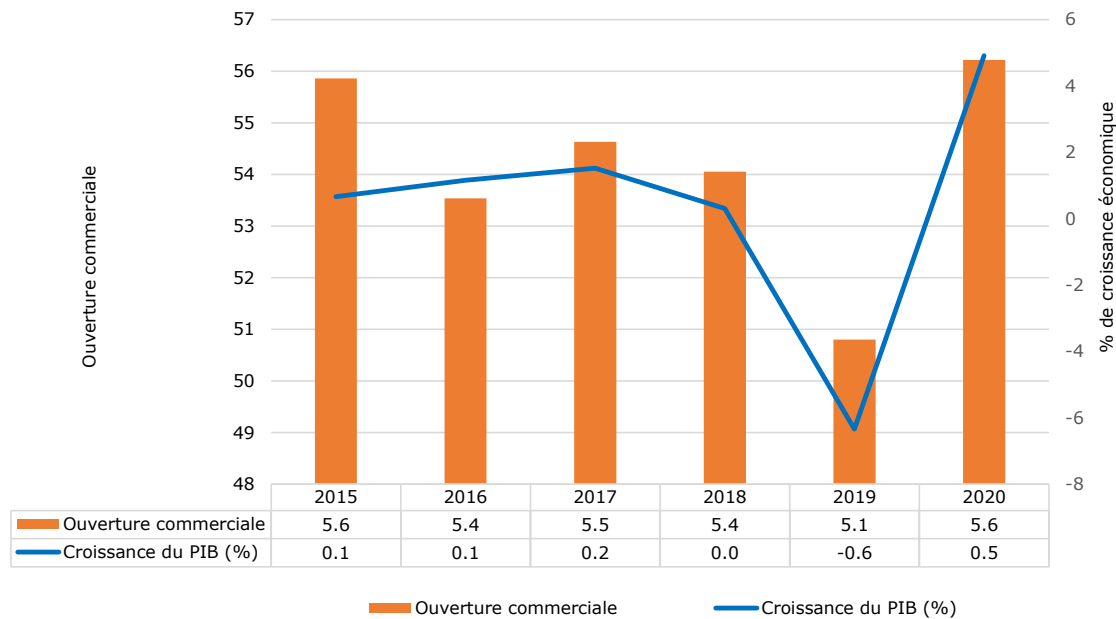
Source: Banque mondiale et Banque de réserve sud-africaine (SARB).

2.2. La croissance mondiale moyenne entre 2015 et 2022 a été de 2,6%, tandis que l'Afrique du Sud a enregistré une croissance économique de 0,5% pendant la période à l'examen. La croissance économique en Afrique du Sud est inférieure au taux de la croissance économique mondiale depuis 2015, ce qui étaye l'opinion largement répandue qui veut que les exportations de l'Afrique du Sud aient progressé à un rythme beaucoup plus lent que le reste du monde. De plus, l'Afrique du Sud a enregistré des résultats médiocres par rapport aux pays à revenu intermédiaire et à quelques pays d'Afrique subsaharienne. Après la pandémie de COVID-19 en 2020, la croissance du PIB réel de l'Afrique du Sud s'est contractée à -6,3%, alors qu'elle affichait un taux de 0,3% en 2019. Dans le même temps, la croissance du PIB réel mondial affichait un taux de -3,1%. Si la pandémie de COVID-19 a contribué au net recul du PIB réel de l'Afrique du Sud en 2020, les troubles sociaux et la contraction de la production dans le secteur manufacturier et les industries extractives ont été des facteurs majeurs dans la contraction du PIB réel.

2.3. L'impact de la pandémie de COVID-19, associé à un approvisionnement en électricité constamment insuffisant, a réduit le potentiel de croissance économique en Afrique du Sud, empêchant ainsi les programmes d'industrialisation d'apporter une contribution significative à la création d'emplois, à la lutte contre la pauvreté et à la résorption des inégalités.

3 RÉSULTATS COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD

3.1. Les exportations de l'Afrique du Sud ont pris du retard par rapport aux exportations du reste du monde (pays en développement et pays développés) au cours des dernières décennies, ce qui a vraisemblablement freiné la croissance économique générale. De multiples raisons expliquent ces résultats commerciaux, telles que la structure du panier des exportations du pays (qui reste dominé par des produits de base), sa dépendance à l'égard d'un nombre limité de marchés d'exportation certes importants, mais matures, et la compétitivité coûteuse et déclinante de l'environnement économique général. Les échanges de produits manufacturés de l'Afrique du Sud avec le reste de l'Afrique augmente considérablement en raison du rôle important que joue le pays en tant que plate-forme importante pour la logistique et les services dans la région.

Graphique 3.1: Perspectives économiques mondiales et sud-africaines, 2015-2022

Source: Banque mondiale.

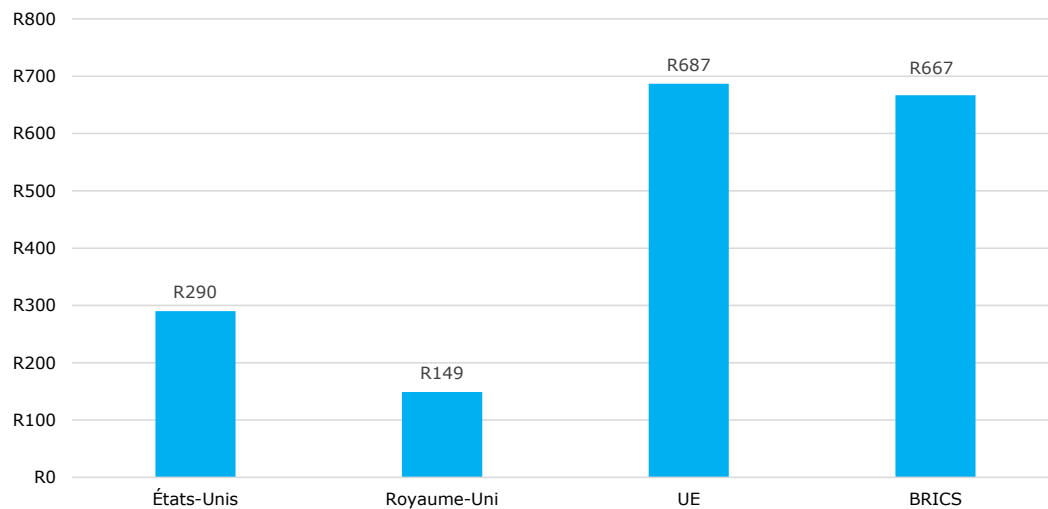
3.2. L'ouverture commerciale de l'Afrique du Sud semble suivre la courbe de la croissance du PIB telle qu'illustrée dans la figure 2 ci-dessus. L'Afrique du Sud a enregistré une croissance économique inférieure à 1,2% entre 2015 et 2018. En 2019, l'économie sud-africaine s'est contractée à un taux de -6,3%. L'ouverture commerciale s'est révélée être un facteur important pour la trajectoire économique sud-africaine. L'Afrique du Sud est restée ouverte pendant la période de la pandémie de COVID-19, notamment pour l'importation de produits pharmaceutiques. L'expansion des exportations a contribué au PIB, tandis que la croissance économique modérée s'est traduite par une augmentation des importations. La croissance future de l'Afrique du Sud sera donc probablement influencée par sa capacité d'accéder à des intrants à des prix compétitifs et par son aptitude à accroître ses exportations vers de nouveaux marchés et vers les marchés existants.

4 ÉCHANGES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD AVEC LE RESTE DU MONDE

4.1. Les échanges commerciaux de l'Afrique du Sud avec le reste du monde sont importants. Ils le sont particulièrement avec le bloc de l'Union européenne, les BRICS dans leur ensemble, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et plusieurs pays du Moyen-Orient. Sur le continent africain, le Botswana, la Namibie et le Nigéria sont d'importants partenaires commerciaux.

Graphique 4.1: Échanges commerciaux avec l'UE, les BRICS, les États-Unis et le Royaume-Uni en 2021

(Milliards de ZAR)



Source: Département du commerce, de l'industrie et de la concurrence (DTIC).

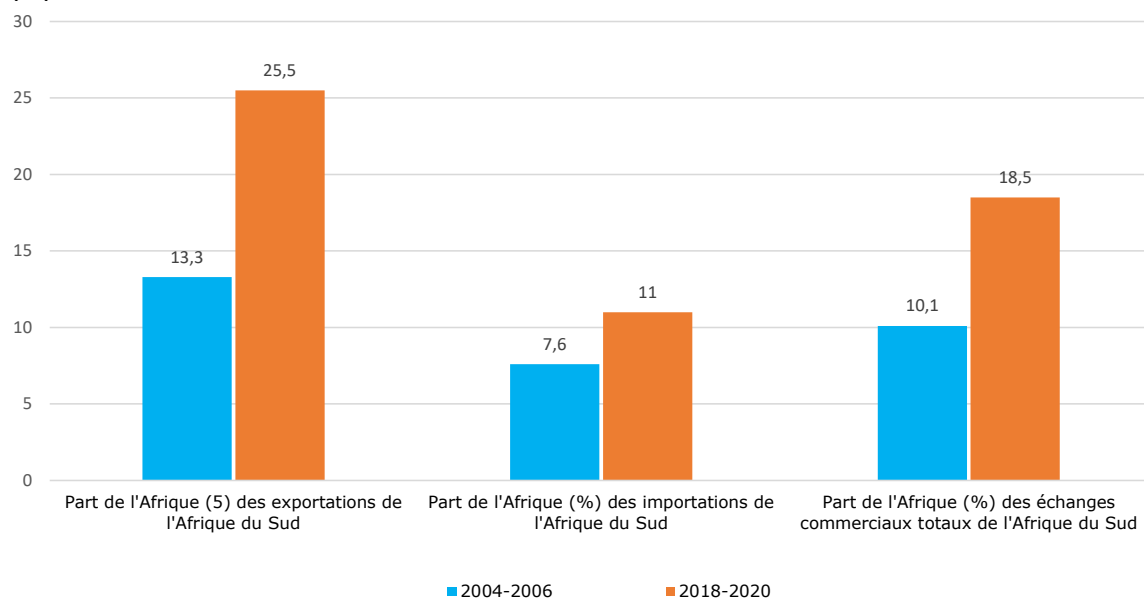
4.2. L'Union européenne (UE) est le plus important partenaire commercial de l'Afrique du Sud et représentait 21% (687 milliards de ZAR) du commerce total en 2021. Elle est suivie par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, avec une valeur des échanges qui s'élevait respectivement à 290 milliards de ZAR et 149 milliards de ZAR. Le commerce avec ces pays est soutenu par l'accès préférentiel aux marchés de l'UE, des États-Unis et du Royaume-Uni qui est accordé dans le cadre, respectivement, de l'APE entre l'UE et la SADC, de l'AGOA, et de l'APE entre le Royaume-Uni et la SACU/le Mozambique. Les échanges totaux entre l'Afrique du Sud et les BRICS se sont élevés à 667 milliards de ZAR, les exportations représentant 41% et les importations 59%.

5 ÉCHANGES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD AVEC LE RESTE DE L'AFRIQUE

5.1. L'intégration africaine reste importante pour que les pays africains surmontent les limites inhérentes à de petites économies fragmentées.

Graphique 5.1: Échanges commerciaux de l'Afrique du Sud avec l'Afrique

(%)



Source: Banque mondiale.

5.2. Pour la période 2018-2020, les exportations intra-africaines se sont élevées à 16,3%. Les marchés africains étaient essentiels pour les exportateurs africains et la majorité des produits étaient des produits manufacturés à valeur ajoutée. Entre 2018 et 2022, 25,5% des exportations mondiales totales de l'Afrique du Sud ont été destinées à l'Afrique. Les produits manufacturés représentaient 64,3% des exportations sud-africaines à destination de l'Afrique, alors qu'ils composaient 43,9% du panier global des exportations du pays. Il s'agissait principalement de commerce de produits à valeur ajoutée, et non de produits de base. Du fait du pourcentage très élevé de ses importations de produits pétroliers, la balance commerciale de l'Afrique du Sud avec l'Afrique – à l'exclusion de la SADC – a fluctué entre excédent et déficit.

6 PLAN DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL

6.1. Le Plan de développement national (NDP) brosse un portrait de l'Afrique du Sud à l'horizon 2030, un pays qui enregistre une croissance économique inclusive plus forte, pouvant atténuer les trois fléaux que sont le chômage, la pauvreté et les inégalités. Le NDP est une vision nationale qui prévoit que toutes les parties prenantes souscrivent globalement à un plan gouvernemental, et qui est essentielle à la transformation de l'économie sud-africaine. Afin que cette vision se concrétise, le NDP fixe des objectifs à long terme en matière d'investissement, de croissance et de création d'emplois, et énonce une stratégie globale faisant fond sur d'autres politiques et programmes pour les atteindre. Cette stratégie s'articule autour de thèmes fondamentaux: l'importance du développement des infrastructures pour soutenir la croissance et accroître l'égalité; la nécessité de stratégies sectorielles afin d'encourager la diversification économique en faveur de secteurs qui créent davantage d'emplois; la nécessité impérieuse d'améliorer l'éducation et le développement des compétences de base; la reconnaissance du fait que la croissance de l'économie sud-africaine passe par le développement de l'Afrique.

7 ÉLABORATION DES POLITIQUES ET MESURES D'INTERVENTION

7.1 Plan de reconstruction et de reprise économique

7.1. Face aux difficultés engendrées par la pandémie de COVID-19, l'Afrique du Sud a mis en place le Plan de reconstruction et de reprise économique (2020) afin de promouvoir une croissance économique équitable et inclusive. L'apparition de la pandémie de COVID-19 a révélé la vulnérabilité de l'Afrique du Sud. Quand la pandémie a frappé l'Afrique du Sud, l'économie a connu deux semestres de récession consécutifs et souffert des inégalités structurelles, du chômage et de la pauvreté qui existaient depuis longtemps.

7.2. Fondamentalement, il existe un consensus entre les partenaires sociaux qui veut que générer de la croissance et un développement inclusif, compte tenu de la trajectoire historique sud-africaine, implique une forme d'État exceptionnelle – un État compétent. Un État compétent est un facteur important en l'absence duquel le Plan de reconstruction et de reprise économique ne permettra pas de concrétiser la détermination de l'Afrique du Sud à redynamiser l'économie.

7.3. Le Plan sud-africain de reconstruction et de reprise économique compte trois phases, à savoir:

- intervention et préservation: cette phase inclut des mesures d'intervention sanitaire globales pour sauver des vies et freiner la propagation de la pandémie de COVID-19;
- redressement et réforme: cette phase comprend des mesures visant à redresser l'économie tout en maîtrisant les risques sanitaires; et
- reconstruction et transformation: cette phase prévoit la mise en place d'une économie durable, résiliente et inclusive.

7.4. Le Plan sud-africain de reconstruction et de reprise économique donne la priorité: i) à des investissements dynamiques dans l'infrastructure; ii) à la promotion de l'industrialisation et de l'investissement; iii) à la résolution de la crise énergétique; iv) au soutien de la croissance du tourisme; v) à la promotion d'une croissance inclusive en termes d'égalité des genres, y compris la participation des femmes et des jeunes; vi) à la sécurité alimentaire; et vii) à des mesures d'intervention massives en faveur de l'emploi.

7.5. Des dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre du NDP sont en vigueur, notamment la surveillance de la mise en œuvre des programmes identifiés dans le Plan. La dimension du contrat social et la mobilisation des ressources qui y est associée visent à faire en sorte que des efforts de

coopération et de collaboration soient déployés en vue de faire croître l'économie, de protéger les pauvres et les vulnérables, de transformer la structure de la propriété dans l'économie et d'améliorer la compétitivité.

7.2 Stratégie industrielle repensée et approche fondée sur des plans directeurs

7.6. En 2019, l'Afrique du Sud a mis en place sa Stratégie industrielle repensée (RIS), qui représente une importante avancée dans l'intensification de ses efforts visant à promouvoir l'industrialisation à long terme et la diversification des branches de production afin de réduire la dépendance à l'égard des produits de base traditionnels et des services non exportables. La RIS contribue aux changements structurels nécessaires à l'augmentation de la production dans les secteurs à valeur ajoutée ayant un effet multiplicateur marqué sur l'emploi et la croissance. Par conséquent, la RIS met l'accent sur les branches de production et de services ayant une plus grande capacité d'absorption de la main-d'œuvre, et sur la participation accrue des personnes et des régions historiquement défavorisées dans l'économie; de plus, il vise à faciliter, à moyen terme, la contribution de l'Afrique du Sud au développement industriel du continent africain.

7.7. La RIS souligne de nouveau le rôle que joue l'État dans la modification de la trajectoire de croissance de l'économie sud-africaine en soutenant de meilleurs résultats, un dynamisme accru et une compétitivité renforcée de l'industrie. Ainsi, l'accent est mis sur la promotion de la modernisation d'une production industrielle à valeur ajoutée et ayant une capacité d'absorption de la main-d'œuvre, ainsi que sur la diversification de l'économie pour réduire la dépendance excessive à l'égard des produits de base et des services non exportables.

7.8. Un des piliers de la RIS est l'élaboration de plans directeurs, dont l'élément-clé est le fort contrat social entre les pouvoirs publics, l'industrie et les mouvements syndicaux, en vertu duquel chaque partenaire social s'engage à mettre en œuvre des mesures d'intervention concrètes pour transformer et construire l'économie. Des programmes ciblés qui incluent les travaux en cours sur l'élaboration de plans directeurs sectoriels pour remédier aux difficultés en matière de compétitivité, en mettant l'accent sur la localisation et la valorisation, éclairent la politique commerciale de l'Afrique du Sud. Ces efforts sont essentiels pour favoriser une économie plus dynamique et inclusive qui crée de nouvelles possibilités pour les petites entreprises et pour les femmes et les jeunes en leur permettant de participer à l'économie en tant que travailleurs et qu'entrepreneurs.

7.9. Les plans directeurs décrivent la vision à long terme pour les différents secteurs, y compris les piliers et objectifs stratégiques. Les secteurs dotés de plans directeurs sont l'agriculture, l'agroalimentaire, l'aérospatiale et la défense, l'économie numérique, la sylviculture, l'économie de la santé, l'économie des océans, les énergies renouvelables, le tourisme, le secteur automobile, les meubles, l'acier, le sucre, les volailles, la vente au détail de vêtements, les textiles, le cuir et les chaussures. La RIS et les plans directeurs y afférents visent à augmenter la production industrielle, à sauver des emplois et à relever le niveau d'emploi en Afrique du Sud. Une approche collaborative et des partenariats solides entre des MPME et de grandes entreprises permettront de redynamiser l'économie et de conduire à une réindustrialisation effective.

7.3 Cadre de la politique et de la stratégie commerciales

7.10. Le gouvernement sud-africain, par le biais du DTIC, poursuit une approche stratégique de la politique commerciale, axée avant tout sur le soutien au développement industriel de l'Afrique du Sud, à la croissance de l'emploi et à la croissance de l'économie. La politique s'inscrit dans une stratégie plus vaste visant à accélérer la croissance sur une trajectoire permettant de créer des emplois décents afin de réduire la pauvreté et les inégalités extrêmes qui caractérisent toujours la société et l'économie sud-africaines. De ce fait, la politique commerciale soutient les objectifs et programmes dont le but est de diversifier et moderniser la production industrielle en vue d'une croissance économique durable et inclusive.

7.11. Le Cadre de la politique et de la stratégie commerciales (TPSF) a été finalisé en 2010 et révisé en 2012; le Cabinet l'a approuvé à ces deux occasions. Le TPSF décrit les moyens par lesquels la politique commerciale peut contribuer aux objectifs de développement économique du gouvernement. Il vise à améliorer les résultats commerciaux de l'Afrique du Sud en augmentant les exportations de produits manufacturés à plus haute valeur ajoutée.

7.12. En 2021, une déclaration de politique commerciale a été publiée, intitulée "Politique commerciale en faveur du développement industriel et de la croissance de l'emploi". Cette déclaration énonce la politique commerciale de l'Afrique du Sud et ses engagements en matière de commerce international au regard des objectifs de la politique industrielle sud-africaine. Elle décrit le renforcement de la capacité industrielle, la concrétisation du développement sur tout le continent africain, la promotion des exportations de produits manufacturés et l'ouverture des marchés aux produits sud-africains, l'amélioration du rôle de l'Afrique du Sud à l'OMC et l'avenir du système commercial multilatéral dans une optique de résilience et dans l'idée de reconstruire mieux pour l'économie numérique et la durabilité environnementale. (Voir la Déclaration de politique commerciale du Ministre du commerce, de l'industrie et de la concurrence ci-jointe (annexe 1)).

7.13. Dans ses interactions avec le reste de l'Afrique, l'Afrique du Sud s'efforce de faire progresser l'intégration économique et l'industrialisation à l'échelle continentale. La priorité est de se concentrer sur le développement de l'Afrique, son industrialisation et son intégration. L'Afrique du Sud poursuit l'intégration en matière de développement dans le cadre de la SACU, de la SADC, de l'Accord de libre-échange trilatéral et de la Zone de libre-échange continentale africaine. Cette approche, contrairement au modèle d'intégration linéaire traditionnel, allie l'intégration des marchés, l'industrialisation et les chaînes de valeur régionales, ainsi que le développement de l'infrastructure.

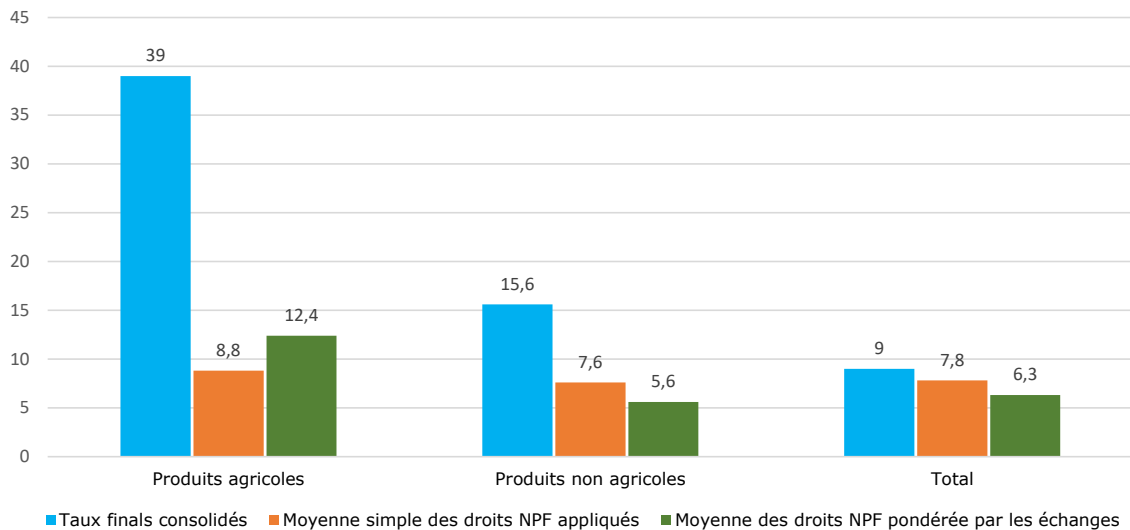
7.14. Au niveau multilatéral, l'Afrique du Sud adopte une approche en matière de développement qui vise à corriger les déséquilibres existants dans les règles; à obtenir une marge d'action pour poursuivre l'industrialisation; et à faire en sorte de relever les nouveaux défis (comme la pandémie, l'environnement et le changement climatique) dans un esprit de justice et d'équité. L'Afrique du Sud continue de promouvoir l'obtention de résultats en matière de développement dans le cadre du Cycle de Doha de l'OMC.

7.15. Les relations de commerce et d'investissement avec les économies industrialisées sont aussi un aspect important de la politique commerciale sud-africaine. Des travaux sont en cours, par exemple avec les BRICS, pour établir des liens de complémentarité industrielle dans le but de modifier la structure des échanges avec des économies dynamiques du Sud.

7.4 Approche concernant la politique tarifaire

7.16. L'Afrique du Sud voit dans les droits de douane un instrument de sa politique industrielle, une approche qui appelle à l'établissement de droits en faveur du développement: l'établissement des droits de douane doit soutenir les objectifs relatifs à l'industrie et à l'emploi. Cette approche implique que l'établissement des droits de douane représente une intervention volontaire et une approche stratégique de la politique tarifaire qui vise à renforcer les capacités de production, l'investissement dans le capital humain, la recherche, l'innovation et la technologie, et à soutenir la réalisation des objectifs en matière d'industrie et d'emploi. Les modifications apportées aux droits de douane s'appuient sur une évaluation au cas par cas fondée sur des données probantes (c'est-à-dire qu'elles ne résultent pas d'une position a priori). Toute la gamme des instruments de politique commerciale et des mesures de défense commerciale est utilisée pour promouvoir le développement industriel: les droits d'importation, les remises et ristournes de droits; les droits antidumping, les droits compensateurs et les sauvegardes; et le contrôle des importations et des exportations. La Commission de l'administration du commerce international (ITAC) joue un rôle essentiel dans les enquêtes portant sur les droits de douane et les mesures correctives commerciales.

7.17. La politique tarifaire sud-africaine a exercé une influence majeure sur la composition des échanges et sur leur croissance globale. Au début des années 1990, la moyenne des droits de douane de l'Afrique du Sud était d'environ 23%. Elle se situe actuellement à 8,2%. En janvier 2023, le tarif douanier de la SACU contenait un total de 8 445 lignes tarifaires, dont 4 545 lignes (soit 54%) en franchise de droits. Le régime tarifaire a également été considérablement simplifié. En 1990, le tarif douanier contenait 13 609 lignes tarifaires dont 28% étaient assujetties à un contrôle des importations. En 2006, ces contrôles des importations avaient été supprimés. L'ACDC entre l'Afrique du Sud et l'UE, le Protocole de la SADC sur le commerce et l'ALE entre la SADC et l'AELE ont réduit davantage encore l'impact général de la protection tarifaire. L'économie sud-africaine est aujourd'hui modérément protégée par les droits de douane, comme le montre la figure 7.1 ci-dessous.

Graphique 7.1: Statistiques tarifaires, 2023

Source: OMC.

8 CONCLUSION

8.1. L'Afrique du Sud soutient le système commercial multilatéral en ce qu'il offre une approche fondée sur des règles et garantit une prévisibilité qui permet aux opérateurs économiques de planifier leurs transactions commerciales sur la scène mondiale. La poursuite de la participation au système commercial multilatéral contribuera à la croissance économique de l'Afrique du Sud et, partant, à des changements structurels positifs de l'économie.

8.2. L'Afrique du Sud reste convaincue que les efforts en faveur de l'industrialisation, de l'augmentation de la fabrication de produits à valeur ajoutée, de l'augmentation des exportations et de la mise en œuvre de l'industrialisation régionale par le biais des programmes prévus dans le cadre de la SACU, de la SADC et de l'Accord portant création de la ZLECAf sont essentiels pour placer l'économie sud-africaine sur une nouvelle voie menant à la croissance durable. La mission principale consistera donc à garantir la croissance économique inclusive, la transformation et l'augmentation de l'emploi. Ce processus comporte plusieurs dimensions, mais oblige, entre autres facteurs, à accroître l'incidence de la politique industrielle, pour que le développement industriel devienne un vecteur clé de l'augmentation de la croissance sur un nouveau plan de croissance qualitativement différent. La politique industrielle à grand impact prévoit, entre autres éléments, d'étoffer et d'élargir le programme de développement des infrastructures; de réaliser plusieurs projets de valorisation minière; de faire progresser l'intégration active du développement sur le continent africain; et de repositionner le secteur manufacturier sud-africain dans le contexte des efforts d'industrialisation du continent.

ANNEXE 1 – DÉCLARATION DE POLITIQUE COMMERCIALE DE L'AFRIQUE DU SUD

Politique commerciale en faveur du développement industriel et de la croissance de l'emploi, 20 mai 2021

Contexte de la politique commerciale

1.1. Le gouvernement sud-africain, par le biais du DTIC, poursuit une approche stratégique de la politique commerciale, axée avant tout sur le soutien au développement industriel de l'Afrique du Sud et à la croissance de l'emploi. La politique s'inscrit dans une stratégie plus vaste visant à accélérer la croissance sur une trajectoire permettant de créer des emplois décents afin de réduire la pauvreté et les inégalités extrêmes qui caractérisent toujours la société et l'économie sud-africaines. De ce fait, la politique commerciale est fondée sur des objectifs et programmes dont le but est de diversifier et moderniser la production industrielle en vue d'une croissance économique durable et inclusive, et elle doit soutenir ces objectifs et programmes.

1.2. Les niveaux de chômage, de pauvreté et d'inégalités de l'Afrique du Sud déterminent le contexte général dans lequel la politique économique – y compris son volet commercial – est menée. Le contexte est sombre: au regard de divers critères, l'Afrique du Sud est l'un des pays les plus inégalitaires au monde; selon sa définition élargie (qui englobe les demandeurs d'emploi découragés), le chômage s'élevait à 42,6% au 4^{ème} trimestre de 2020, et plus de 50% des citoyens sud-africains vivent dans la pauvreté. Avant la pandémie de COVID-19, le niveau de chômage réel était supérieur à 30%. Ce taux a fortement augmenté du fait de la pandémie. Même pendant la Grande Dépression, les économies industrialisées n'avaient pas connu un tel niveau de chômage.

1.3. La croissance du commerce mondial, fragile et inégale depuis la crise financière de 2008 en raison, principalement, d'une demande mondiale d'une faiblesse persistante, s'est transformée en une chute brutale des échanges à la suite de la pandémie de COVID-19 en 2020. La crise humaine et de santé publique à l'échelle mondiale qui s'en est suivie a mis à jour les vulnérabilités associées à une dépendance excessive vis-à-vis de chaînes d'approvisionnement mondiales fragiles pour les importations de traitements, d'EPI, de médicaments et même de denrées alimentaires. À l'échelle mondiale, les responsables de l'élaboration des politiques ont réagi en accordant une attention croissante au rééquilibrage (raccourcissement) des chaînes d'approvisionnement mondiales et en corrigeant les règles commerciales qui freinent les efforts visant à renforcer les capacités de fabrication nationales et régionales.

1.4. En façonnant la reprise économique, il est important d'éviter de revenir à la "crise d'avant la crise" et de mieux reconstruire, y compris en restaurant un équilibre plus approprié et durable entre les objectifs de croissance commerciale et de développement de l'industrie nationale. La pandémie de COVID-19 a également mis en lumière la nécessité de systèmes de production plus résilients et d'un certain niveau d'"autonomie stratégique" dans le système international de production et de commerce, de sorte que les pays aient une marge de manœuvre pour diversifier leurs économies et ajouter de la valeur nationale à leur production et à leurs exportations.

1.5. La présente déclaration énonce la politique commerciale de l'Afrique du Sud et ses engagements en matière de commerce international au regard des objectifs de la politique industrielle sud-africaine. Les deux sections qui suivent présentent les caractéristiques principales de la structure commerciale de l'Afrique du Sud qui éclairent l'approche des questions commerciales dans des domaines d'engagement prioritaires essentiels, et soulignent ensuite l'importance qu'il y a à faire en sorte que la politique commerciale soit bénéfique pour les travailleurs, les femmes et les communautés. Les autres sections s'intéressent à l'approche du commerce adoptée par l'Afrique du Sud en ce qui concerne l'intégration africaine, les interactions bilatérales et le système commercial multilatéral. Les sections finales portent sur la politique générale de l'Afrique du Sud concernant les aspects commerciaux de trois questions d'importance dans l'élaboration des politiques à l'échelle internationale: la dynamisation de la production de vaccins pour lutter contre la pandémie de COVID-19, la numérisation et la durabilité environnementale.

Une politique commerciale pour renforcer la capacité industrielle

1.6. Le développement économique nécessite l'expansion et la diversification du secteur industriel, qui est toujours le moteur principal de la croissance de la productivité, de la hausse des salaires et de l'innovation, et un vecteur clé de l'expansion du secteur des services. Aux fins de ce processus de transformation, des biens d'équipement doivent être achetés et la production doit avoir lieu à une échelle suffisante, ce qui rend le commerce essentiel. Si les importations peuvent réduire les coûts des intrants et donner accès à une gamme de produits, le commerce est à double tranchant, étant donné que l'amélioration durable des niveaux de vie implique aussi l'expansion de la production nationale et du marché intérieur. Ces aspects complexes nécessitent une approche du commerce soigneusement pensée, équilibrée et stratégique.

1.7. L'Afrique du Sud est une économie comparativement petite et ouverte qui représente 0,53% du commerce mondiale des marchandises et environ 0,28% du commerce mondial des services. Le commerce international des marchandises et des services représente 60,4% de son PIB. La croissance des importations tend à dépasser les exportations, ce qui se traduit par un déficit persistant dans le commerce des marchandises. Cette tendance a été particulièrement visible entre 2000 et 2008, période pendant laquelle l'Afrique du Sud a enregistré une solide croissance de son PIB. Depuis 2009, la croissance sud-africaine a été modérée et bien que la balance commerciale ait fluctué d'une année sur l'autre, le commerce de produits manufacturés n'a cessé d'être déficitaire.

1.8. L'Afrique du Sud a enregistré en 2020 son plus gros excédent commercial à ce jour, largement imputable à une forte réduction des importations due au ralentissement économique, mais la tendance à long terme doit être inversée. En 2019, l'Afrique du Sud a importé une part de marchandises, mesurée en pourcentage du PIB, considérablement plus importante que celle de nombreuses autres économies. Alors que les importations sud-africaines s'élevaient à 25% du PIB, le Brésil affichait un taux de 9,6%, les États-Unis de 12%, l'UE de 14%, la Fédération de Russie et la Chine d'environ 14,4% et l'Inde d'un peu moins de 17%.

1.9. Des niveaux élevés d'importations de produits manufacturés et une propension à importer relativement élevée soulignent non seulement le manque de diversification de la production nationale, mais aussi les possibilités d'expansion industrielle nationale, à condition qu'elles reçoivent l'attention et le soutien adéquats. La Stratégie industrielle repensée encourage la modernisation d'une production industrielle à valeur ajoutée et ayant une capacité d'absorption de la main-d'œuvre, ainsi que la diversification de l'économie pour réduire la dépendance excessive à l'égard des produits de base et des services non exportables. Des programmes ciblés qui incluent les travaux en cours sur l'élaboration de plans directeurs sectoriels pour remédier aux difficultés en matière de compétitivité, en mettant l'accent sur la localisation et la valorisation, éclairent la politique commerciale de l'Afrique du Sud. Ces efforts sont essentiels pour favoriser une économie plus dynamique et inclusive qui crée de nouvelles possibilités pour les petites entreprises et pour les femmes et les jeunes en leur permettant de participer à l'économie en tant que travailleurs et qu'entrepreneurs.

1.10. Dans la mesure où les droits de douane sont des instruments de la politique industrielle et ont des incidences sur l'accumulation de capital, le changement technologique, l'accroissement de la productivité et l'emploi, les modifications du régime tarifaire doivent être soigneusement calibrées pour tenir compte des spécificités de chaque secteur. Bien qu'il n'y ait pas de position a priori sur les niveaux de droits appropriés, les décisions concernant les demandes d'ajustements ou de remises tarifaires sont déterminées au cas par cas, aux termes d'une enquête et d'une analyse détaillées. Les décisions peuvent s'accompagner d'exigences en matière d'engagements réciproques de la part des requérants et des entreprises qui bénéficient de remises ou d'ajustements tarifaires. Elles peuvent par exemple exiger des entreprises que celles-ci augmentent leurs investissements et créent des emplois, mettent en place des programmes de développement de compétences ou d'autres améliorations de la productivité, et qu'elles assurent la stabilité des prix sur le marché intérieur. En bref, le soutien tarifaire ne devrait pas atténuer les pressions concurrentielles sur les entreprises.

1.11. Si le commerce peut contribuer à la croissance de l'industrie nationale et à la création d'emplois, il faut maintenir une concurrence loyale entre les producteurs nationaux et étrangers. L'Afrique du Sud renforcera ses efforts en vue de s'assurer que les instruments de défense commerciale sont effectivement déployés pour contrer les importations déloyales et dommageables. À cet égard, l'Afrique du Sud réexamine la législation applicable pour simplifier les procédures de

demande et d'enquête et permettre des actions rapides et plus efficaces. Par ailleurs, l'Afrique du Sud continuera de renforcer la coordination avec le SARS afin de mettre un terme au commerce illicite et à la sous-facturation des importations, qui causent des dommages énormes à l'économie en termes de recettes, de pertes d'emplois et de capacité industrielle. Ces efforts nécessitent aussi une collaboration plus étroite avec les autorités compétentes de nos partenaires commerciaux. L'engagement pris par les BRICS dans la Déclaration adoptée au Sommet des BRICS de 2019 au sujet de la coopération contre la sous-facturation nécessite un suivi et une mise en œuvre actifs.

Une politique commerciale au bénéfice des travailleurs, des femmes et des communautés

1.12. La politique commerciale doit promouvoir et faciliter le développement d'économies inclusives. Les travailleurs sud-africains devraient pouvoir espérer que la politique et les mesures gouvernementales dans le domaine du commerce accroissent l'emploi et favorisent des possibilités d'emplois décents. Dans les cas où des travailleurs perdent leur emploi du fait de réformes commerciales, la politique devrait, dans la mesure du possible, viser à mettre en place des mesures pour mieux gérer les coûts de l'ajustement, au moyen de filets de sécurité plus efficaces et de possibilités de reconversion professionnelle permettant aux travailleurs d'entrer dans les secteurs de l'économie en pleine croissance, et au moyen de mesures d'amélioration de la compétitivité en faveur des entreprises nationales. Les secteurs sensibles en termes d'emplois ont besoin d'un soutien pendant la mise en œuvre des mesures de réforme prévues par les plans directeurs (par exemple le secteur de la volaille) qui visent à améliorer la compétitivité et les résultats de manière générale. Au cours des cycles précédents de libéralisation tarifaire, l'absence de mesures de soutien adéquates a eu des conséquences désastreuses pour de nombreux travailleurs et communautés. De nombreuses femmes travaillant dans l'industrie textile, par exemple, ont perdu leur principal moyen de subsistance.

1.13. Les communautés souhaitent des possibilités pour que les jeunes, les femmes et les entreprises rurales puissent croître et trouver des débouchés sur le marché intérieur et les marchés mondiaux. Les mesures de politique commerciale englobent toute une palette de mesures, qui vont des accords conclus à l'OMC à l'utilisation d'instruments commerciaux (augmentation ou réduction des droits applicables), en passant par des initiatives bilatérales visant à ouvrir les marchés.

1.14. Le DTIC s'efforcera également d'intégrer des possibilités pour les travailleurs et les communautés dans la mise en œuvre de la politique commerciale et dans ses résultats.

1.15. Pour la première fois, l'Afrique du Sud prend l'initiative délibérée et nécessaire de poursuivre une politique commerciale tenant compte des sexospécificités et de l'égalité des genres. Ce sont les femmes qui ont été les plus durement touchées par la pandémie de COVID-19, du fait d'inégalités structurelles globales qui existaient longtemps avant la crise. Les femmes représentent plus de 50% de la population en Afrique du Sud et dans le monde; pourtant elles restent les membres de la société les moins actifs sur le plan économique.

1.16. Des mesures volontaires et ciblées qui aboutissent à des programmes concrets et pragmatiques en faveur de l'autonomisation des femmes constituent une part essentielle de la politique commerciale de l'Afrique du Sud qui vise à créer un monde meilleur et plus inclusif. Parmi les mesures nécessaires figurent la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes concernant l'accès au financement, le renforcement des capacités d'exportation et de production des entreprises dirigées par des femmes, la création de débouchés commerciaux pour les entreprises dirigées par des femmes en établissant des relations avec de nouveaux acheteurs, et la mise en place de stratégies sectorielles visant à promouvoir l'émergence des femmes exportatrices dans des secteurs traditionnels et non-traditionnels. Il s'agira notamment d'étudier les possibilités offertes par les chaînes de valeur régionales et les solutions de commerce numérique, entre autres choses.

1.17. Une politique tenant compte des sexospécificités et de l'égalité des genres devra prendre soigneusement en considération les effets distributifs des politiques commerciales et économiques de l'Afrique du Sud sur les femmes et devra aussi soutenir et protéger les secteurs dans lesquels les travailleuses et les femmes entrepreneurs sont nombreuses.

1.18. Les politiques en question éclaireront aussi notre participation à la ZLECAf, aux relations bilatérales et à d'autres plates-formes stratégiques. Cette approche coïncide avec le début de la nouvelle Décennie de l'inclusion financière et économique des femmes et reflète l'ODD 5 des

Nations Unies sur l'égalité des genres. La 33^{ème} session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a déclaré la décennie 2020-2030 "nouvelle Décennie des femmes africaines pour l'inclusion financière et économique".

Une politique commerciale pour concrétiser le développement sur tout le continent africain

1.19. L'Afrique du Sud souscrit à l'approche de l'intégration du développement telle qu'elle est conçue dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, intitulé "L'Afrique que nous voulons". Selon cette conception, les accords de libre-échange en Afrique s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus vastes visant à promouvoir la coopération transfrontières en matière de développement des infrastructures et de développement industriel. En effet, les contraintes affectant le commerce intra-africain sont, dans de nombreux cas, une capacité de production limitée et une infrastructure inadéquate, mais non les droits de douane en tant que tels.

1.20. L'industrialisation doit donc être au cœur de la transformation de l'économie africaine. L'Afrique représente 17% de la population mondiale, mais à peine 3% de la production manufacturière mondiale; de fait, son chemin vers la prospérité implique de relever les niveaux de production industrielle, et si certains éléments montrent que depuis 1990, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté dans plusieurs pays africains, la croissance de la valeur ajoutée reste modeste. Les pays peuvent tirer parti de l'expérience acquise dans le secteur manufacturier pour produire à destination de marchés africains avant de soutenir la concurrence sur d'autres marchés internationaux dans un certain nombre de secteurs industriels. De plus, outre ses avantages directs évidents, le développement des infrastructures transfrontières offre aux entreprises africaines de vastes possibilités de fournir toute une gamme d'intrants industriels destinés à la construction et à l'entretien des chemins de fer, des routes et des ports.

1.21. Le lancement de la ZLECAf représente une étape très importante dans le projet d'intégration continentale de l'Afrique. Il s'agit de la première étape en vue de réunir des projets d'intégration existants sur l'ensemble du continent, et à ce titre, la ZLECAf offrira davantage d'incitations pour de nouveaux investissements afin de tirer parti d'un marché continental plus ouvert et intégré. Les engagements finals en matière de réduction tarifaire, assortis de règles d'origine qui accordent des préférences aux produits libellés "Made in Africa" dynamiseront le développement du secteur manufacturier et de l'industrie en Afrique.

1.22. Dans ce contexte, l'Afrique du Sud soutiendra des règles d'origine qui relèvent le niveau de la valeur ajoutée africaine. Le continent et l'Afrique du Sud, qui en fait partie, doivent éviter le piège qui consisterait à devenir de simples assembleurs ou finisseurs de produits largement fabriqués ailleurs dans le monde. Cette approche est essentielle pour renforcer le développement industriel et, partant, améliorer la croissance, l'investissement et les emplois de qualité.

1.23. Dans le cadre de la préparation à cette transformation, le DTIC insère un chapitre sur la ZLECAf dans les plans directeurs sectoriels et dans la stratégie de développement au niveau des districts. L'Afrique a en outre engagé des consultations avec d'autres pays africains concernant le développement des chaînes de valeur transfrontières qui englobent diverses branches de production. Des discussions spécifiques axées sur ces secteurs sont déjà en cours avec des États membres de la SACU et l'Afrique du Sud élargira le débat avec d'autres partenaires au fil du temps.

Une politique commerciale pour promouvoir les exportations de produits manufacturés et ouvrir les marchés aux produits sud-africains

1.24. L'Afrique du Sud axe ses relations bilatérales sur l'amélioration des débouchés pour des exportations à plus forte valeur ajoutée et sur la promotion de l'investissement entrant dans le but d'appuyer les objectifs de sa politique industrielle. Les détails de ces relations sont fonction du profil commercial et d'investissement du pays partenaire, qui détermine si les relations sont étayées par des accords commerciaux contraignants ou de coopération, et motivées par les intérêts du partenaire. Dans chaque relation, l'Afrique du Sud s'assure que ses partenaires voient dans l'Afrique davantage une destination d'investissement plutôt qu'un simple marché pour des exportations à la lumière de la ZLECAf.

1.25. Pour illustrer cette approche générale, citons trois exemples dans lesquels l'accent est mis sur les relations avec des partenaires commerciaux importants. L'UE, en tant que bloc, reste le principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud, et l'APE entre la SADC et l'UE sous-tend cette relation. Avant la pandémie, les échanges bilatéraux continuaient de croître, mais à un taux décroissant. L'Afrique du Sud était toujours déficitaire, et ce déficit était essentiellement imputable aux importations de produits manufacturés en provenance de l'UE. Il y a deux ans, cette dynamique a commencé à changer, mais la composition des échanges doit encore évoluer vers davantage d'exportations, par l'Afrique du Sud, de produits manufacturés et autres produits à valeur ajoutée. Dans le cadre des relations bilatérales en cours, y compris le prochain réexamen de l'APE entre la SADC et l'UE, l'Afrique du Sud aura pour objectif d'augmenter les exportations de produits manufacturés et de produits agricoles à plus forte valeur ajoutée.

1.26. La Chine est le plus important pays partenaire de l'Afrique du Sud dans le domaine du commerce, et les investissements chinois en Afrique du Sud sont en hausse. Les efforts de coopération déployés visent à promouvoir l'investissement entrant pour soutenir le développement industriel sud-africain. Il est entendu que le panier des exportations sud-africaines à destination de la Chine, actuellement dominé par les minéraux, doit changer et inclure une part plus importante de produits manufacturés et de produits agricoles à plus forte valeur ajoutée.

1.27. D'une manière générale, les échanges commerciaux avec les États-Unis sont bien équilibrés. Les États-Unis affichent un excédent pour ce qui est des produits manufacturés et des services, le commerce des produits agricoles est équilibré et l'Afrique du Sud est excédentaire dans les exportations de minéraux. Bien que les échanges bilatéraux aient considérablement augmenté pendant la première décennie du millénaire, ils ont enregistré une baisse constante au cours des dix dernières années: c'est le cas notamment des exportations de produits à valeur ajoutée de l'Afrique du Sud dans le cadre de l'AGOA. Dans ses relations futures avec le nouveau gouvernement des États-Unis, l'Afrique du Sud s'efforcera de corriger cette tendance à la baisse. Les discussions à ce sujet devraient porter sur le futur de l'AGOA et le retrait des obstacles aux exportations sud-africaines de produits manufacturés et de produits agricoles à forte valeur ajoutée.

1.28. Il est également important d'ouvrir des débouchés commerciaux au niveau des produits pour accroître les exportations sud-africaines. Par exemple, l'Afrique du Sud est aujourd'hui le deuxième exportation mondiale d'agrumes, mais est limitée sur certains marchés par des mesures sanitaires et phytosanitaires qui, selon elle, ne sont pas justifiées. Des discussions se tiendront avec les partenaires commerciaux au sujet de produits tels que les fruits (agrumes, avocats et autres), l'acier et l'aluminium, les véhicules, et les boissons.

Une politique commerciale pour renforcer le rôle de l'Afrique du Sud à l'OMC et dans le système commercial multilatéral futur

1.29. L'Afrique du Sud appuie les principes d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles dans lequel les différends sont résolus grâce à un arbitrage indépendant, plutôt que par des rapports de force. Comme de nombreux autres pays en développement, néanmoins, l'Afrique du Sud a exprimé des préoccupations concernant les déséquilibres et les injustices des Accords de l'OMC qui portent préjudice à nos intérêts en matière de commerce et de développement. Ces déséquilibres sont manifestes dans les règles relatives au soutien à l'agriculture ayant des effets de distorsion des échanges, dans l'approche sélective concernant la prohibition des subventions industrielles et les contraintes affectant le transfert de technologie qui pourrait soutenir le développement. Le fait que l'Afrique du Sud ait été traitée comme un pays développé pendant le Cycle d'Uruguay (à l'époque de l'apartheid) est très préoccupant, car les engagements de réduction tarifaire ont fortement contribué à la désindustrialisation. Cette injustice historique a indûment limité la marge de manœuvre de l'Afrique du Sud qui lui aurait permis de tirer avantage du commerce pour soutenir son développement industriel.

1.30. Ces considérations inspirent l'approche sud-africaine des discussions en cours sur la réforme de l'OMC. L'Afrique du Sud soutient une approche fondée sur les principes de l'inclusivité et du développement. Les clés de la légitimité et de la durabilité de l'OMC résident dans sa capacité de promouvoir les objectifs de développement des pays en développement qui constitueront de nouvelles sources de croissance et de prospérité générales au sein de l'économie mondiale. Relever ce défi contribuera à renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles et à améliorer sa légitimité, mais aussi à établir les bases d'une croissance économique qui pourra profiter à tous les Membres de l'OMC.

1.31. L'inclusivité exigerait, au moins, de préserver le processus de décision par consensus et le caractère multilatéral de l'OMC. Elle nécessiterait également la reconnaissance de la valeur de la diversité économique et institutionnelle, y compris par la réaffirmation du principe du traitement spécial et différencié et du droit de réglementer dans l'intérêt public. L'industrialisation de l'Afrique doit être facilitée, et non inhibée par les politiques de l'OMC. En bref, la réforme devrait consacrer le droit des États à poursuivre des stratégies nationales de développement dans le cadre général d'un système fondé sur des règles, et dans le respect de ses principes.

Une politique commerciale dans une optique de résilience et dans l'idée de reconstruire mieux

1.32. La pandémie de COVID-19 a mis à jour les vulnérabilités de capacités industrielles limitées et d'une dépendance excessive à l'égard de chaînes d'approvisionnement mondiales fragiles. Au début de la pandémie, l'Afrique du Sud, comme de nombreux autres pays, notamment en Afrique, n'a pas été en mesure d'avoir accès à des produits médicaux essentiels, ou d'en produire en quantités suffisantes. Si le pays a pu surmonter certaines contraintes en déployant des efforts extraordinaires pour réorienter les capacités existantes et produire des masques faciaux, des désinfectants pour les mains et des respirateurs de qualité médicale et, plus récemment, des vaccins, le manque de préparation a révélé l'inadéquation des niveaux d'investissements antérieurs dans les capacités de recherche-développement et de production. Pour renforcer la résilience économique, aujourd'hui et à l'avenir, la politique commerciale et industrielle de l'Afrique du Sud doit être axée sur l'établissement de centres de production plus diversifiés, dans le pays et sur tout le continent africain.

1.33. L'OMC a un rôle essentiel à jouer dans la résolution de la crise de santé publique mondiale causée par la pandémie de COVID-19. Le défi urgent et immédiat consiste à accroître la production de vaccins et à les distribuer équitablement aux citoyens du monde entier. L'Afrique du Sud et l'Inde, avec le soutien croissant de la part de Membres de l'OMC, de parlementaires et de la société civile, ont proposé une dérogation temporaire à des droits de propriété intellectuelle pour certains produits qui sont nécessaires dans la lutte contre la propagation de la COVID-19 (y compris les vaccins) pour garantir que la technologie et le savoir-faire requis soient largement partagés et ainsi dynamiser la production de vaccins à l'échelle mondiale.

1.34. Dans le contexte de la pandémie mortelle, la propriété intellectuelle devrait être considérée comme un bien public mondial, en particulier au vu des montants considérables de fonds publics qui sont investis dans la recherche et le développement des vaccins. Le débat sur cette question se poursuit à l'OMC. À un niveau plus général, l'Afrique du Sud a proposé un ensemble de mesures connexes qui incluent une coopération plus approfondie en vue d'accroître la production de produits médicaux essentiels; de nouveaux protocoles pour améliorer la transparence des contrats et la stabilité des prix dans les transactions entre gouvernements et entreprises pharmaceutiques; un engagement mondial à éviter tout nationalisme en matière de vaccins; et une disposition de l'OMC pour faire face aux pandémies futures, qui prévoit des droits d'utilisation automatiques et rend superflue l'adoption d'arrangements et de dérogations spéciaux dans le futur.

Une politique commerciale pour l'économie numérique

1.35. L'Afrique du Sud réfléchit à la meilleure façon de faire face – d'une manière globale et intégrée – aux difficultés et possibilités qui découlent de la transformation numérique. De nombreuses possibilités découlent bien évidemment de l'application de nouvelles technologies au monde du travail et dans la société, y compris de nouveaux produits et services, la simplification de la communication et l'efficacité de la production et de la distribution. Dans le même temps, il faut remédier aux difficultés, telles que la fracture numérique persistante et croissante, l'incidence de la numérisation sur les niveaux d'emploi net, la concentration accrue des marchés et l'augmentation des pratiques anticoncurrentielles. Plus spécifiquement, l'incidence de la concentration sur les petites entreprises peut avoir des effets négatifs sur la distribution au sein de la société. Les niveaux élevés de concentration qui en résultent dans le domaine du commerce numérique entravent aussi gravement la capacité potentielle du commerce électronique d'offrir des résultats positifs durables aux pays en développement.

1.36. Dans ce contexte, de nombreux pays en développement ont fait savoir qu'il est prématuré d'élaborer dans le cadre de l'OMC des règles qui pourraient avoir des répercussions de grande ampleur pour le développement, y compris le risque de "figer" les déséquilibres actuels et d'exclure des options permettant de résoudre bon nombre des difficultés évidentes. Il est nécessaire de

procéder à un examen plus poussé pour toute une gamme de questions, dont: la réduction de la fracture numérique; les répercussions, sur les recettes et la politique industrielle, des droits de douane visant les transmissions électroniques; le rôle de la gestion des données pour le développement; et le transfert de technologie, entre autres choses.

Une politique commerciale pour la durabilité environnementale

1.37. L'Afrique du Sud est attachée à la durabilité environnementale dans le cadre des objectifs généraux de développement durable des Nations Unies. Atteindre ces objectifs impliquera une transformation massive de la structure de la production, de la consommation et de la distribution mondiales. Le Traité de Paris établit un cadre cohérent pour la réalisation d'une transition verte et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il exige des économies avancées qu'elles prennent des engagements de réduction à l'échelle nationale et qu'elles les respectent, et aussi qu'elles fournissent un financement et des technologies aux pays dont les capacités et ressources sont moindres pour les aider à réaliser la transformation économique nécessaire.

1.38. Bien que les possibilités soient considérables pour un certain nombre d'initiatives d'industrialisation verte, il sera essentiel d'instaurer une plus grande cohérence entre le cadre de la CCNUCC et les règles de l'OMC. Des discussions multilatérales sont nécessaires sur une série de questions, dont la propriété intellectuelle, le transfert de technologie, les subventions, ainsi que l'application des normes de produit et l'étiquetage, pour s'assurer que les mesures se renforcent mutuellement et ne transfèrent pas indûment la charge de l'ajustement aux pays en développement.

1.39. Des mesures commerciales unilatérales, comme les taxes d'ajustement à la frontière sur la teneur en carbone visant les importations, pourraient compromettre la cohérence de l'élaboration d'actions climatiques au niveau multilatéral. Les taxes à la frontière qui pénalisent des économies dont les ressources et les finances sont déjà limitées rendront la transition économiques de ces économies encore plus difficile et il serait compliqué de justifier des mesures de ce type si elles sont imposées à des pays qui ont pris des engagements ou respectent leurs engagements nationaux au titre de la CCNUCC. Ces mesures pourraient aussi engendrer une hausse des frictions commerciales et des contestations juridiques.

1.40. Pour éviter de telles conséquences, la définition de ces mesures commerciales – leur conception et leur compatibilité avec les règles de l'OMC – doit être intégrée au dialogue multilatéral. Afin de maintenir un cadre multilatéral cohérent permettant une action climatique, les mesures commerciales devraient être conçues et planifiées avec soin, être alignées sur le transfert et le financement de technologies vertes et ainsi permettre à de nombreux pays en développement de donner effet à la transition verte. Comme pour les biens publics mondiaux, les défis de la durabilité environnementale et leurs dimensions liées au commerce doivent être abordés au niveau multilatéral, par le biais d'une coopération et d'un dialogue internationaux à des fins de légitimité et de durabilité.

1.41. L'achèvement des négociations sur les subventions à la pêche à l'OMC pourrait contribuer à la réalisation de nos objectifs en matière de durabilité environnementale. Les résultats devraient veiller à ce que les pays qui accordent les subventions les plus importantes qui entraînent la surcapacité et la surpêche souscrivent à des engagements de réduction importants, tout en ménageant une marge de manœuvre aux pays en développement pour leur permettre de soutenir de manière durable la pêche artisanale, de subsistance et commerciale.

Conclusion

1.42. La politique commerciale doit soutenir les objectifs de développement industriel de l'Afrique du Sud en vue de favoriser une croissance durable, de créer des emplois décents bien rémunérés et d'élargir l'inclusion économique, notamment pour les femmes et les jeunes. En réponse à une décennie de faible croissance, d'inégalité croissante, de hausse du chômage et de l'insécurité de l'emploi, l'élaboration des politiques à travers le monde se transforme, une plus grande attention étant accordée à l'instauration d'un équilibre plus appropriée entre le commerce et le renforcement des capacités industrielles nationales.

1.43. Pour l'Afrique du Sud, les impératifs que sont la croissance du commerce et l'expansion des capacités de production nationales nécessitent une politique commerciale stratégique calibrée avec soin et fondée sur une collaboration et une coordination plus étroites entre les pouvoirs publics, les entreprises, le monde du travail et les communautés.

1.44. L'intégration économique de l'Afrique, sa transformation structurelle et son industrialisation sont au cœur du programme de politique commerciale de l'Afrique du Sud. La prospérité, la croissance, l'industrialisation du développement, l'intégration des marchés et le développement d'infrastructures transfrontières en Afrique devraient créer une dynamique pour une plus grande prospérité dont toutes les économies africaines devraient bénéficier. Nos relations hors du continent devraient venir étayer ces objectifs, pour l'Afrique et pour l'Afrique du Sud, et devraient être orientées vers une correction constante du déficit du secteur manufacturier dans notre profil commercial international.

1.45. Le multilatéralisme reste essentiel pour relever les défis transnationaux. La crise de santé publique engendrée par la pandémie de COVID-19 et les problèmes environnementaux, y compris le changement climatique, soulignent la nécessité d'une coopération et d'un dialogue renforcés au niveau multilatéral. Une politique commerciale mondiale peut jouer un rôle important et positif dans les efforts visant à relever ces défis, à la condition qu'elle repose sur les principes de la justice, de l'équité, de l'inclusivité et du développement.
